



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)  
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 4 février 1956

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, February 4th, 1956

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
41502 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
41502 — 1-52

### Lettres patentes

(P.G. 13055-55)

#### Admiral Utilities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente novembre 1955, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, H. Carl Goldenberg, C.R., avocat, Anna Mikula et Esther Monson, secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles, effets et marchandises composés en tout ou en partie de produits minéraux, produits de provenance animale, produits végétaux, textiles, produits forestiers et chimiques, plastiques, métaux ou les sous-produits d'iceux, sous le nom de "Admiral Utilities Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

### Letters Patent

(A.G. 13055-55)

#### Admiral Utilities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1955, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, H. Carl Goldenberg, Q.C., advocate, Anna Mikula and Esther Monson, secretaries, Filles majeures et usant de leurs droits, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To trade in goods, wares and merchandise composed in whole or in part of mineral products, animal products, vegetable products, textiles, forest products, chemicals, plastics, metals, or the by-products thereof, under the name of "Admiral Utilities Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$5 each and into 500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13088-55)

**Aird Equipment Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1955, constituant en corporation: Edmond Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson et Raymond Eric Parsons, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce d'instruments aratoires et machineries agricoles, sous le nom de "Aird Equipment Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hudson Heights, county of Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13345-55)

**Albert Therrien & Fils Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1955, constituant en corporation: Marcel Cinq-Mars, Maurice Lacroix, avocats, de Noranda, et Pauline L. Pelletier, secrétaire, épouse séparée de biens de Louis J. Pelletier, de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et entrepreneurs forestiers, sous le nom de "Albert Therrien & Fils Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville-Marie, district judiciaire de Témiscamingue.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13287-55)

**Allen Plastics Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1955, constituant en corporation: Théodore H. Polisuk, étudiant en droit, Irwin S. Brodie, Samuel Greenblatt et Cyril E. Schwisberg, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de marchandises en plastique, cotonnades et articles connexes, sous le nom de "Allen Plastics Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5772 Blvd. Saint Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13088-55)

**Aird Equipment Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1955, incorporating: Edmond Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson and Raymond Eric Parsons, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of agricultural implements and farm machinery agents, under the name of "Aird Equipment Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hudson Heights, in the county of Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13345-55)

**Albert Therrien & Fils Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December 1955, incorporating: Marcel Cinq-Mars, Maurice Lacroix, advocates, of Noranda, and Pauline L. Pelletier, secretary, wife separate as to property of Louis J. Pelletier, of Rouyn, all of the judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and lumbering contractors, under the name of "Albert Therrien & Fils Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville Marie, judicial district of Témiscamingue.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13287-55)

**Allen Plastics Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1955, incorporating: Theodore H. Polisuk, law student, Irwin S. Brodie, Samuel Greenblatt and Cyril E. Schwisberg, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic goods, cotton goods and allied articles, under the name of "Allen Plastics Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5772 St. Lawrence Blvd., Montreal, Judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13415-55)

**A. & L. Pelletier Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1955, constituant en corporation: Arthur Pelletier, marchand, Liguori Pelletier, comptable, et Gemma Pelletier, commis, tous des Méchins, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de gros et détail de provisions alimentaires, de matériaux de construction, et de toutes marchandises se rapportant à un commerce de marchand général, sous le nom de "A. & L. Pelletier Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Méchins, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13332-55)

**Arcand & Arcand Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1955, constituant en corporation: Gaston Arcand, entrepreneur, Paul Arcand, camionneur, tous deux de Rivière Davy, et Richard Arcand, entrepreneur, d'Amos, tous du district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur général et constructeur, sous le nom de "Arcand & Arcand Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière Davy, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13158-55)

**Association des Marchands d'Automobiles de l'Ouest du Québec  
Western Quebec Automobile Dealers Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Ken S. Guest, marchand, d'Ottawa, province d'Ontario, Gérard Hubert, Joseph Gendron, tous deux de Maniwaki, J.-René Baillot, de Hull, Grand Blondin, de Hull Sud, Horace M. Lapierre, de Lapierre, de Buckingham, Simon Raiche, de Thurso, Ambroise Labrosse, de Montebello, Arthur-Thomas Broom, de Wakefield, J.-Fer-

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13415-55)

**A. & L. Pelletier Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirteenth day of December 1955, incorporating: Arthur Pelletier, marchand, Liguori Pelletier, accountant and Gemma Pelletier, clerk, all of Méchins, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of foodstuffs, building material and merchandise of every nature and kind relating to the business of merchant general, under the name of "A. & L. Pelletier Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 600 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Méchins, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13332-55)

**Arcand & Arcand Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventh day of December 1955, incorporating: Gaston Arcand, contractor, Paul Arcand, trucker, both of Rivière Davy, and Richard Arcand, contractor, of Amos, all of the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on business as general contractor and builder, under the name of "Arcand & Arcand Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 900 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Rivière Davy, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13158-55)

**Association des Marchands d'Automobiles de l'Ouest du Québec  
Western Quebec Automobile Dealers Association**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fourteenth day of December 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Ken S. Guest, merchant, of Ottawa, Province of Ontario, Gérard Hubert, Joseph Gendron, both of Maniwaki, J.-René Baillot, of Hull, Grant Blondin, of Hull-South, Horace M. Lapierre, of Buckingham, Simon Raiche, of Thurso, Ambroise Labrosse, of Montebello, Arthur Thomas, Broom, of Wakefield, J. Fernand Turpin, of Gatineau, and Pascal

mand Turpin, de Gatineau et Pascal Ethier, de Gracefield, ces dix derniers marchands, du district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Promouvoir et sauvegarder les intérêts professionnels et commerciaux de ses membres et agir à titre consultatif ou mandataire dans tous les domaines concernant ces intérêts, sous le nom de "Association des Marchands d'Automobiles de l'Ouest du Québec — Western Quebec Automobile Dealers Association".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701-o

C. E. CANTIN.

Ethier, of Gracefield, the ten latter merchants, of the judicial district of Hull, for the following purposes:

To further and safeguard the professional and commercial interests of its members, and to act in the capacity of adviser or mandatarary in all fields connected with said interests, under the name of "Association des Marchands d'Automobiles de l'Ouest du Québec — Western Quebec Automobile Dealers Association".

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December 1955.

C. E. CANTIN,

41701

Deputy Attorney General.

(P.G. 13209-55)

**Atlas Trunk & Luggage Manufacturing Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1955, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat et Conseil en loi de la Reine, Daniel Morris, avocat, tous deux de Montréal, et Manuel Schacter, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de malles, valises, bagages servant aux voyages par avion, nouveautés, habits, vêtements, accessoires, articles en cuir, textiles et plastiques et tous articles incidents au commerce susdit, sous le nom de "Atlas Trunk & Luggage Manufacturing Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701

C. E. CANTIN.

(A.G. 13209-55)

**Atlas Trunk & Luggage Manufacturing Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1955, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate and Queen's Counsel, Daniel Morris, advocate, both of Montreal, and Manuel Shacter, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in trunks, valises, airplane luggage, clothing, wearing apparel, accessories, leather goods, textiles and plastics and any articles incidental to the aforesaid business, under the name of "Atlas Trunk & Luggage Manufacturing Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

41701-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 13349-55)

**Beaulieu Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1955, constituant en corporation: A. Ernest Walford, Terence P. Jones, Arthur B. Gill, Edward W. Rowat, et John E. Smith, administrateurs, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter dans un but de placement, acquérir, gérer, construire, développer ou disposer de propriétés immobilières, sous le nom de "Beaulieu Holdings Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ayant une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1455 avenue Union, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701

C. E. CANTIN.

(A.G. 13349-55)

**Beaulieu Holdings Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1955, incorporating: A. Ernest Walford, Terence P. Jones, Arthur B. Gill, Edward W. Rowat and John E. Smith, Executives, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase for investment, to acquire, manage, construct, develop or dispose of real property, under the name of "Beaulieu Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1455 Union Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

41701-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 13379-55)

**Bel-Air Fuels Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1955, constituant en corporation: Marcel Benoit, industriel, d'Outremont, Gilles Blanchard, industriel, de Montréal, tous deux du district judiciaire de Montréal, et Édouard F. Blanchet, voyageur de commerce, d'Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils de chauffage et de leurs accessoires, sous le nom de "Bel-Air Fuels Company Limited", avec un capital total de \$29,000, divisé en 290 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(A.G. 13379-55)

**Bel-Air Fuels Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December 1955, incorporating: Marcel Benoit, industrialist, of Outremont, Gilles Blanchard, industrialist, of Montreal, both of the judicial district of Montreal, and Édouard F. Blanchard, commercial traveller, of Ottawa, Province of Ontario, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating apparatus and accessories thereof, under the name of "Bel-Air Fuels Company Limited", with a total capital stock of \$29,000, divided into 290 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(P.G. 13448-55)

**Blocs de Ciment de Ste-Anne, Inc.  
Ste-Anne Concrete Blocks, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1955, constituant en corporation: Charles Simard, industriel, Louise Bouchard Simard, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles Simard, et Frs-Xavier Boulette, comptable, tous de Sainte-Anne de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de matériaux de construction; faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Blocs de Ciment de Ste-Anne, Inc. — Ste-Anne Concrete Blocks, Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(A.G. 13448-55)

**Blocs de Ciment de Ste-Anne, Inc.  
Ste-Anne Concrete Blocks, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December 1955, incorporating: Charles Simard, industrialist, Louise Bouchard Simard, wife contractually separate as to property of the said Charles Simard, and Frs-Xavier Boulette, accountant, all of Sainte-Anne de Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials; carry on business as general contractors, under the name of "Blocs de Ciment de Ste-Anne, Inc. — Ste-Anne Concrete Blocks, Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne de Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(P.G. 13487-55)

**Brossard Automobile Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1955, constituant en corporation: Jean Brossard, notaire, de Ville de Saint-Rémi, district judiciaire d'Iberville, Georges-Henri Brossard et Henri Brossard, garagistes, de la paroisse de Laprairie, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles, de leurs parties et accessoires; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Brossard Automobile Limitée", avec un capital total de \$150,000, divisé en 750 actions communes de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laprairie, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 13487-55)

**Brossard Automobile Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December 1955, incorporating: Jean Brossard, notary, of the town of Saint-Rémi, judicial district of Iberville, Georges Henri Brossard and Henri Brossard, garage-keepers, of the parish of Laprairie, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles, and the parts and accessories thereof; carry on business as garage-keepers, under the name of "Brossard Automobile Limitée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 750 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laprairie, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13117-55)

**Bruneau & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1955, constituant en corporation: Henri Bruneau, commerçant, de Rivière Bleue, district judiciaire de Kamouraska, Paul Aubut et Paul Papineau, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un magasin à rayons ou à départements, sous le nom de "Bruneau & Fils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière Bleue, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13266-55)

**Canadian Progress Club (Ville de Québec)**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Racine, industriel, Clermont Vézina, secrétaire-trésorier de Borden Co. Ltd., Charles-E. Marquis, ingénieur professionnel, François Barry, commerçant, Jos.-A. Tremblay, notaire, de Québec, Jacques Gadbois, gérant à International Business Machines Co. Ltd., Charles Tessier, courtier en assurances, Jacques Fortier, comptable agréé, de Sillery, et André Garant, industriel, de Sainte-Foy, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Créer et sauvegarder au sein de la corporation des liens d'amitié véritables, utiles et durables, secourir les infortunés, donner aux pauvres et aider les enfants peu privilégiés, sous le nom de "Canadian Progress Club (Ville de Québec)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13426-55)

**Caven Circle Homes Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1955, constituant en corporation: Irving L. Adessky, John L. Liberman et E. Michael Berger, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou intérêts en iceux, diriger et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Caven Circle

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13117-55)

**Bruneau & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December 1955, incorporating: Henri Bruneau, merchant, of River Bleue, judicial district of Kamouraska, Paul Aubut and Paul Papineau, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "Bruneau & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière Bleue, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13266-55)

**Canadian Progress Club (Ville de Québec)**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Racine, industrialist, Clermont Vézina, secretary-treasurer of Borden Co. Ltd., Charles E. Marquis, professional engineer, François Barry, merchant, Jos. A. Tremblay, notary, of Québec, Jacques Gadbois, manager at International Business Machines Co. Ltd., Charles Tessier, insurance broker, Jacques Fortier, chartered accountant, of Sillery, and André Garant, industrialist, of Saint Foy, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To establish and safeguard, within the Corporation, true effective, and lasting bonds of friendship; relieve the unfortunate, provide for the poor and help unprivileged children, under the name of "Canadian Progress Club (Ville de Québec)".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13426-55)

**Caven Circle Homes Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1955, incorporating: Irving L. Adessky, John L. Liberman and E. Michael Berger, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire lands or interests therein and to conduct and carry on the business or builders and contractors, under the name of "Caven

Homes Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3 actions ordinaires de \$100 chacune et 3,970 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 940 chemin Côte de Liesse, suite 305, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13048-55)

**Cosma Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente novembre 1955, constituant en corporation: David Schwartz, avocat, de Valois, Joseph Giuseppe Levi, agent de voyages et Anne Workman, secrétaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, exercer le commerce, aménager, installer des machines et pièces de machinerie d'icelles pour leur usage et opération aux moyens de l'électricité, de l'air comprimé, de l'huile, du gaz, de la vapeur ou de tous autres procédés mécaniques; faire le commerce d'articles et accessoires s'y rapportant, sous le nom de "Cosma Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13258-55)

**Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.  
Excelsior Accessoires de Bureau et  
Imprimerie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1955, constituant en corporation: Jean Poirier, marchand, Colette Villemaire Poirier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean Poirier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Ville Mont-Royal, et Paul-E. Mallette, comptable agréé, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce en général d'articles, d'ameublement et d'accessoires de bureau, sous le nom de "Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.—Excelsior Accessoires de Bureau et Imprimerie Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-0 C. E. CANTIN.

Circle Homes Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3 common shares of \$100 each and into 3,970 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 940 Côte de Liesse Road, Suite 305, town of Mount Royal, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-0 Deputy Attorney General.

(A.G. 13048-55)

**Cosma Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1955, incorporating: David Schwartz, advocate, of Valois, Joseph Giuseppe Levi, Travel agent, and Anne Workman, secretary, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, equip, install for use and operation by electricity, compressed air, oil, gas, steam or by any other mechanical means, machines, machinery parts thereof; to deal in articles and accessories connected therewith, under the name of "Cosma Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and into 300 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-0 Deputy Attorney General.

(A.G. 13258-55)

**Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.  
Excelsior Accessoires de Bureau et  
Imprimerie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December 1955, incorporating: Jean Poirier, merchant, Colette Villemaire Poirier, house-keeper, wife contractually separate as to property of the said Jean Poirier, and duly authorized by him for the purposes herein, both of the town of Mount Royal, and Paul E. Mallette, chartered accountant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in office articles, equipment and supplies, under the name of "Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.—Excelsior Accessoires de Bureau et Imprimerie Ltée", with a total capital of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(P.G. 13565-55)

**Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1955, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, Jacqueline Davignon et Yvette Marcoux, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtier et agent d'immeubles, sous le nom de "Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
C. E. CANTIN.

41701-o

(A.G. 13565-55)

**Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December 1955, incorporating: Léo Davignon, accountant, Jacqueline Davignon and Yvette Marcoux, secretaries, filles majeures, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as broker and real estate agent, under the name of "Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 9,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

41701

(P.G. 13338-55)

**Hamel Construction Ltée  
Hamel Construction Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1955, constituant en corporation: Alfred Hamel, Paul Hamel, industriels, et Arthur Blouin, comptable, tous de Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Hamel Construction Ltée — Hamel Construction Ltd", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
C. E. CANTIN.

41701-o

(A.G. 13338-55)

**Hamel Construction Ltée  
Hamel Construction Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December 1955, incorporating: Alfred Hamel, Paul Hamel, industrialists, and Arthur Blouin, accountant, all of Saint Félicien, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To carry on the operations of a construction company, under the name of "Hamel Construction Ltée—Hamel Construction Ltd", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

41701

(P.G. 13459-55)

**H. Marcotte Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1955, constituant en corporation: Henri Marcotte, ferblantier-couvreur, Laurette Riendeau, ménagère, épouse commune en biens dudit Henri Marcotte, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Roger Boyte, gérant, tous de Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de ferblanterie et agir comme ferblantiers-couvreurs, sous le nom de "H. Marcotte Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8347-10ième Avenue, Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
C. E. CANTIN.

41701-o

(A.G. 13459-55)

**H. Marcotte Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December 1955, incorporating: Henri Marcotte, tinsmith-roofer, Laurette Riendeau, housekeeper, wife common as to property of the said Henri Marcotte, and duly authorized by the latter for the purposes herein, and Roger Boyte, manager, all of the town of Saint Michel, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of tinsmith and act as tinsmith-roofers, under the name of "H. Marcotte Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8347-10th, Avenue, town of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

41701

(P.G. 13177-55)

**Isle View Development Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1955, constituant en corporation: Lucien Thouin, Armand Poupart, Jr., avocats et Monique Couture, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Isle View Development Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1955

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(A.G. 13177-55)

**Isle View Development Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1955, incorporating: Lucien Thouin, Armand Poupart, Jr., advocates, and Monique Couture, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Isle View Development Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13223-55)

**J. B. Maltais Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1955, constituant en corporation: Jean-Baptiste Maltais, Marcel Maltais, agents d'immeubles, et André Morin, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "J. B. Maltais Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(A.G. 13223-55)

**J. B. Maltais Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December 1955, incorporating: Jean-Baptiste Maltais, real estate agents, and André Morin, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the real estate business, under the name of "J. B. Maltais Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(P.G. 13380-55)

**Kass Bros. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1955, constituant en corporation: Charles Brownstein, Melvin Salmon, Moe Moscovitch et John Liberman, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bijouterie, produits en métal, nouveautés, ornements, sous le nom de "Kass Bros. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(A.G. 13380-55)

**Kass Bros. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1955, incorporating: Charles Brownstein, Melvin Salmon, Moe Moscovitch and John Liberman, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in jewellery, metal products, novelties, ornaments, under the name of "Kass Bros. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100 each and into 400 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13319-55)

**L'Association Forestière de la Côte Nord Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 13319-55)

**L'Association Forestière de la Côte Nord Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Théodore Caron, ingénieur forestier, de Forestville, Charles-Édouard Lafond, ingénieur forestier, de Baie Comeau, Gilles Trépanier, ingénieur civil, Paul-Émile Jean, Yves Baillargeon, ingénieurs forestiers, de Hauterive, tous du district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Conservier les forêts du comté de Saguenay, sous le nom de "L'Association Forestière de la Côte Nord Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Hauterive, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Théodore Caron, forestry engineer, of Forestville, Charles-Édouard Lafond, forestry-engineer, of Baie Comeau, Gilles Trépanier, civil engineer, Paul-Émile Jean, Yves Baillargeon, forestry engineers, of Hauterive, all of the judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To conserve to the forests of the county of Saguenay, under the name of "L'Association Forestière de la Côte Nord Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at Hauterive, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(P.G. 13399-55)

**Les Éditions Laurentiennes Limitée  
Laurentian Publishing Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1955, constituant en corporation: Richard Dorais, Georges C. Lachance, avocats, et Marguerite Ducharme, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Généralement faire les opérations de propriétaires de papiers-nouvelles et d'éditeur en général, sous le nom de "Les Éditions Laurentiennes Limitée — Laurentian Publishing Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(A.G. 13399-55)

**Les Éditions Laurentiennes Limitée  
Laurentian Publishing Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1955, incorporating: Richard Dorais, Georges C. Lachance, advocates, and Marguerite Ducharme, secretary, bachelor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the operations of newspaper owners and of editor in general, under the name of "Les Éditions Laurentiennes Limitée — Laurentian Publishing Limited", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(P.G. 13289-55)

**Les Sables St-Maurice Sand Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1955, constituant en corporation: Raymond Houle, ingénieur professionnel, des cité et district judiciaire de Montréal, Yves Hébert, voyageur de commerce, et Micheline Lavallée Hébert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Yves Hébert et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de sable et de gravier; faire le camionnage de sable et autres matériaux, sous le nom de "Les Sables St-Maurice Sand Inc.", avec un capital total de \$225,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Charette, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(A.G. 13289-55)

**Les Sables St-Maurice Sand Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December 1955, incorporating: Raymond Houle, professional engineer, of the city and judicial district of Montreal, Yves Hébert, commercial traveller, and Micheline Lavallée Hébert, housewife, wife separate as to property of the said Yves Hébert and duly authorized by the latter for the purposes herein, both of the city and judicial district of Trois-Rivières for the following purposes:

To deal in sand and gravel; cart sand and other materials under the name of "Les Sables St-Maurice Sand Inc.", with a total capital stock of \$225,000, divided into 15,000 common shares of \$5 each and 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Charette, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(P.G. 13427-55)

**Magasin à Rayons Shier Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente novembre 1955, constituant en corporation: Irwin Shier, marchand, Bella Kitty Shier, ménagère, épouse séparée de biens d'Irwin Shier et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux d'Outremont et Saul Dermer, manufacturier, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de "Magasin à Rayons Shier Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lac Mégantic, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701 C. E. CANTIN.

(A.G. 13427-55)

**Magasin à Rayons Shier Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1955, incorporating: Irwin Shier, merchant, Bella Kitty Shier, housewife, wife separate as to property of Irwin Shier, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Outremont, and Saul Dermer, manufacturer, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a Departmental Store, under the name of "Magasin à Rayons Shier Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lac Mégantic, judicial district of St. François.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41701-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13440-55)

**Magazine Printing Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1955, constituant en corporation: Geoffroy Birtz, avocat, de ville St-Laurent, Luc Mercure, avocat, de ville Mont-Royal, et Bernard Boudrias, étudiant, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de propriétaires de revues et journaux et en général, imprimeurs et publicistes, sous le nom de "Magazine Printing Co. Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 929 rue Perreault Lane, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701 C. E. CANTIN.

(A.G. 13440-55)

**Magazine Printing Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1955, incorporating: Geoffroy Birtz, advocate, of ville St. Laurent, Luc Mercure, advocate, of the town of Mount Royal, and Bernard Boudrias, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business generally of magazine and newspaper proprietors and general printers and publishers, under the name of "Magazine Printing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 800 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 929 Perreault Lane, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

41701-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13374-55)

**Majestic Jewellers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1955, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, avocats, et Harry Closner, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme bijoutiers, sous le nom de "Majestic Jewellers Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701 C. E. CANTIN.

(A.G. 13374-55)

**Majestic Jewellers Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1955, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, advocates, and Harry Closner, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, under the name of "Majestic Jewellers Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

41701-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13297-55)

**Marchand Petroleum Co., Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du deux décembre 1955, constituant en corporation: Georges Haggerty, vendeur d'huiles et produits d'icelles, Dame Florence Haggerty, épouse séparée de biens de Georges Haggerty, et Philippe Langevin, comptable, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Produire et faire le commerce d'huiles ou produits et substituts d'icelles, sous le nom de "Marchand Petroleum Co., Ltd.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(A.G. 13297-55)

**Marchand Petroleum Co., Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1955, incorporating: Georges Haggerty, dealer in Oil and Oil Products, Mrs. Florence Haggerty, housewife, wife separate as to property of Georges Haggerty, and Philippe Langevin, accountant, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To produce and deal in oil products of by-products and substitutes, under the name of "Marchand Petroleum Co., Ltd.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 10,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13438-55)

**Marguerite Florists Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1955, constituant en corporation: Harold S. Freeman, avocat Theresa Murray et Dorothy Martel, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce de fleuristes, sous le nom de "Marguerite Florists Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(A.G. 13438-55)

**Marguerite Florists Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1955, incorporating: Harold S. Freeman, advocate, Theresa Murray and Dorothy Martel, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Generally to carry on the business of florists, under the name of "Marguerite Florists Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of the par value of \$100 each and into 250 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13367-55)

**Maurice Thibault Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1955, constituant en corporation: Maurice Thibault, industriel, George William Allen, commis, tous deux de Duparquet, et Marc Lavigne, notaire, de La Sarre, tous du district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Maurice Thibault Ltd", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duparquet, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(A.G. 13367-55)

**Maurice Thibault Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1955, incorporating: Maurice Thibault, industrialist, George William Allen, clerk, both of Duparquet, and Marc Lavigne, notary, of La Sarre, all of the judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Maurice Thibault Ltd", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Duparquet, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(P.G. 13164-55)

**Maxam Company Limited  
Compagnie Maxam Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1955, constituant en corporation: J.-Jacques Hamel, avocat, de Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne, Arthur Boivin, avocat, de ville Mont-Royal, et Rollande Boivin, secrétaire, fille majeure, de Montréal, ces deux derniers du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir un commerce de gros et de détail pour l'importation et l'exportation d'appareils électriques, machines à coudre et accessoires, meubles, vente et installation de système de chauffage et d'air conditionné, sous le nom de "Maxam Company Limited — Compagnie Maxam Limitée", avec un capital total de \$25,000, divisé en 1,250 communes de \$10 chacune et en 1,250 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
C. E. CANTIN.

41701-o

(P.G. 13455-55)

**Melcar, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1955, constituant en corporation: Henri Deslauriers, Léopold Deslauriers, industriels, de Sillery, Stanislas Germain, avocat, Lionel Roussin, comptable agréé, et Léopold Girard, gérant, ces trois derniers de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Melcar, Inc.", avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
C. E. CANTIN.

41701-o

(P.G. 13329-55)

**Melrose Building Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1955, constituant en corporation: David Donald Feldman, marchand, de Westmount, Nathaniel Leonard Rappaport, George Whelan, avocats et Toshiko Nakatsuka, dactylo, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce de terrain, constructions et propriétés mobilières et immobilières, sous le nom de "Melrose Building Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

(A.G. 13164-55)

**Maxam Company Limited  
Compagnie Maxam Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1955, incorporating: J. Jacques Hamel, advocate, of Terrebonne, judicial district of Terrebonne, Arthur Boivin, advocate, of the town of Mount-Royal, and Rollande Boivin, secretary, of full age, of Montreal, the latter two of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish a wholesale and retail business for the importation and exportation of electrical apparatus, sewing machines and accessories, furniture, sale and installation of heating and air-conditioning systems, under the name of "Maxam Company Limited — Compagnie Maxam Limitée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 1,250 common shares of \$10 each and into 1,250 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
Deputy Attorney General.

41701

(A.G. 13455-55)

**Melcar, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1955, incorporating: Henri Deslauriers, Léopold Deslauriers, industrialists, of Sillery, Stanislas Germain, advocate, Lionel Roussin, chartered accountant, and Léopold Girard, manager, the last three of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in real estate under the name of "Melcar, Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
Deputy Attorney General.

41701

(A.G. 13329-55)

**Melrose Building Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1955, incorporating: David Donald Feldman, merchant, of Westmount, Nathaniel Leonard Rappaport, George Whelan, advocates, and Toshiko Nakatsuka, typist, spinster of the full age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal in land, buildings and movable and immovable property, under the name of "Melrose Building Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 800 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13444-55)

**Ménard & Frère Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1955, constituant en corporation: Émilien Ménard, J.-Arthur Denis Ménard, négociants et hommes d'affaires, et Romain Ménard, commis, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, avions, véhicules moteurs à explosion, électriques ou autres, de leurs parties et accessoires, sous le nom de "Ménard & Frère Incorporé", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN,

(P.G. 13425-55)

**Model Housing Development Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1955, constituant en corporation: Michael G. Greenblatt, Samuel Godinsky, Donald Kujan, avocats et Leona Green, fille majeure, teneuse de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Model Housing Development Corp.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13142-55)

**Montreal Diffusion Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente novembre 1955, constituant en corporation: Jean Geoffrion, avocat, d'Outremont, Lorrain Seguin, secrétaire, fille majeure, de Boucherville, et Colombe Vermette, secrétaire, fille majeure, de Laprairie, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires en général comme propriétaire de journaux et d'imprimerie, sous le nom de "Montreal Diffusion Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13444-55)

**Ménard & Frère Incorporé**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1955, incorporating: Émilien Ménard, J. Arthur Ménard, merchants and business men, and Romain Ménard, clerk, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal in automobiles, airplanes, intern-combustion motor vehicles, electrical or otherwise, their spare-parts and accessories, under the name of "Ménard & Frère Incorporé", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13425-55)

**Model Housing Development Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1955, incorporating: Michael G. Greenblatt, Samuel Godinsky, Donald Kujan, advocates, and Leona Green, spinster, book-keeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Model Housing Development Corp.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13142-55)

**Montreal Diffusion Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November 1955, incorporating: Jean Geoffrion, advocate, of Outremont, Lorraine Seguin, secretary, of full age, of Boucherville, and Colombe Vermette, secretary, of full age, of Laprairie, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally as proprietor of newspapers and printing-press, under the name of "Montreal Diffusion Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13100-55)

**Oligny Publishing Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1955, constituant en corporation: André Quesnel, avocat, Wilfrid Deschênes, notaire, et Pierrette Dufault, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Oligny Publishing Co. Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13217-55)

**O'Neill Paints Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1955, constituant en corporation: Hyman Charney, entrepreneur, de Montréal, John George O'Neill manufacturier, Lillian E. Jamieson, ménagère, épouse commune en biens dudit John George O'Neill et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Ville St-Michel et Phyllis Glenen, secrétaire, fille majeure, de St-Michel, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer et entreprendre le commerce qui consiste à manufacturer, vendre et distribuer toutes sortes de peintures, laques et vernis aussi bien qu'accessoires d'iceux, sous le nom de "O'Neill Paints Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13288-55)

**Outremont Refrigerating & Storage Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1955, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Frank Melvin Godine, avocats et Albert Edward Liddell, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entreposage frigorifique, sous le nom de "Outremont Refrigerating & Storage Co.", avec un capital total de \$40,000,

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13100-55)

**Oligny Publishing Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1955, incorporating: André Quesnel, advocate, Wilfrid Deschênes, notary, and Pierrette Dufault, stenographer, of full age, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a publicity agency in all its specialties under the name of "Oligny Publishing Co. Limited", with a total capital stock of \$50,000, of 500 shares without nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13217-55)

**O'Neill Paints Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1955, incorporating: Hyman Charney, contractor, of Montreal, John George O'Neill, manufacturer, Lillian E. Jamieson, housewife, wife common as to property of the said John George O'Neill and duly authorised by him for the purpose of these presents, both of Ville St. Michel, and Phyllis Glenen, secretary, spinster of the full age of majority of, St. Michel, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry-on and engage in the manufacture, sale and distribution of all kinds of paints, lacquers, varnishes as well as accessories thereof, under the name of "O'Neill Paints Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13288-55)

**Outremont Refrigerating & Storage Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1955, incorporating: Benjamin Shulman, Frank Melvin Godine, advocates, and Albert Edward Liddell, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cold storage warehousing, under the name of "Outremont Refrigerating & Storage Co.", with a total capital

divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13075-55)

**P. A. Beaudoin, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier décembre 1955, constituant en corporation: Pierre-Aurèle Beaudoin, marchand, Yvonne R. Beaudoin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Pierre-Aurèle Beaudoin, et Brunneau Boisvert, comptable, tous de Laurier-Station, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits ou de dérivés de produits alimentaires sous le nom de "P. A. Beaudoin, Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Laurier-Station, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13344-55)

**Papineau-Gilford Motors Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1955, constituant en corporation: Julio Rojan, Max Gunsberg, administrateurs, Leona Green, fille majeure, teneuse de livres et Michael Greenblatt, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'automobiles, véhicules-moteurs, pièces de moteur et accessoires d'iceux, sous le nom de "Papineau-Gilford Motors Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13299-55)

**Peoples Shoes Sales Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1955, constituant en corporation: Laura Caplan, ménagère, épouse séparée de biens de Benny Pantel, et dûment autorisé par ce dernier aux fins des présentes, Benny Pantel, marchand, tous deux de Montréal, et Max Caplan, marchand, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13075-55)

**P. A. Beaudoin, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1955, incorporating: Pierre-Aurèle Beaudoin, merchant, Yvonne R. Beaudoin, housewife, wife separate as to property of the said Pierre-Aurèle Beaudoin, and Brunneau Boisvert, accountant, all of Laurier-Station, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in the products of the derivatives of foodstuffs, under the name of "P. A. Beaudoin, Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Laurier-Station, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13344-55)

**Papineau-Gilford Motors Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1955, incorporating: Julio Rojan, Max Gunsberg, executives, Leona Green, spinster, bookkeeper, and Michael Greenblatt, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles, motor vehicles, pertaining motor parts and accessories, under the name of "Papineau-Gilford Motors Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and into 400 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13299-55)

**Peoples Shoes Sales Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1955, incorporating: Laura Caplan, housewife, wife separate as to property of Benny Pantel, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Benny Pantel, marchand both of Montreal, and Max Caplan, marchand, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce de bottes, chaussures et accessoires d'icelles, chaussettes, bonneterie et tout ce qui s'y rapporte, sous le nom de "Peoples Shoes Sales Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13364-55)

**Portneuf Construction Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1955, constituant en corporation: André Verge, avocat, Noëlla Bélanger et Fleurette Dussault, secrétaires, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de construction, sous le nom de "Portneuf Construction Ltd", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière Portneuf, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12995-55)

**Premiums Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du premier décembre 1955, constituant en corporation: Albert Marcus, Abraham Feiner, Isidore Reuben Prazoff, avocats et Sarah Peters, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme promoteurs de vente, distributeurs de marchandises offertes comme primés; manufacturer et faire le commerce de produits de papier, vaisselle, verrerie, coutellerie, ustensiles de cuisine, bibelots, nouveauté, jouets, produits en plastique, ferronnerie, ornements, décorations, textiles et vêtements, sous le nom de "Premiums Inc.", avec un capital total de \$125,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13539-55)

**Raymond Lapointe, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux décembre 1955, constituant en cor-

To manufacture and deal in boots, shoes, shoe supplies and accessories, stockings, hosiery and all that is incidental thereto, under the name of "Peoples Shoes Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13364-55)

**Portneuf Construction Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1955, incorporating: André Verge, advocate, Noëlla Bélanger and Fleurette Dussault, secretaries, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the operations of a building company, under the name of "Portneuf Construction Ltd", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière Portneuf, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 12995-55)

**Premiums Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1955, incorporating: Albert Marcus, Abraham Feiner, Isidore Reuben Prazoff, advocates, and Sarah Peters, stenographer, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as sales promoters, distributors of premium merchandise; to manufacture and deal in paper products, dishware, glassware, cutlery, kitchen utensils, notions, novelties, toys, plastic products, hardware, ornaments, decorations and textiles and clothing, under the name of "Premiums Inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13539-55)

**Raymond Lapointe, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1955, incorporating: Raymond

poration: Raymond Lapointe, entrepreneur, Jeanne d'Arc Thibault Lapointe, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Lapointe et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Léo Lapointe, électricien, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Raymond Lapointe, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 156, rue Niverville, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13286-55)

**Riverside Shopping Centre Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1955, constituant en corporation: Philip F. Vineberg, Melvin Rothman, avocats, de Westmount et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, développer et améliorer certaine propriété immobilière, sous le nom de "Riverside Shopping Centre Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,100 actions ordinaires de \$10 chacune et 790 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13389-55)

**Robert Decelles Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1955, constituant en corporation: Bernard Lefebvre, c.r., avocat, de Montréal, Louis Freedman, c.r., avocat, de Côte St-Luc, et Gabriel Houde, c.r., avocat, de Montréal-Sud, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de transport, sous le nom de "Robert Decelles Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13175-55)

**Roland Leblanc & Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Lapointe, contractor, Jeanne d'Arc Thibault Lapointe, housewife, wife separate as to property of the said Raymond Lapointe and duly authorized by him for these present purposes, and Léo Lapointe, electrician, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Raymond Lapointe, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 156 Niverville street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13286-55)

**Riverside Shopping Centre Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1955, incorporating: Philip F. Vineberg, Melvin Rothman, advocates, of Westmount, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, develop and improve certain immoveable property, under the name of "Riverside Shopping Centre Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,100 common shares of \$10 each and into 790 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13389-55)

**Robert Decelles Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1955, incorporating: Bernard Lefebvre, Q.C., advocate, of Montreal, Louis Freedman, Q.C., advocate, of Côte St. Luc, and Gabriel Houde, Q.C., advocate, of Montreal-South, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of a carrying company under the name of "Robert Decelles Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Laprairie, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13175-55)

**Roland Leblanc & Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1955, constituant en corporation: Roland Leblanc, plâtrier, de ville Jacques-Cartier, Harold Inouye, électroniste, Jerry Ito, photographe, tous deux de Montréal, et Sam Kobuke, dessinateur, de Greenfield Park, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Roland Leblanc & Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 12959-55)

**Scierie Gallichan Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1955, constituant en corporation: Léandre Fortin, industriel, Gérard Martel, divisionnaire, et Jean-Jacques Martel, agent d'assurances, tous d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie du bois, sous le nom de "Scierie Gallichan Inc.", avec un capital total de \$70,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-0 C. E. CANTIN.

(P.G. 13358-55)

**Seaway Cartage Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois décembre 1955, constituant en corporation: Arthur Franklin Garmaise, avocat, de Montréal, Melvin Rothman, avocat, de Westmount, et Rita Wise, secrétaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général un service de camionnage et transport des marchandises, objets et effets, sous le nom de "Seaway Cartage Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13416-55)

**S.-Edgar Dussault & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1955, constituant en corpora-

Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1955, incorporating: Roland Leblanc, plasterer, of the town of Jacques-Cartier, Harold Inouye, electronist, Jerry Ito, photographer, both of Montreal, and Sam Kobuke, designer, of Greenfield Park, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Roland Leblanc & Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-0 Deputy Attorney General.

(A.G. 12959-55)

**Scierie Gallichan Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1955, incorporating: Léandre Fortin, industrialist, Gérard Martel, section-man, and Jean-Jacques Martel, insurance agent, all of Amos, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business and industry dealing in lumber, under the name of "Scierie Gallichan Inc.", with a total capital stock of \$70,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13358-55)

**Seaway Cartage Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1955, incorporating: Arthur Franklin Garmaise, advocate, of Montreal, Melvin Rothman, advocate, of Westmount, and Rita Wise, secretary, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Seaway Cartage Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-0 Deputy Attorney General.

(A.G. 13416-55)

**S.-Edgar Dussault & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1956, incorporating: S.

tion: S.-Edgard Dussault, Jacques E. Dussault et Pierre Dussault, tous agents d'assurances, des cité et district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Agir comme agents et courtiers en assurances et agents d'immeubles, sous le nom de "S.-Edgar Dussault & Fils Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 3,000 actions communes de \$1 chacune et en 4,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701-o C. E. CANTIN.

(P.G. 13270-55)

**Sherbrooke Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1955, constituant en corporation: Ben Shafferman, marchand, d'Outremont, Irving Buller, étudiant, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, et Edward Samuel Berger, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Sherbrooke Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13179-55)

**Safeguard Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1955, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, C.R., Alva Phyllis Boyd, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, et Aaron Hyman Mettarlin, notaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Safeguard Investments Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13300-55)

**Star Novelty Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze décembre 1955, constituant en corporation: Sydney Phillips, avocat, Rose-Marie Bourgoing, secrétaire, célibataire tous deux de

Edgar Dussault, Jacques E. Dussault and Pierre Dussault, all insurance agents of the city and judicial district of Hull, for the following purposes:

To operate as agents and brokers in insurance and real estate agents, under the name of "S. Edgar Dussault & Fils Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and into 4,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

41701 Deputy Attorney General.

(A.G. 13270-55)

**Sherbrooke Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1955, incorporating: Ben Shafferman, merchant, of Outremont, Irving Buller, student, Sureka Wasserman, secretary, spinster of the full age of majority, and Edward Samuel Berger, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Sherbrooke Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13179-55)

**Safeguard Investments Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1955, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Q.C., Alva Phyllis Boyd, stenographer, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Aaron Hyman Mettarlin, notary, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Safeguard Investments Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13300-55)

**Star Novelty Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1955, incorporating: Sydney Phillips, advocate, Rose-Marie Bourgoing, secretary, unmarried, both of Montreal, and Norman Genser,

Montréal, et Norman Genser, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de jouets, poupées, articles de fantaisie, menus objets, sous le nom de "Star Novelty Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13227-55)

**St. Geneviève Highlands Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1955, constituant en corporation: Ben Shafferman, marchand, d'Outremont, Abraham Kershner, Samuel Hartstein, marchands, Irving Buller, étudiant, et Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "St. Geneviève Highlands Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13214-55)

**St. Jérôme County Realty Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit novembre 1955, constituant en corporation: Roger Trudeau, courtier d'assurances, Donald Kujan, étudiant et Leona Green, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et acquérir, administrer et développer ou autrement négocier et mettre en valeur certaines propriétés immobilières, sous le nom de "St. Jérôme County Realty Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13056-55)

**The Cedars, Home for Elderly People**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in toys, dolls, novelty items and smallwares, under the name of "Star Novelty Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares having a par value of \$10 each and into 200 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13227-55)

**St. Geneviève Highlands Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1955, incorporating: Ben Shafferman, merchant, of Outremont, Abraham Kershner, Samuel Hartstein, merchants, Irving Buller, student, and Sureka Wasserman, secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "St. Geneviève Highlands Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13214-55)

**St. Jérôme County Realty Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1955, incorporating: Roger Trudeau, insurance broker, Donald Kujan, student, and Leona Green, spinster, secretary, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and to acquire, administer and develop or otherwise deal with and turn to account certain immoveable properties, under the name of "St. Jérôme County Realty Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13056-55)

**The Cedars, Home for Elderly People**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the

du trente novembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid Howick, Charles Saykaly, James Saad, John Lutfy, manufacturiers, Fred Tabah, marchand, Wilfrid Helal agent, d'assurance Philip Malouf, ingénieur, Albert Malouf, avocat, tous de Ville Mont-Royal, Alex Shatilla, marchand, d'Outremont, Joseph Chamandy, manufacturier et Eddie Shatilla, marchand, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder, construire, ériger, établir, organiser, administrer, diriger, contrôler et gérer une maison pour abriter, aider et prendre soin des personnes âgées, sous le nom de "The Cedars, Home for Elderly People".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à 40 est, rue Jean Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13216-55)

**The Romark Building Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois décembre 1955, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat et Irène Rubin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir une portion de terrain situé sur la rue Iberville, près de la rue Masson, en la cité de Montréal, dans le but d'y ériger une bâtisse pour usine puis administrer et exploiter celle-ci, sous le nom de "The Romark Building Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 12643-55)

**The Valleyfield Figure Skating Club Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Berthe Lalonde, ménagère, épouse commune en biens de Geo. Lalonde, Mary Girard, ménagère, épouse séparée de biens de O. Girard, Freda Horgan Haffey, ménagère, épouse séparée de biens de J. J. Haffey, Barbara White, ménagère, épouse séparée de biens de J. J. White, Eleanor M. Moody, ménagère, épouse séparée de biens de Leon E. Moody, Anne Margaret Ernst, ménagère, épouse séparée de biens de Lloyd, J. Ernst, Marie Hughes, ménagère, épouse séparée de biens de Harold Hughes, toutes autorisées par leur mari aux fins des présentes, Harold Dando, Clifford

thirtieth day of November, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfrid Howick, Charles Saykaly, James Saad, John Lutfy, manufacturers, Fred Tabah, merchant, Wilfrid Helal, Ins. agent, Philip Malouf, engineer, Albert Malouf, advocate, all of the town of Mount Royal, Alex Shatilla, merchant, of Outremont, Joseph Chamandy, manufacturer, and Eddie Shatilla, merchant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To found, build, erect, establish, organize, administrate, direct, control and manage a home to shelter, aid and care for elderly people under the name of "The Cedars, Home for Elderly People".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at 40 Jean Talon St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth date of November, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13216-55)

**The Romark Building Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1955, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, and Irène Rubin, secretary, fille majeure, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire a piece of land situated on Iberville street, near Masson street, in the city of Montreal, for the purpose of erecting thereon a factory building, and to administer and operate the building when constructed, under the name of "The Romark Building Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12643-55)

**The Valleyfield Figure Skating Club Incorporated**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Berthe Lalonde, housewife, wife common as to property of Geo. Lalonde, Mary Girard, housewife, wife separate as to property of O. Girard, Freda Horgan Haffey, housewife wife separate as to property of J. J. Haffey, Barbara White, housewife, wife separate as to property of J. J. White, Eleanor M. Moody, housewife, wife separate as to property of Leon E. Moody, Anne Margaret Ernst, housewife, wife separate as to property of Lloyd J. Ernst, Marie Hughes, housewife, wife separate as to property of Harold Hughes, all authorized by their husbands for the purposes of these pre-

Foley, Edgar Thorne Stanger, gérants, Lucien Labonté, chef opérateur, Isabel Schurman, commis, Harris Buttress, assistant, département du personnel, Samuel Rozon, agent d'assurances, Ralph B. Wrightman, maître mécanicien, tous de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, pour les objets suivants:

Améliorer, encourager et favoriser les amateurs du patinage de fantasia sur glace dans toutes ses spécialités, sous le nom de "The Valleyfield Figure Skating Club Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 78 rue St-Jean-Baptiste, Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701

C. E. CANTIN.

sents, Harold Dando, Clifford Foley, Edgar Thorne Stanger, managers, Lucien Labonté, chief operator, Isabel Schurman, clerk, Harris Buttress, staff assistant, Samuel Rozon, insurer, Ralph B. Wrightman, master mechanic, all of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, for the following purposes:

To improve, encourage and advance figure skating on ice in all its branches by amateurs, under the name of "The Valleyfield Figure Skating Club Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 78, St-Jean-Baptiste Street, Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41701-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 13369-55)

**Tower Mines Co. Limited**  
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1955, constituant en corporation: Henri Crépeau, Jean Miquelon, avocats, et Charles Edouard Gibson, agent, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Tower Mines Co. Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41701

C. E. CANTIN.

(A.G. 13369-55)

**Tower Mines Co. Limited**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1955, incorporating: Henri Crépeau, Jean Miquelon, advocates, and Charles Edouard Gibson, agent, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Tower Mines Co. Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,

41701-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 13451-55)

**Universal Radiators Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1955, constituant en corporation: James Williamson Isaac, ingénieur, de Montréal, Arthur Charles French, locataire d'un poste de service, de Verdun, Otto James Kerr, commis de banque, de Pointe Claire, et Thomas Eric Hern ingénieur, de Strathmore, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de radiateurs et systèmes de réfrigération en général et accessoires d'iceux, sous le nom de "Universal Radiators Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 13451-55)

**Universal Radiators Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1955, incorporating: James Williamson Isaac, engineer, of Montreal, Arthur Charles French, service station Lessee, of Verdun, Otto James Kerr, bank clerk, of Pointe Claire, and Thomas Eric Hern, engineer, of Strathmore, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in radiators and cooling systems in general and in the accessories thereof, under the name of "Universal Radiators Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal,

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1955.

L'Assistant-procureur général.  
41701 C. E. CANTIN.

(P.G. 13493-55)

**Wulston Le Blanc Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1955, constituant en corporation: Wulston Le Blanc, navigateur, Laurina Fortin Le Blanc, ménagère, épouse dudit Wulston Le Blanc, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Lévis, et Raymond Deraspe, notaire, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de navigation et de cabotage et autres fins similaires, sous le nom de "Wulston Le Blanc Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,  
41701-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13493-55)

**Wulston Le Blanc Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1955, incorporating: Wulston Le Blanc, navigator, Laurina Fortin Le Blanc, housewife, wife of the said Wulston Le Blanc, and duly authorized by him for these present purposes, both of Lévis, and Raymond Deraspe, notary, of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on a navigation and coastal trade business and other similar purposes, under the name of "Wulston Le Blanc Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,  
41701 Deputy Attorney General.

**Département du Travail**

**AVIS DE PRÉLÈVEMENT**

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 184, du 8 février 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 65 du 25 janvier 1956, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

**1. Cotisation**

La période de cotisation s'étend du 18 février 1956 au 18 février 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 184 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 184 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré soit \$51.45 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 184 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{4}$  de 1% de leur rémunération.

**2. Mode de perception**

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de

**Department of Labour**

**NOTICE OF LEVY**

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District, formed under decree number 184 of February 8, 1950, has been authorized by by-law approved by Order in Council number 65 of January 25, 1956, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employees the artisans and the employees governed by the said decree according to the following method and rate:

**1. Levy**

The period of levy extends from February 18, 1956 to February 18, 1957, and applies as hereinafter mentioned:

a) Professional employers governed by the said decree, number 184 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of their pay-roll, for their employees governed by the decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 184 and amendments; shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of the lowest wage rate set in the decree for journeymen, i.e. \$51.45 per week.

c) Employees governed by the said decree, number 184 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{4}$  of 1% of their remuneration.

**2. Mode of Collection**

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on

rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

### 3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district pour la période comprise entre le 18 février 1956 et le 18 février 1957.

#### LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 février 1956 et le 18 février 1957.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ( $\frac{1}{4}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$45,066.65
Artisans.....	4,698.00
Salariés.....	45,066.64
Honoraires d'examens.....	1,901.00
Recettes diverses.....	3,198.01
	\$99,930.30

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$ 5,720.00
Employés de bureau.....	12,532.00
Inspecteurs.....	24,908.00
Femme de ménage.....	1,040.00
Frais de déplacement:	
Inspecteurs.....	8,372.00
Loyer de bureau.....	7,189.44
Frais légaux.....	2,000.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	3,635.14
Ameublement et accessoires de bureau.....	500.00
Vérification des livres.....	600.00
Assurances et frais de cautionnement.....	468.31
Jetons de présences et frais de déplacement des membres.....	9,000.00
Taxes d'affaires et autres.....	328.32

which shall be given all the particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days' notice shall be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

### 3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District for the period between February 18, 1956, and February 18, 1957.

#### THE JOINT COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 18, 1956, and February 18, 1957.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ( $\frac{1}{4}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$45,066.65
Artisans.....	4,698.00
Employees.....	45,066.64
Examination fees.....	1,901.00
Various receipts.....	3,198.01
	\$99,930.30

<i>Disbursements:</i>	
Salaries:	
Secretary.....	\$ 5,720.00
Office employees.....	12,532.00
Inspectors.....	24,908.00
Charwoman.....	1,040.00
Travelling expenses:	
Inspectors.....	8,372.00
Office rent.....	7,189.44
Legal fees.....	2,000.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	3,635.14
Office furniture and equipment.....	500.00
Auditing.....	600.00
Insurance and fidelity bond.....	468.31
Meeting and travelling expenses of members.....	9,000.00
Business and other taxes.....	328.32

Propagande et publicité éducative....	7,000.00	Information publicity.....	7,000.00
Bureau d'examineurs.....	4,000.00	Board of Examiners.....	4,000.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage.....	15,000.00	Subvention to the Apprenticeship Commission.....	15,000.00
Plan de sécurité sociale et Fonds de pension.....	4,600.00	Social Security and Pension Fund...	4,600.00
Dépenses diverses et imprévues.....	2,000.00	Various and unforeseen expenses...	2,000.00
	\$108,893.21		\$108,893.21
Deficit estimé pour la période.....	8,962.91	Probable deficit for the period.....	8,962.91
	\$99,930.30		\$99,930.30

Le Sous-Ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 février 1956. 41725-0

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 4, 1956. 41725-0

### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, établi en exécution du décret numéro 878, du 2 août 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 65 du 25 janvier 1956, section "A", à prélever des cotisations des employeurs professionnels des artisans et des salariés assujettis audit décret, de la façon ci-après décrite:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 3 février 1956 au 3 février 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 878 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 878 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré suivant leur emploi.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 878 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

#### 2. Mode de perception

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détaillé indiquant les heures de travail et le salaire gagné par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province de Québec.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, formed under decree number 878 of August 2nd, 1950, has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 65 of January 25, 1956, part "A", to levy assessments and the employees governed by the said decree, in the following manner:

#### 1. Levy

The period of levy extends from February 3rd, 1956, to February 3rd, 1957; such levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 878, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 878, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages fixed for employees, according to their occupation.

c) The employees governed by the said decree, number 878, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

#### 2. Mode of collection

Every month, the professional employer shall submit to the Parity Committee, on forms furnished for that purpose by the said Committee, a complete report mentioning the hours of work and the wages earned by every one of his employees governed by the decree and the sums sent to the Parity Committee.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the levies payable to the Parity Committee by the professional employer and his employees; all such sums shall be paid with money that is current in the province of Quebec.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allowances due to his employees, the sums owed to the Parity Committee in levies.

The levies shall be paid to the Parity Committee between the 1st and 10th day of each month.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

### 3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Verre, district de Québec, pour la période comprise entre le 3 février 1956 et le 3 février 1957.

#### LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU VERRE DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 3 février 1956 et le 3 février 1957.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ( $\frac{1}{2}$ de 1%)	
Employeurs professionnels	\$ 600.00
Salariés	600.00
Divers	1.00
	\$1,201.00

<i>Déboursés:</i>	
Secrétariat	\$ 240.00
Dépenses de bureau	240.00
Inspection	480.00
Jetons de présence	120.00
Loyer	120.00
Divers	1.00
	\$1,201.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 février 1956. 41725-0

### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de la chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 142, du 22 janvier, 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 65 du 25 janvier 1956, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

#### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 15 février 1956 au 15 février 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 142 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par le décret numéro 142 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

### 3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of his financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Glass Industry, District of Quebec, for the period between February 3, 1956, and February 3, 1957.

#### THE PARITY COMMITTEE OF THE GLASS INDUSTRY, DISTRICT OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 3, 1956, and February 3, 1957.

<i>Receipts:</i>	
Levies ( $\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$ 600.00
Employees	600.00
Miscellaneous	1.00
	\$1,201.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary's Office	\$ 240.00
Office expenses	240.00
Inspection	480.00
Meeting expenses	120.00
Rent	120.00
Miscellaneous	1.00
	\$1,201.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 4, 1956. 41725-0

### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Quebec established under decree number 142, of January 22, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 65 of January 25, 1956, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

#### 1. Levy

The period of levy shall extend from February 15, 1956, to February 15, 1957, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree No. 142 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent ( $\frac{1}{2}$  of 1%) of the fixed wages and of the percentages paid to their employees.

b) The employees governed by the decree No. 142 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent ( $\frac{1}{2}$  of 1%) of their wages and percentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de la Chapellerie pour dames et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 15 février 1956 et le 15 février 1957.

LE COMITÉ CONJOINT DE LA CHAPELLERIE  
PUR DAMES ET ENFANTS DANS  
LA PROVINCE DE QUÉBEC  
Montréal, P. Q.

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 15 février 1956 et le 15 février 1957.

*Recettes:*

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels . . . . .	\$10,000.00
Salariés . . . . .	10,000.00
	\$20,000.00

*Déboursés:*

Salaires:

Secrétaire . . . . .	\$ 875.00
Bureau . . . . .	3,000.00
Inspecteur et inspecteur adjoint . . . . .	5,700.00
Dépenses générales, frais de déplacement et autres de l'inspecteur . . . . .	2,000.00
Rémunération pour l'administration . . . . .	4,000.00
Vérification des livres . . . . .	300.00
Frais légaux . . . . .	250.00
Loyer, téléphone et électricité . . . . .	1,900.00
Taxes d'affaires et d'eau . . . . .	110.00
Dépenses de bureau, timbres, papeterie, impressions, frais généraux, etc. . . . .	1,065.00
Ameublement . . . . .	600.00
Dépenses diverses . . . . .	200.00
	\$20,000.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 février 1956. 41725-o

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these forms filled in and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee may have the said report sworn to every time it deems it advisable.

The report, together with the levies, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which the report is requirable.

3. Financial Report

In pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the period between February 15, 1956, and February 15, 1957.

JOINT COMMITTEE OF THE MILLINERY AND  
WOMEN'S AND CHILDREN'S HEADWEAR  
INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC  
Montreal, P. Q.

Estimate of receipts and disbursements for the period comprised between February 15, 1956 and February 15, 1957.

*Receipts:*

Levies (½ of 1%):	
Professional employers . . . . .	\$10,000.00
Employees . . . . .	10,000.00
	\$20,000.00

*Disbursements:*

Salaries:

Secretary . . . . .	\$ 875.00
Office . . . . .	3,000.00
Inspector and Deputy-inspector . . . . .	5,700.00
Inspector's general, automobile and other expenses . . . . .	2,000.00
Administrative remuneration . . . . .	4,000.00
Auditor's fees . . . . .	300.00
Legal fees . . . . .	250.00
Rent, telephone, light services . . . . .	1,900.00
Water and business taxes . . . . .	110.00
Office expenses, stamps, stationery, printing, general expenses, etc. . . . .	1,065.00
Furniture . . . . .	600.00
Miscellaneous expenses unforeseen . . . . .	200.00
	\$20,000.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 4, 1956. 41725-o

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 65 du 25 janvier 1956 (section "D") un règlement d'amendement adopté par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal a été approuvé à l'effet d'autoriser "Wood, Wire & Metal Lathers International Union, Local 315, Montreal" à émettre des certificats de qualification à ses membres, conformément au règlement dudit Comité ayant rendu le certificat obligatoire, déjà approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1240-D du 7 décembre 1955.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 février 1956.

41725-0

## AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

## D'UNE PART:

"Handbag Manufacturers' Council", représentant les employeurs individuels dont les noms suivent: Capital Leather Goods Inc., Jo-Ann Handbags Ltd., Coronet Handbag Inc., Supreme Leather Goods Co., Normandie Bag & Novelty Co., Tarkor Leather Goods Inc., Leathercraft Mfg. Co., Nadelle Inc., Atlas Leather Products Inc., Coret Accessories".

## ET, D'AUTRE PART:

"The Pocketbook Workers Union", pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Jurisdiction industrielle*: a) Le présent décret s'applique à l'industrie de la fabrication de toute sortes de sacs, sacs à main, bourses et portefeuilles pour dames, demoiselles ou enfants, faits de quelque tissu que ce soit.

b) Il s'applique aussi à tous les manufacturiers, entrepreneurs, sous-traitants et détaillants manufacturiers qui fabriquent ou font fabriquer à contrat dans leur propre établissement ou ailleurs des sacs, sacs à main, des bourses et des portefeuilles pour dames, demoiselles ou enfants, tels que mentionnés au paragraphe précédent.

c) Nonobstant les dispositions précédentes, le présent décret ne régit pas la fabrication du cordé (broderie "Bonnaz") laquelle demeure assujettie au décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif à l'industrie des accessoires de mode.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend toute la province de Québec et pour les fins d'application elle est divisée en trois (3) zones comme suit:

*Zone 1*: L'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de trente-cinq (35) milles autour de ses limites.

*Zone 2*: Les cités et villes ayant une population de 20,000 âmes ou plus, situées en dehors de la zone 1.

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council No. 65 of January 25, 1956 (part "D"), an amendment by-law adopted by the Building Trades Joint Committee of Montreal has been approved for the purpose of authorizing "Wood, Wire & Metal Lathers International Union, Local 315, Montreal" to issue certificates of competency to its members in pursuance of the by-law of the said Committee which rendered the certificate of competency obligatory, already approved by Order in Council No. 1240-D of December 7, 1955.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, February 4, 1956.

41725-0

## NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

## ON THE ONE PART:

"The Handbag Manufacturers' Council", representing the following individual employers: Capitol Leather Goods Inc., Jo-Ann Handbags Ltd., Coronet Handbag Inc., Supreme Leather Goods Co., Normandie Bag & Novelty Co., Tarkor Leather Goods Inc., Leathercraft Mfg. Co., Nadelle Inc., Atlas Leather Products Inc., Coret Accessories".

## AND, ON THE OTHER PART:

"The Pocketbook Workers Union", for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. *Industrial jurisdiction*: a) This decree shall apply to the industry of manufacturing ladies' and-or misses' and-or children's handbags, purses and pocketbooks made out of any material whatsoever, and of any and all description.

b) This agreement also applies to all manufacturers, contractors, sub-contractors and manufacturing retailers who manufacture or let contracts for the manufacture in their own establishments or elsewhere, of ladies' and-or misses' and-or children's handbags, purses and pocketbooks mentioned in the preceding paragraph.

c) Notwithstanding the foregoing provisions, the present decree does not apply to the manufacturing of "cordé" (Bonnaz embroidery) which remains under the jurisdiction of decree number 99 of January 29, 1948, as amended, relating to the fashion accessories industry.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprise the entire province of Quebec and, for purposes of enforcement, is divided into three (3) zones as follows:

*Zone 1*: The Island of Montreal and the territory comprised in a radius of thirty-five (35) miles around its limits.

*Zone 2*: The cities and towns with a population of 20,000 or more, located outside zone 1.

Zone 3: Toute la province de Québec à l'exception des zones 1 et 2.

Zone 3: The entire province of Quebec with the exception of zones 1 and 2.

III. Définitions des métiers et classifications:

III. Definition of Crafts and classifications:

a) Le terme "tailleur, 1ère classe" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée est capable de placer les patrons de telle façon qu'il puisse obtenir le nombre de sacoches requis d'une quantité de fournitures donnée et qui peut aussi diminuer la perte ou utiliser les fournitures endommagées au meilleur avantage, que ces fournitures soient du cuir, du plastique, ou du tissu et qui peut couper les fournitures avec un couteau court ou se servir de la presse à couper ("clicker").

a) The words "Cutter, 1st Class" mean an employee who, in a workmanlike fashion, is able to place the pattern in such a manner as to obtain the required number of bags out of a given amount of material, and also to minimize waste or utilize damaged material to best advantage, whether such material be leather, plastic or fabric, and who can cut the materials with a short knife or clicker.

b) Le terme "tailleur, 2ème classe" désigne un salarié qui avec un couteau électrique, un couteau court ou avec la presse ou la presse à couper ("clicker") ou tout autre moyen, coupe ou taille le papier pour les sacoches, marque et taille les doublures et qui, lorsque requis de le faire, peut aussi tailler l'extérieur de la sacoche à même toutes fournitures mais pas avec la même habileté qu'un tailleur de première classe.

b) The words "Cutter, 2nd Class" mean an employee who, with an electric knife, short knife, or by press or clicker or by any other device, cuts and trims paper for the handbags, marks and cuts linings, and who, when required to do so, can also cut the outside of handbags from any material, but not with the same skill as a first class cutter.

c) Le terme "monteur, 1ère classe" désigne un salarié qui travaille sur toutes les sortes de montures et de sacoches, d'une manière expérimentée.

c) The words "Framer, 1st Class" mean an employee who works on all kinds of shape frames and handbags in a workmanlike manner.

d) Le terme "monteur, 2ème classe" désigne un salarié qui travaille sur barres droites ("rail frames"), tubes ou montures droites.

d) The words "Framer, 2nd Class" mean an employee who works on rail, tube, or straight frames.

e) Le terme "opérateur ou opératrice, 1ère classe" désigne un salarié qui peut coudre à la machine l'extérieur au complet aussi bien que toute partie d'une sacoche faite de plastique, de tissu ou de cuir. Cette classification comprend aussi le salarié qui travaille sur la machine haute.

e) The words "Operator, 1st Class" mean an employee who can sew the complete exterior as well any part of a handbag made out of plastic, fabric, or leather by machine. This craft also includes an operator who works on the high post machine.

f) Le terme "opérateur ou opératrice, 2ème classe" désigne un salarié qui coud les courroies ou assemble les parties extérieures de la sacoche.

f) The words "Operator, 2nd Class" mean an employee who sews the handles or assembles parts of the exterior of a handbag.

g) Le terme "opérateur (doublures), 1ère classe" désigne un salarié qui coud à la machine la doublure complète de la sacoche y compris la fermeture-éclair ("zipper"), les poches plissées ("ruffle pockets") et toutes les autres parties l'extérieur de la sacoche.

g) The words "Lining Operator, 1st Class" mean an employee who (by machine) can sew a complete lining including zippers, ruffle pockets, and other parts thereof for the inside of a handbag.

h) Le terme "opérateur (doublures), 2ème classe" désigne un salarié qui coud les fermetures-éclair ("zippers"), les poches plissées ("ruffle pockets"), pique les poches et coud les portemonnaie.

h) The words "Lining Operator, 2nd Class" mean an employee who sews the zippers, ruffle pockets, stitches the pockets, and works on change purses.

i) Le terme "tourneur ou rembordeur, 1ère classe" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée peut, à la main, plier ou retourner les fournitures pour l'extérieur et l'intérieur d'une sacoche après qu'elle a été cimentée.

i) The words "Folder or Turner, 1st Class" mean an employee who in a workmanlike manner can fold the material for the exterior and interior of a handbag by hand after it is cemented.

j) Le terme "tourneur ou rembordeur, 2ème classe" désigne un salarié qui peut, à la main, plier ou retourner l'intérieur de la sacoche ou qui peut, à la machine, plier ou retourner une ou toutes les parties de la sacoche.

j) The words "Folder or Turner, 2nd Class" mean an employee who can fold the inside of a handbag by hand or any or all parts by machine.

k) Le terme "cimenteur" désigne un salarié qui place le ciment sur les fournitures ou sur le papier en prévision du travail des rembordeurs.

k) The word "Cementer" means an employee who places cement on the material or paper in preparation for the folders.

l) Le terme "brocheur" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée broche les bords de la sacoche, soit à la machine électrique ou à la machine à main.

l) The word "Stapler" means an employee who, in a workmanlike manner, staples the edges of the handbag by electric or manual machine.

m) Le terme "recouvreur de monture" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée recouvre la monture au complet avec les fournitures avant le façonnage.

m) The words "Frame Coverer" mean an employee who, in a workmanlike manner, covers the complete frame with material before framing.

n) Le terme "aide général" désigne un salarié qui exécute un travail non spécifié dans les définitions précédentes, y compris la préparation du papier pour le coupeur et des montures pour le monteur, ainsi que la préparation de la sacoche pour l'expédition, une fois le travail terminé.

n) The words "General Hand" mean an employee who does other work not hereinabove specified, including such operations as preparing the paper for the cutter, opening the frame for the framer, and trimming the bag after it is finished and before shipment.

o) Le terme "empaqueteur" désigne un salarié qui une fois la fabrication terminée, bourre la sacoche avec du papier afin de lui donner une forme, nettoie ou brosse la sacoche et fait l'inspection finale.

p) Le terme "pareur" (skiver), 1ère classe" désigne un salarié qui d'une manière expérimentée commande une machine pour amincir ou réduire les bords du matériel, habituellement du cuir, dans toutes les formes utilisées dans la fabrication de la sacoche.

q) Le terme "pareur" (skiver), 2ème classe" désigne un salarié qui n'exécute qu'une partie des opérations du pareur de 1ère classe.

r) Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui, n'ayant pas été antérieurement employé dans l'industrie à l'un quelconque des métiers ci-haut mentionnés, travaille et en même temps apprend le métier pour lequel on l'emploie.

La durée de l'apprentissage des différents métiers est la suivante:

Tailleur.....	3 ans
Monteur.....	3 ans
Opérateur.....	3 ans
Tourneur ou rembourreur..	2 ans
Pareur.....	2 ans
Opérateur (doublures).....	1 an
Recouvreur de montures....	1 an
Empaqueteur.....	1 an
Brocheur.....	1 an
Cimenteur.....	6 mois

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 25% de celui des salariés réguliers de la manufacture.

2° L'article IV est abrogé et remplacé par le suivant:

"IV. Taux minima de salaires: Les taux de salaires sont les suivants:

Zone I	Taux horaires
<b>Tailleur</b>	
1ère classe.....	\$1.07
2ème classe.....	0.77
<b>Monteur</b>	
1ère classe.....	1.07
2ème classe.....	0.77
<b>Opérateur</b>	
1ère classe.....	0.97
2ème classe.....	0.77
<b>Opérateur (doublures)</b>	
1ère classe.....	0.77
2ème classe.....	0.57
<b>Tourneur ou rembourreur</b>	
1ère classe.....	0.57
2ème classe.....	0.47
<b>Cimenteur</b> .....	0.47
<b>Brocheur</b> .....	0.47
<b>Recouvreur de montures</b> .....	0.57
<b>Aide général</b> .....	0.47
<b>Empaqueteur</b> .....	0.47
<b>Pareur</b>	
1ère classe.....	0.97
2ème classe.....	0.77
<b>Apprenti</b> .....	0.42

"Zone 2: Dans la zone 2, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone I, moins 4%.

Zone 3: Dans la zone 3, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone I, moins 7½%."

V. Le système de travail pour toutes ces classifications doit être sur une base hebdomadaire.

Le travail à la pièce n'est pas interdit mais tout employeur qui y recourt doit, dans chaque zone, garantir au salarié le salaire fixé à l'article précédent pour sa classification, majoré d'au moins 10%.

o) The word "Packer" means an employee who, after the bag is finished, packs the bag with paper in order to give it shape, and cleans or brushes the bag and makes final inspection of the bag.

p) The words "Skiver, 1st Class" mean an employee who, in a workmanlike manner, operates the machine to thin or reduce the edges of material, usually leather, in all shapes used for a handbag.

q) The words "Skiver, 2nd Class" mean an employee who can perform some but not all the operations of a first class skiver.

r) The word "Apprentice" means an employee who, not having been previously engaged in the industry in any of the hereinabove mentioned crafts, works and at the same time learns the skill of the craft for which he is being employed.

The duration of apprenticeship in the various trades shall be as follows:

Cutter.....	3 years
Framer.....	3 years
Operator.....	3 years
Folder or turner.....	2 years
Skiver.....	2 years
Lining operator.....	1 year
Frame coverer.....	1 year
Packer.....	1 year
Stapler.....	1 year
Cementer.....	6 months

The number of apprentices shall be limited to 25% of that of regular employees of the factory.

2. Section IV is deleted and the following substituted therefor:

"IV. Minimum scale of wages: The following shall be the minimum wage rates:

Zone I	Per hour
<b>Cutter</b>	
First Class.....	\$1.07
Second Class.....	0.77
<b>Framer</b>	
First Class.....	1.07
Second Class.....	0.77
<b>Operator</b>	
First Class.....	0.97
Second Class.....	0.77
<b>Lining Operator</b>	
First Class.....	0.77
Second Class.....	0.57
<b>Folder or Turner</b>	
First Class.....	0.57
Second Class.....	0.47
<b>Cementer</b> .....	0.47
<b>Stapler</b> .....	0.47
<b>Frame Coverer</b> .....	0.57
<b>General Hand</b> .....	0.47
<b>Packer</b> .....	0.47
<b>Skiver</b>	
First Class.....	0.97
Second Class.....	0.77
<b>Apprentice</b> .....	0.42

"Zone 2: The minimum rates of wages for Zone 2 shall be 4% less than the rates for Zone I.

Zone 3: The minimum rates of wages for Zone 3 shall be 7½% less than Zone I".

V. The system of work for all classifications shall be that of employment by the week.

Piece-work is not prohibited but every employer having piece-work done shall, in each zone, guarantee the wages of the foregoing section for the classification of the employee doing such work, plus 10%.

**VI. Heures de travail:** Une semaine régulière de travail comprend quarante (40) heures réparties en cinq (5) jours de huit (8) heures, comme suit: du lundi au vendredi inclusivement le travail doit commencer à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à midi avec une heure pour le repas du midi, entre midi et 1.00 p.m.; il reprend à 1.00 p.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m.

Tout travail exécuté en plus de huit (8) heures par jour et tout travail exécuté le samedi est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi basé sur le taux régulier payé au salarié.

Le taux de salaire et demi pour travail supplémentaire n'est payable qu'après huit (8) heures de travail dans la même journée.

"Nonobstant les dispositions du présent article, la semaine régulière de travail dans les zones 2 et 3 est de quarante-huit (48) heures réparties en six (6) jours de huit (8) heures de travail chacun."

**"VI-A: Travail supplémentaire:** Tout travail supplémentaire exécuté en plus et en dehors des heures régulières n'est permis que jusqu'à 7.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine, et entre 8.00 a.m. et midi le samedi de chaque semaine.

Pour les cas d'urgence, dans la période d'échantillonnage ou en d'autres occasions spéciales, il est permis de travailler le samedi après-midi entre 1.00 p.m. et 5.00 p.m., pourvu que le Comité paritaire en soit avisé à l'avance et par écrit."

**VII. Division de travail:** Dans la morte-saison, lorsqu'il n'y a pas de travail pour tous les salariés de la fabrique, le travail à exécuter doit être divisé aussi également que possible parmi tous les salariés, selon leur classification. L'employeur a le droit de choisir les salariés à être affectés au travail d'échantillonnage et aux duplicatas.

"Afin de respecter l'esprit des prescriptions du présent article, d'assurer une meilleure distribution du travail et de protéger l'industrie contre la contre-façon des modes et l'enchère de la main d'œuvre, il est interdit à un salarié du sexe masculin ou féminin qui est à l'emploi d'un employeur dans l'industrie, selon les registres du Comité paritaire et de son employeur, de travailler dans un autre établissement manufacturier sous la juridiction du présent décret, en dehors des heures régulières de travail."

**VIII. Paiement des salaires:** Tous les salariés doivent être payés en argent et chaque semaine. Aucun salarié n'a droit à une rémunération pour le temps pendant lequel il n'a pas travaillé à moins de dispositions contraires dans le présent décret.

**IX. Jours de fête:** Les salariés ont le droit de s'absenter les jours de fêtes religieuses.

"Les employeurs doivent accorder à tous les salariés des métiers ci-haut mentionnés, six (6) jours de fêtes, avec salaire: Le Vendredi-Saint, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Noël et une autre fête désignée par accord de l'employeur et de ses salariés. Toutefois, si l'un ou l'autre de ces jours de fêtes, autre que le jour de Noël, tombe un samedi ou un dimanche, il n'est pas rémunéré."

Pour avoir droit à la rémunération pour telles fêtes, un salarié doit avoir été employé dans l'industrie de la sacoche, dans un des métiers ci-haut mentionnés ou comme apprenti dans ce métier, pendant une période minimum d'une année complète et doit avoir été à l'emploi du même atelier au moins trois mois avant la date à laquelle ces fêtes ont été accordées.

Nonobstant les dispositions précédentes, tout salarié qui s'absente (excepté dans les cas d'in-

**VI. Working hours:** A regular week's work shall consist of forty (40) hours, divided into five (5) working days of eight (8) hours, as follows: from Monday to Friday inclusive work shall begin at 8.00 a.m. to 12.00 noon with one hour's interval for lunch between 12.00 and 1.00 p.m., and from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.

All work performed in excess of eight (8) hours per day and all work on Saturdays shall be deemed overtime and shall be paid for at the rate of time and one half the regular rate paid to the employee.

Time and one-half for overtime shall commence only after eight (8) hours of work done in such day.

"Notwithstanding the provisions of the present section, the regular work week in zones 2 and 3 consists of forty-eight (48) hours divided into six (6) days of eight (8) hours of work each."

**"VI-A: Overtime:** Overtime work in addition to and after regular hours is permitted only up to and not later than 7.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday of each week, and between the hours of 8.00 a.m. and 12.00 noon on Saturday of each week.

For urgent work, in the sample period or other special occasions there may be work on Saturday afternoon between the hours of 1.00 p.m. and 5.00 p.m. providing the Committee benotified in advance to that effect, in writing."

**VII. Division of work:** In the slack time, when there is not sufficient for all employees in the factory, the available work therein shall be divided as equally as possible amongst all employees in their respective classifications. The employer shall have the right to select employees suitable for work on samples and duplicatas.

"In order to carry out the spirit of this provision and to secure better distribution of work and for the protection of the industry against style copying and labour bidding no worker, whether male or female, who forms part of the working force of any employer in the industry, as attested to by the records of the Parity Committee and of his employer is permitted to work outside the regular working hours in any other establishment manufacturing or making products falling under the jurisdiction of this Decree"

**VIII. Pay of worker:** All wages shall be paid in cash and shall be paid weekly. No employees shall be entitled to any pay for time when he is not working save and except as provided in the present decree.

**IX. Holidays:** Employees shall have the right to abstain from work on any religious holiday.

"The employer shall grant all employees in the abovementioned crafts the following six holidays with pay, namely: Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, Christmas Day and another holiday agreed upon between the employer and the employees. However, if any such holiday, except Christmas, falls on a Saturday or Sunday, the said holiday shall not be paid for."

To qualify for such payment for holidays, an employee must be employed in the handbag industry in one of the abovementioned crafts or as an apprentice in the said craft for a period of one full year and must work in the same shop for a minimum period of three months period to the granting of the holidays aforesaid.

Notwithstanding the foregoing, any employee who is absent (except in the case of incapacity

capacité due à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur) une journée complète pendant la semaine de travail dans laquelle tombe une des fêtes ci-haut mentionnées n'a droit qu'à 75% de la rémunération accordée pour telle fête. S'il s'absente deux journées complètes pendant la semaine de travail dans laquelle tombe une des fêtes ci-haut mentionnées (excepté dans les cas d'incapacité due à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur), tel salarié n'a droit qu'à 50% de la rémunération accordée pour telle fête.

Tout salarié qui s'absente plus de deux jours (excepté dans les cas d'incapacité due à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur) pendant la semaine de travail dans laquelle tombe une des fêtes ci-haut mentionnées n'a droit à aucune rémunération pour ce jour de fête.

*X. Définition spéciale: Employeurs et salariés:* Sans limiter d'aucune façon les définitions contenues dans le présent décret, tout sous-traitant, détaillant ou autre personne qui fait fabriquer de la marchandise est considéré comme employeur; tout entrepreneur est considéré en même temps comme employeur et comme salarié, et tout employeur faisant personnellement du travail ordinairement exécuté par un salarié de l'industrie, telle que définie aux présentes, est considéré comme un salarié pour les fins du décret et est régi par les dispositions de ladite loi et dudit décret.

*"XI. Travail exécuté par les employeurs, les dessinateurs et les contremaîtres:* Exception faite des dispositions apparaissant ci-dessous, aucun employeur, dessinateur ou contremaître ne peut travailler dans la fabrique comme tailleur, travailleur à la table (table worker), opérateur, monteur, empaqueteur, aide général, cimenteur ou colleur, brocheur ou rembordeur ou apprenti pendant la saison tranquille ou la saison d'échantillonnage. En d'autres temps, ces personnes peuvent exécuter tel travail mais seulement pendant les heures régulières de travail des salariés.

Quant aux contremaîtres et dessinateurs, les dispositions précédentes n'empêchent pas ces salariés de faire leur travail à titre de contremaîtres et de dessinateurs, mais ils ne doivent faire aucun travail de production en dehors des heures régulières de travail établies dans le présent décret.

Dans les cas où l'employeur est une corporation, les dispositions du présent article s'appliquent à ses directeurs et actionnaires ainsi qu'aux dessinateurs et contremaîtres.

Lorsque les employeurs, les dessinateurs et les contremaîtres ont le droit d'exécuter les fonctions ci-haut mentionnées et se prévalent de tel droit, tout le travail dans la fabrique doit toujours être réparti aussi également que possible entre tous les salariés de ladite fabrique ayant la compétence voulue pour l'exécuter, y compris les employeurs, les dessinateurs et les contremaîtres."

*XII. Travail exécuté à l'extérieur:* Lorsqu'un grossiste, un sous-traitant, un détaillant, un entrepreneur, un manufacturier ou une autre personne, en vertu d'un permis spécial du comité paritaire ou non, donne du travail à des ateliers de l'extérieur, à des entrepreneurs à l'intérieur ou autrement, tel grossiste, sous-traitant, détaillant, entrepreneur, manufacturier ou autre personne, est tenu conjointement et solidairement responsable avec la personne à qui tel travail est donné, du paiement des salaires et de l'observance des conditions de travail déterminés dans le présent décret.

caused by sickness or lay-off of employment by the employer) for one full day during the work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall be entitled to receive only seventy-five percent (75%) of the pay granted for such holidays. If such employee is absent for two full days during the work week in which any of the said holidays fall (except in the case of incapacity caused by sickness or lay-off of employment by the employer, such employee shall be entitled to receive only fifty percent (50%) of the pay granted for such holiday.

If any employee is absent more than two days (except in the case of incapacity caused by sickness or lay-off of employment by the employer) during any work week in which one of the said holidays falls, such employee shall not receive any pay for that holiday.

*X. Special definition: Employers and employees:* without in any way limiting the definitions as herein contained, every jobber, retailer or other person having goods manufactured for him shall be deemed to be an employer and every contractor shall be deemed to be both an employer and an employee, and every employer personally engaged in doing any work ordinarily done by an employee in the industry as defined, herein, shall be deemed to be an employee for the purposes of this decree and shall be bound by the provisions of the said Act and of this decree.

*"XI. Working by employers, designers and foremen:* Save as hereinafter set out no employers, designer or foreman shall work as a cutter, table worker, operator, framer, packer, general hand, cementer or paster, stapler or folder or apprentice in the factory during the slack or sample season; at other times such persons may do such work but only during the regular hours of work of the employees.

With respect to foremen and designers, the foregoing provisions shall not prevent such employees from doing their work as foremen and designers but they shall do no production work outside of the regular working hours as provided in this decree.

Where the employer is a corporation, the provisions of the present section apply to its directors and shareholders as well as to the designers and foremen.

In the event of the employers, designers or foremen having the right and availing themselves or such right to work as aforesaid, all available work in the factory shall at all times be divided as equally as possible between all the employees in the said factory competent to do the work including such employers, designers and foremen."

*XII. Responsibility for outside work:* Whenever wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons whether under Special Permit from the Joint Committee or not, give work to outside shops, inside contractors or otherwise, such wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons shall be jointly and severally responsible with the person to whom such work is given for wages and working conditions as fixed by this decree.

"XII-A. 1° a) Personne ne doit donner du travail pour être exécuté à domicile sur des produits, articles, ou parties d'iceux, régis par le présent décret, à toute personne déjà employée dans un établissement ou atelier manufacturier de tout autre employeur assujetti aux dispositions du présent décret.

b) Comme l'on ne doit avoir recours au travail à domicile qu'en cas d'exception ou d'urgence ou autres circonstances semblables, nul ne doit donner du travail à être fait ou exécuté à domicile sur les produits, articles, ou parties d'iceux, sous la juridiction du présent décret, à toute personne qui travaille déjà dans son propre établissement ou atelier manufacturier ou à tout travailleur à domicile qui n'est pas déjà employé dans un établissement ou atelier manufacturier d'un autre employeur, à moins que les salariés réguliers et permanents de l'employeur qui confie le travail à domicile ne soient eux-mêmes au travail pendant les heures régulières et supplémentaires permises par le présent décret. Cette disposition ne s'applique qu'aux salariés réguliers exécutant du travail de la même classification ou du même métier que celui confié aux travailleurs à domicile par ledit employeur.

2° a) Tout travail sur des articles, produits ou parties d'iceux assujettis au présent décret, donné à toute personne ou accepté par cette dernière pour être fait ou exécuté dans un domicile, un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin, ou dans toutes dépendances attenantes, est considéré comme du travail à domicile et sujet à toutes les dispositions de ce décret, tout particulièrement aux dispositions des articles XII et XII-A.

b) Quiconque se propose de faire exécuter par qui que ce soit du travail à domicile, dans un appartement, un logement ou une chambre dans une maison d'habitation ou des lieux utilisés à cette fin, ou dans toutes dépendances attenantes, sur des produits, articles ou parties d'iceux sous la juridiction du présent décret doit, avant de confier tel travail, faire parvenir par lettre recommandée au Comité paritaire de l'Industrie de la sacoche de la province de Québec un avis à cette fin. Cet avis doit faire mention des noms et adresse de tous les travailleurs à domicile à qui on doit confier du travail, du genre de travail à exécuter, du nombre d'unités à être confiées à chaque travailleur et du prix qui sera payé, soit à la pièce ou à l'heure, pour tout travail donné à chaque travailleur à domicile.

c) Nonobstant toute autre disposition du présent décret, le travailleur à domicile doit recevoir au moins les taux minima mentionnés dans les articles IV, V et VI du présent décret et on doit fixer des taux de travail à la pièce qui permettent au travailleur à domicile de se faire un salaire au moins égal à celui que donnent lesdits taux minima.

d) Nonobstant toute infraction aux dispositions du présent décret et tout particulièrement au présent article XII-A, ou à toute loi, l'employeur doit toujours verser au travailleur à domicile les salaires gagnés selon les dispositions du présent article XII-A.

e) Tout le fil doit être fourni par l'employeur et ce dernier doit aussi défrayer les frais de transport. Aucune déduction ne peut être faite du salaire du travailleur à domicile pour payer soit le fil ou les frais de transport.

f) Tout travail doit être livré et recueilli par l'employeur ou son agent. Quiconque distribue l'ouvrage à domicile au travailleur pour le compte d'une autre personne n'est pas réputé être l'employeur du travailleur à domicile mais plutôt

"XII-A. 1. a) No one shall give work to be done or performed at home on products, or the component parts thereof, coming under the jurisdiction of this decree, to any person who is already employed in the manufacturing establishment or shop of any other employer governed by the provisions of this decree.

b) It being the intention that homework shall be resorted to only in exceptional cases of urgency or emergency of similar conditions, no one shall give work to be done or performed at home on products, or component parts thereof, coming under the jurisdiction of this decree, to any person who is already employed in his own manufacturing establishment or shop, or to any homeworkers not already employed in the manufacturing establishment or shop of other employers, unless the regular or permanent employers of such employer giving the homework, are themselves fully employed both during regular and overtime hours permitted under the provisions of this decree. This provisions shall apply only to those regular employees performing the work of the same classification or craft as that given to the homeworkers by the said employer.

2. a) All work on products or component parts thereof coming under the jurisdiction of this decree which is given to or accepted by any person to be done or performed in or about a home, apartment, tenement or room in a residential establishment or premises used as such, shall be deemed to be homework and shall be subject to this decree and, without limiting the generality thereof, particularly subject to the provisions of sections XII and XII-A.

b) Whosoever intends to give out work on products, or component parts thereof, coming under the jurisdiction of this decree, to any person to be done or performed in or about a home, apartment, tenement or room in a residential establishment, or in premises used as such, must, prior to the giving out of the said work, notify by registered mail the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec. Such notice shall indicate the names and addresses of all homeworkers intended to be employed, the type of operation or work to be done, the number of units to be given out to each worker and the price to be paid, whether by piece or by hour, for all work given to each individual homeworker.

c) Notwithstanding anything contained herein or elsewhere in this decree, in no case shall the homeworker receive less than the minimum wages as provided in sections IV, V and VI of this decree, and no piecework rates shall be fixed which do not allow at least these minimum wages.

d) Notwithstanding any violations of any of the provisions of this decree, and particularly of this section XII-A and/or any law, the employer must nevertheless in all cases pay the homeworker the wages earned, as provided in this section XII-A.

e) All thread must be supplied and all transportation charges must be paid by the employer. No deduction shall be made from the pay of the homeworker either for thread or transportation charges.

f) All work must be delivered and collected by the employer or his agent. Any person who distributes work to be done at home to homeworkers for and on behalf of another person shall not be deemed to be the employer of the

l'agent de la personne à qui appartient la marchandise et cette dernière est réputée être l'employeur du travailleur à domicile.

g) Toutefois, tout entrepreneur, sous-entrepreneur, distributeur, agent et intermédiaire qui distribue et s'occupe du travail confié au travailleur à domicile, est conjointement et solidairement responsable avec la personne à qui appartient la marchandise, du paiement du salaire du travailleur à domicile et de la mise à exécution de toute disposition du présent décret et tout particulièrement du présent article XII-A.

h) Le Comité paritaire fournira aux employeurs les formulaires qu'ils doivent remplir et lui faire parvenir relativement au travail à domicile."

**XIII. Vacances payées:** a) Tous les salariés assujettis au présent décret qui ont été à l'emploi de leur employeur au moins douze mois antérieurement au 15 juin de chaque année ont droit à une semaine de vacances payées, c'est-à-dire, une semaine de salaire basé sur le taux individuel au 15 juin de l'année dans laquelle les vacances sont données.

b) La date des vacances doit être annoncée entre le 1er et le 15 juillet. La période des vacances doit être déterminée par l'employeur en tenant compte, autant que possible, du changement de saisons, entre l'été et l'automne tout en ne négligeant pas les exigences commerciales et la période d'échantillonnage de chaque employeur.

c) Tous les salariés qui ont moins d'un an de service pour leur employeur antérieurement au 15 juin de chaque année ont droit à 2% de leur rémunération brute pendant la période d'emploi avec leur employeur.

d) Tous les salariés qui ont au moins cinq ans de service pour leur employeur antérieurement au 15 juin de chaque année ont droit à deux (2) semaines de vacances payées.

Notwithstanding the dispositions précédentes, tout salarié qui a au moins deux mois de service pour son employeur actuel doit, si son emploi prenait fin avec tel employeur, recevoir deux pour cent (2%) des salaires qu'il a gagnés pendant la période de service lui donnant droit aux vacances, c'est-à-dire, 2% du salaire qu'il a gagné après le 15 juin précédant la cessation de son emploi pour tel employeur.

**XIV. Permis:** Le Comité paritaire, sur présentation de preuves jugées suffisantes, peut émettre un permis spécial à tout salarié dont le rendement est insuffisant afin qu'il puisse travailler dans des conditions déterminées et autres que celles prévues par le présent décret:

**XV. Stabilité des salaires et des conditions de travail:** Les employeurs qui paient actuellement des salaires hebdomadaires plus élevés ou dont les salariés bénéficient de conditions de travail plus avantageuses que celles déterminées dans le présent décret ne peuvent réduire tels salaires ou rendre telles conditions moins avantageuses pendant toute la durée dudit décret.

**XVI. Dispositions générales:** a) Tout employeur doit afficher une copie bilingue du décret dans un endroit bien en vue de son établissement, de façon que ses salariés puissent en prendre connaissance en tout temps.

b) Ce décret remplace tous les contrats individuels pouvant exister entre les employeurs et les salariés, excepté les conventions collectives qui existent actuellement entre l'une ou l'autre des parties aux présentes. Cependant, les sa-

homeworker, but the agent of the person who owns the goods, and the latter shall be deemed to be the employers of the homeworker.

g) However, every contractor, sub-contractor, distributor, agent and intermediary who handles and distributes work given to homeworkers shall be jointly and severally responsible with the person who owns the goods, for the payment of wages to homeworkers, and for the due compliance with all the other provisions relating to homeworkers as contained in this decree, and particularly in this section XII-A.

h) The Parity Committee shall supply the employers with the forms to be filled and returned in all cases where homework is done".

**XIII. Vacation with pay:** a) All employees governed by the present decree and who have been in the employ of their employer at least twelve months prior to June 15th of each year, shall be entitled to receive one week's vacation with pay, that is, one week's pay at the individual rate of wages as at June 15th of the year in which vacation is granted.

b) The vacation period shall be fixed between July 1st and July 15th each year. The vacation week shall be determined by the employer and shall conform as nearly as possible to the change in season between summer and fall and shall take into consideration the business requirements and sampling period of the individual employer.

c) All employees who have worked less than one year for their employer preceding June 15th in each year, shall be entitled to two percent of their gross earnings during the period of employment with their respective employer.

d) All employees who have been in the employ of their employer at least five years previous to June 15th of each year shall be entitled to two (2) week vacation with pay.

Notwithstanding the foregoing provisions, every employee who has been employed by his present employer for a period of two (2) months shall in the event of termination of his employment with such employer be entitled to two percent (2%) of the wages earned during the period of service entitling him or her to his or her vacation, that is, two percent (2%) of the wages earned by him or her after the 15th of June preceding his or her termination of employment with such employer.

**XIV. Permits:** The Joint Committee upon proof deemed sufficient may issue special permits to any employees whose production is deficient, to work upon determined conditions other than those contemplated by the decree.

**XV. Stability of wages or conditions:** Employers actually paying higher weekly wages or rates or granting better conditions than those fixed by the present decree are prohibited from reducing them and must maintain the present rate of payment for the duration of this decree.

**XVI. General:** a) It shall be obligatory for every employer to post a copy of this decree prominently in his establishment, printed both in English and French, where employees will at all times be able to see it.

b) This decree supersedes any and all individual contracts that might exist between employers and employees except the Collective Agreements which now exist between the several parties hereto, save and except that under no

lares ne doivent jamais être inférieurs aux minima fixés par le présent décret et les heures de travail ne doivent pas excéder les maxima établis aux présentes.

"c) Tout employeur professionnel doit garder dans son établissement l'original des cartes poinçonnées (punch cards), des registres d'heures de travail ou des listes de paye, et être en mesure de les soumettre, pour examen et étude, aux inspecteurs du Comité paritaire pendant une période minimum de deux ans suivant la date de tels registres, carte ou listes."

**XVII. Durée du décret:** Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre, 1956. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne avis à ce contraire à l'autre partie, entre le soixantième et le trentième jour avant le 31 décembre de chaque année. Un tel avis doit également être donné au Ministre du Travail et au Comité paritaire de l'Industrie de la Sacoche de la Province de Québec.

Durant les trente jours à compter de la date de publications de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec* l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 février 1956. 41725-0

circumstances shall wages be paid under the minimums fixed by the present decree, nor shall hours of labour be over the maximums fixed by the present decree.

"c) It shall be obligatory for every professional employer to keep the original punch cards, time records, or payroll reports in his establishment and to make same available for examination and perusal by the inspectors of the Parity Committee for a period of at least two years from the date of such records."

**XVII. Duration of the decree:** The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until December 31st, 1956. It shall renew itself automatically from year to year thereafter unless one or more contracting parties gives a written notice to the contrary to the other contracting party between the sixtieth and the thirtieth day before the 31st of December of each year. Such notice must also be given to the Minister of Labour and to the Parity Committee of the Handbag Industry of the Province of Quebec.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 4th, 1956. 41725-0

**Actions en séparation de biens**

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 387610. Dame Monique Ostiguy Boucher de la municipalité de ville Jacques-Cartier, district de Montréal, ménagère, épouse commune en biens de Réal Boucher, camionneur, des mêmes lieux, demanderesse, vs Réal Boucher, de ville Jacques-Cartier, district de Montréal, camionneur, défendeur.

**AVIS DE SÉPARATION DE BIENS**

La demanderesse, épouse du défendeur, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 24 janvier 1956.

Les Procureurs de la demanderesse,  
MICHAUD, MERCIER, POULIN,  
DENIS & CANTIN.

1117 rue Ste-Catherine, ouest, Chambre 823,  
Montréal. 41703-0

Canada, Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 16-938. Cécile Dugré, ménagère, des cité et district de Trois-Rivières, épouse commune en biens de Roland Fréchette, des mêmes lieux, demanderesse vs Roland Fréchette, des cité et district de Trois-Rivières, défendeur.

Dame Cécile Dugré, épouse de Roland Fréchette, commerçant, des cité et district de Trois-Rivières, a formulé contre son mari une demande en séparation de biens.

Les Trois-Rivières, le 28 janvier, 1956.

Les Procureurs de la demanderesse,  
41719-0 MARCHAND & LACOURSIÈRE.

**Actions for Separation as to Property**

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 387610. Dame Monique Ostiguy Boucher of the municipality of the town of Jacques-Cartier, district of Montreal, housewife, wife common as to property of Réal Boucher, trucker, of the same place, plaintiff, vs Réal Boucher, of the town of Jacques-Cartier, district of Montreal, trucker, defendant.

**NOTICE OF SEPARATION OF PROPERTY**

The plaintiff, wife of the defendant, has instituted against her husband a request for separation as to property.

Montreal, January 24th, 1956.

MICHAUD, MERCIER, POULIN,  
DENIS & CANTIN,  
Attorneys for the plaintiff.

1117 St. Catherine St. West, Room 823,  
Montreal, 41703

Canada, Province of Quebec, district of Trois-Rivières, Superior Court, No. 16-938. Cécile Dugré, housekeeper, of the city and district of Trois-Rivières, wife common as to property of Roland Fréchette, plaintiff vs Roland Fréchette, merchant, of the city and district of Trois-Rivières, defendant.

Dame Cécile Dugré, wife of Roland Fréchette, merchant, of Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, has instituted an action in separation as to property against her husband.

Les Trois-Rivières, this 28th of January 1956.

MARCHAND & LACOURSIÈRE,  
41719-0 Attorneys for the plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N°. 387,496. Dame Marcelle Élina Marguerite Prost, épouse maintenant commune en biens de Marcel Juste Abel Baudoin, domiciliée à 2960 de l'avenue Barclay, en les cité et district de Montréal, demanderesse vs, Marcel Juste Abel Baudoin, Industriel, domicilié à 2960 de l'avenue Barclay, en les cité et district de Montréal, défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause le seizième jour de janvier 1956.

Montréal, 24 janvier 1956.

Le Procureur de la demanderesse,  
ULRIC G. LAURENCELLE.

152, Est, rue Notre-Dame,  
Montréal.

41723-o

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 387,496. Dame Marcelle Élina Marguerite Prost, wife presently common as to property of Marcel Juste Abel Baudoin, domiciled at 2960 Barclay Avenue, in the city and district of Montreal, plaintiff, vs Marcel Juste Abel Baudoin, Industrialist, domiciled at 2960 Barclay Avenue, in the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the sixteenth day of January, 1956.

Montreal, January 24th, 1956.

ULRIC G. LAURENCELLE.

Attorney for the plaintiff.

152 East Notre-Dame Street,  
Montreal.

41723

Canada, Province de Québec, district de Beauce, Cour Supérieure, Beauce N° 24,760. Gertrude Leblanc, ménagère de Ste-Marie de Beauce, épouse commune en biens de Victor Lambert, du même lieu, demanderesse, vs Victor Lambert, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 30 janvier 1956.

St-Joseph de Beauce, le 30 janvier 1956.

Le Procureur de la demanderesse,  
ROBERT VÉZINA.

41726-o

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, Beauce, No. 24,760. Gertrude Leblanc, housewife of St. Marie de Beauce, wife common as to property of Victor Lambert, of same locality, plaintiff vs Victor Lambert, of same locality, defendant.

An Action in separation as to property has been instituted in this case on January 30, 1956.

St. Joseph de Beauce, January 30, 1956.

ROBERT VÉZINA,

Attorney for the plaintiff.

41726

## Arrêtés en Conseil

### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 65

Québec, le 25 janvier 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuilles.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication en métal en feuilles, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 23-B du 5 janvier 1955, soit prolongé jusqu'au 18 avril 1956, aux mêmes taux et conditions.

L. DÉSILETS,

41725-o

Greffier du Conseil Exécutif.

### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 65

Québec, le 25 janvier 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'Île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

## Orders in Council

### ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 65

Quebec, January 25th, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, authorized by a by-law approved by Order in Council number 23-B of January 5th, 1955, be extended until April 18th, 1956, with the same rate and conditions.

L. DÉSILETS,

41725-o

Clerk of the Executive Council.

### ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 65

Quebec, January 25th, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an extension of the decree relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1236 du 15 décembre 1954, relatif à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, soit prolongé jusqu'au 18 avril 1956.

(Document "F" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

41725-o Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the decree number 1236 of December 15th, 1954, relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits, be extended until April 18th, 1956.

(Document "F" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,

41725-o Clerk of the Executive Council.

### Avis divers

#### AVIS CONCERNANT L'AMÉNAGEMENT DE FORCES HYDRAULIQUES SUR LA RIVIÈRE BAZIN, A 8 MILLES DU VILLAGE DE PARENT, COMTÉ DE LAVIOLETTE.

Conformément au régime des eaux courantes, la corporation du village de Parent, comté de Laviolette, après avoir obtenu par ordre en conseil du gouvernement de la province de Québec, daté du 21 août 1954, lequel ordre autorise le ministre des Ressources Hydrauliques à louer à la corporation municipale dudit village, les forces hydrauliques de la rivière Bazin, cantons Landry et Bazin, entre le pont du 8 milles du chemin qui conduit de Parent à Clova, et la rivière Pitchpine, demande au lieutenant-gouverneur en conseil la permission de construire, de maintenir et d'exploiter un barrage en béton et une usine génératrice d'électricité à environ 300 pieds en amont du site dudit pont.

Les originaux des plans et devis ont été déposés au Département des Ressources Hydrauliques de la province de Québec, et copies desdits plans et devis ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement du comté à Amos comté d'Abitibi.

La demande contenue dans cette requête sera prise en considération le ou après les jours suivants la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, 16 janvier 1956.

Les Ingénieurs-conseils,

ZACHÉE & PIERRE LANGLAIS.

41621-3-4-o

Avis est par les présentes donné que les sous-signés que le Lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 18 janvier 1956, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Placide en celui de "Municipalité de Saint-Placide de Béarn", comté de Témiscamingue.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

St-Placide de Béarn, 24 janvier 1956.

Le Maire,

LÉONEL VERREAULT.

Le Secrétaire-trésorier,

ALBERT BRISSON.

41704-o

(P.G. 13564-55)

ÉDOUARD GOHIER, LIMITÉE

Règlement N° 71-A

"Que le règlement N° 71 établissant à cinq le nombre des directeurs soit rescindé et rem-

### Miscellaneous Notices

#### NOTICE CONCERNING THE DEVELOPMENT OF HYDRAULIC POWER OF THE BAZIN RIVER, AT 8 MILES DISTANCE FROM THE VILLAGE OF PARENT, COUNTY OF LAVIOLETTE.

In accordance with the Water Course Act, the Village Corporation of Parent, county of Laviolette, after having obtained by Order in Council of the Government of the Province of Quebec, dated August 21st, 1954, which Order authorizes the Minister of Hydraulic Resources to lease to the Municipal Corporation of the said village, the hydraulic power resources of the Bazin River, Townships of Landry and Bazin, between the bridge at 8 miles from the road leading from Parent to Clova, and the Pitchpine River, prays the Lieutenant-Governor in Council for permission to build, maintain and develop a concrete dam and electric generating station at some 300 feet above the site of said bridge.

The original plans and specifications have been deposited with the Department of Hydraulic Resources of the Province of Quebec, and copy of said plans and specification has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of the county of Abitibi at Amos.

The application contained in this petition will be taken into consideration on or about the days following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, January 16th, 1956.

ZACHÉE & PIERRE LANGLAIS,

Consulting Engineers.

41621-3-4

Notice is hereby given by these presents by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, on January 18th, 1956, an Order in Council to the effect of changing the name of the municipality of the parish of Saint-Placide into that of "Municipality of Saint-Placide de Béarn", county of Témiscamingue.

In conformity with the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name shall enter into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

St. Placide de Béarn, January 24th, 1956.

LÉONEL VERREAULT,

Mayor.

ALBERT BRISSON,

Secretary-Treasurer.

41704

(A.G. 13564-55)

ÉDOUARD GOHIER, LIMITÉE

By-law No. 71-A

"That By-law No. 71 establishing at five the number of directors be rescinded and re-

placé par le règlement N° 71-A, portant à sept le nombre des directeurs."

Vraie copie délivrée le 13 décembre 1955.

Le Secrétaire,  
41708-o FRÉDÉRIC HOUDE.

placed by By-law No. 71-A, increasing to seven the number of directors."

True copy delivered December 13, 1955.

FRÉDÉRIC HOUDE,  
41708 Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que, lors de l'assemblée générale tenue le 29 novembre 1955, et spécialement ajournée au dimanche, 8 janvier 1956, le nom de "La Caisse Populaire Desjardins de St-David de Lauberivière" a été, par une résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de "Caisse Populaire St-David de Lévis".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt janvier 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,  
41709-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, at the general meeting held on November 29, 1955, and specially adjourned to Sunday, January 8, 1956, the name of "La Caisse Populaire Desjardins de St-David de Lauberivière" has been, by a resolution duly adopted for this purpose, changed into that of "Caisse Populaire St-David de Lévis".

Given at the office of the Provincial Secretary, on the twentieth day of January, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,  
41709 Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le cinq janvier 1956, le changement de nom du "Syndicat Catholique des Services Hospitaliers (Section Féminine)" en celui de "Syndicat Catholique Féminin des Services Hospitaliers Inc.", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162. La formation dudit syndicat professionnel, sous le nom originaire de "Syndicat Féminin des Employés d'Hôpitaux de Québec et Lévis Incorporé" a été autorisée le 21 juin 1944, avec siège social à Québec, district judiciaire de Québec; ledit nom originaire fut changé en celui de "Syndicat Catholique Féminin des Employées des Maisons Hospitalières de Québec et du District Inc." le 31 janvier 1945, et ce dernier nom était à son tour changé en celui de "Syndicat Catholique des Services Hospitaliers (Section Féminine)" le 29 avril 1952.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le dix-neuf janvier 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,  
41710-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on January fifth 1956, the changing of the name of "Syndicat Catholique des Services Hospitaliers (Section Féminine)" to that of "Syndicat Catholique Féminin des Services Hospitaliers Inc.", and such, pursuant to the provisions of sections 7 and the following of the Professional Syndicates Act, R.S.Q. 1941, chapter 162. The formation of said professional syndicate under the original name of "Syndicat Féminin des Employés d'Hôpitaux de Québec et Lévis Incorporé" had been authorized June 21, 1944, with head office at Québec, judicial district of Québec; the said original name was changed to that of "Syndicat Catholique Féminin des Employées des Maisons Hospitalières de Québec et du District Inc." on January 31, 1945, and the latter name was again changed to that of "Syndicat Catholique des Services Hospitaliers (Section Féminine)" on April 29, 1952.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-ninth day of January 1956.

JEAN BRUCHÉSI,  
41710 Under Secretary of the Province.

(P.G. 10416-54)

EASTERN CANADA GAS & OIL LTD.  
(No Personal Liability)

Règlement N° 7

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Eastern Canada Gas & Oil Ltd. (No Personal Liability) (ici nommée la "Compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet au présent règlement."

Certifié vraie copie, 17 janvier 1956.

Le Secrétaire,  
41714 GEORGE L. HALE.

(A.G. 10416-54)

EASTERN CANADA GAS & OIL LTD.  
(No Personal Liability)

By-law No. 7

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Eastern Canada Gas & Oil Ltd. (No Personal Liability) (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from five to seven so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified a true copy, January 17th, 1956.

GEORGE L. HALE,  
41714-o Secretary.

(P.G. 3780-44)

CHARLES DURANCEAU LIMITÉE  
CHARLES DURANCEAU LIMITED

Règlement N° 3, amendé 1er paragraphe

Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois (3) à quatre (4).

"Un bureau de quatre (4) administrateurs choisis parmi les actionnaires de la compagnie est élu tous les ans. Tout administrateur durant son terme d'office, possède absolument et en son propre nom au moins une (1) action de la compagnie et ne devra en aucun temps être en retard dans le paiement d'aucun versement qui pourra de temps à autre devenir exigible par suite d'appels sur telle action."

Copie conforme.

(Seal) Le Secrétaire,  
41712-o WILFRID-A. DURANCEAU.

(A.G. 3780-44)

CHARLES DURANCEAU LIMITÉE  
CHARLES DURANCEAU LIMITED

By-law No. 3, amended 1st paragraph

Concerning the increase in the number of Directors from three (3) to four (4).

"A board of four (4) administrators chosen amongst the shareholders of the company is elected every year. Any administrator, during his term of office, possesses absolutely and in his own name at least one (1) share of the company and should not, at any time, be late in the payments of any disbursement which may, from time to time, become due following calls upon such a share."

True Copy.

(Seal) WILFRID A. DURANCEAU,  
41712 Secretary.

(P.G. 13430-55)

GORDON & SON INCORPORATED

Règlement N° XXVII

"Que le nombre des directeurs de Gordon & Son Incorporated soit augmenté de trois (3) à quatre (4)."

Vraie copie certifiée du règlement N° 22 passé par les actionnaires le 29 septembre 1955.

Le Secrétaire,

41713-o (Signed) H. GORDON.

(A.G. 13430-55)

GORDON & SON INCORPORATED

By-law No. XXII

"That the number of directors of Gordon & Son Incorporated be increased from three (3) to four (4)."

Certified true copy of by-law No. 22 passed by the shareholders on September 29th, 1955.

(Signed) H. GORDON,

41713 Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif "Montreal Chapter Nabet Credit Union", tenue le 2 décembre 1955, une résolution a été adoptée changeant le nom de ladite société en celui de "La Caisse d'Économie des Employés de Radio et Télévision de Montréal — Montreal Radio and Television Employees Credit Union".

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-trois janvier 1956.

41715-o Le Sous-secrétaire de la province,  
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Quebec Cooperative Syndicates Act)

Notice is given that, at a general meeting of the members of the Cooperative Syndicate "Montreal Chapter Nabet Credit Union", held December 2, 1955, a resolution has been adopted, changing the name of the said association to that of "La Caisse d'Économie des Employés de Radio et Télévision de Montréal — Montreal Radio and Television Employees Credit Union".

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-third day of January 1956.

41715 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

(P.G. 47683-53)

QUICK FLAME GAS LTD.

Règlement N° 16

"Attendu que par ses lettres patentes originales en date du 24 juillet 1947, il a été décrété que le bureau de direction de la Compagnie serait composé de sept (7) directeurs.

Attendu que en date du 31 mars 1948, conformément à la Loi des Compagnies de Québec, le nombre des directeurs a été augmenté de sept (7) à neuf (9).

Attendu que par son règlement numéro 15 daté du 26 octobre 1953 et adopté conformément à la Loi des Compagnies de Québec, le nombre des directeurs a été réduit de neuf (9) à quatre (4).

Attendu qu'il est maintenant dans l'intérêt de la Compagnie de réduire le nombre des directeurs de quatre (4) à trois (3).

A ces fins, il est décrété qu'à l'avenir, le bureau de direction de Quick Flame Gas Ltd sera composé de trois (3) directeurs et que le quorum dudit bureau sera de deux (2), le tout sujet

(A.G. 47683-53)

QUICK FLAME GAS LTD.

By-law No. 16

"Whereas by original letters patent dated July 24, 1947, it had been enacted that the Board of Directors of the Company would be composed of seven (7) directors.

Whereas on March 31st, 1948, in accordance with the Quebec Companies' Act, the number of directors had been increased from seven (7) to nine (9).

Whereas by Company's by-law number 15 dated October 26, 1953 and adopted in accordance with the Quebec Companies' Act, the number of directors had been decreased from nine (9) to four (4).

Whereas it is now in the interest of the Company to decrease the member of directors from four (4) to three (3).

For said purposes, it is enacted that hereafter the Board of Directors of Quick Flame Gas Ltd shall be composed of three (3) directors of whom two (2) shall form a quorum, all of

à l'application ultérieure des dispositions de l'article 84 de la Loi des Compagnies de Québec.

Tout règlement, résolution ou communication antérieure de la Compagnie qui ne sont pas conformes avec le présent règlement, sont par les présentes annulés, modifiés et refondus, pour donner effet au présent règlement."

Copie certifiée.  
41716-o

Le Secrétaire,  
L. LAVIGNE.

(P.G. 8060-53)

RADIO ALLEGHANYS INC.

*Règlement*

"Qu'il soit adopté et il est, par les présentes adopté le règlement suivant de la compagnie Radio Alleghanys Inc.

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes diminué de 4 à 3;

2° Le présent règlement a été adopté par les directeurs, le 4ième jour d'avril 1955, et approuvé par les actionnaires, le même jour;

3° Les règlements de la compagnie sont, en conséquence, amendés, pour être conformes avec les dispositions ci-dessus."

\* Adopté le 4ième jour d'avril, mil neuf cent cinquante-cinq.

41717-o

Le Président,  
HENRI DESCHÈNES.  
Le Secrétaire,  
ANDRÉ MERCIER.

(P.G. 7649-45)

STERNTHAL REALTY COMPANY

*Règlement N° 3 (aa)*

augmentant le nombre des directeurs de trois (3) à six (6).

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de six directeurs dont chacun, au moment de son élection et pendant la durée de sa fonction, sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tous appels sur icelle."

Montréal, 3 janvier 1956.  
Certifié vraie copie.

STERNTHAL REALTY COMPANY,  
(Seeau) Par le Secrétaire,  
41718 BERNARD GOLDSTEIN.

which subject to the subsequent application of the provisions of section 84 of the Quebec Companies' Act.

All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby cancelled, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified copy.  
41716

L. LAVIGNE,  
Secretary.

(A.G. 8060-53)

RADIO ALLEGHANYS INC.

*By-law*

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of the Company Radio Alleghanys Inc., as follows:

1. The number of Directors of the Company is hereby decreased from 4 to 3;

2. This by-law has been adopted by the directors, on the 4th, day of April 1955, and confirmed by the shareholders the same day;

3. The by-laws of the Company are therefore amended in order to conform to the foregoing."

Enacted the 4th, day of April, on thousand nine hundred and fifty-five.

41717

HENRI DESCHÈNES,  
President.  
ANDRÉ MERCIER,  
Secretary.

(A.G. 7649-45)

STERNTHAL REALTY COMPANY

*By-law No. 3 (aa)*

increasing the number of Directors from three (3) to six (6).

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of six Directors, each of whom, at the time of his election and throughout the term of his office, shall be a shareholder in the Company to the amount of at least one share, and not in arrears in respect to any calls thereon."

Montreal, January 3, 1956.  
Certified a true copy.

STERNTHAL REALTY COMPANY,  
(Seal) Per BERNARD GOLDSTEIN,  
41718-o Secretary.

AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la loi du régime des eaux courantes, que la Corporation de la Ville de Richmond, dans le comté de Richmond se propose de demander l'approbation d'un barrage en béton pour l'emmagasinement en toute saison des eaux du lac Brompton dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation à son aqueduc et à son usine de pompage.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis descriptifs indiquant l'emplacement de ce barrage de contrôle et de terrains qui sont affectés par ce dit barrage, a été transmise au Ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis descriptifs a été déposé au bureau d'enregistrement du comté de Richmond, à Richmond, Québec.

APPLICATION AND NOTICE OF DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given in accordance with section 60 in the Water Course Act, that the Corporation of the town of Richmond, in the county of Richmond, Quebec, intends to apply for acceptance of a concrete dam, for storage in all season of the water of Brompton Lake, in view of regulatizing its flow and assuring the uniformed supply of water at its pump station and waterworks' system.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such work, showing the site and the land affected has been forwarded to the Minister of Hydraulic Ressources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the registration division of the county of Richmond, Quebec.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Sherbrooke, Québec le 9 janvier 1956.  
Les Ingénieurs Professionnels pour la Corporation de la Ville de Richmond,  
COTÉ, LEMIEUX, CARIGNAN & BOURQUE.  
41728-o

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the tenth day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Sherbrooke, January 9, 1956.  
COTÉ, LEMIEUX, CARIGNAN & BOURQUE,  
Professional Engineers for the Corporation of the town of Richmond.  
41728-o

(P.G. 14413-52)  
PORTNEUF MINERAL CORPORATION  
(No Personal Liability)

Règlement N° 7

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Portneuf Mineral Corporation (No Personal Liability) (ci-après nommée la compagnie) ce qui suit:

- 1° Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de cinq (5) à sept (7).
- 2° Le règlement N° 1 de la compagnie est amendé en remplaçant le mot "cinq" par le mot "sept" et le mot "trois" par le mot "quatre" à son article 9."

Je certifie que le précédent est une vraie copie d'un règlement dûment passé par les directeurs de Portneuf Mineral Corporation (No Personal Liability) à une assemblée dûment convoquée et tenue le 12e jour de décembre 1955, et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires de ladite compagnie présents à une assemblée générale spéciale convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 27e jour de décembre 1955.

Daté à Montréal, ce 18e jour de janvier 1956.  
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,  
41732 A. P. GRIGG.

(A.G. 14413-52)  
PORTNEUF MINERAL CORPORATION  
(No Personal Liability)

By-law No. 7

"Be it and it is hereby enacted as a by-law of Portneuf Mineral Corporation (No Personal Liability) (hereinafter called "the Company") as follows:

1. The number of the Directors of the company is increased from five (5) to seven (7).
2. By-law No. 1 of the company is amended by replacing the word "five" by the word "seven" and the word "three" by the word "four" in section 9 thereof."

I certify that the foregoing is a true copy of a by-law duly passed by the Directors of Portneuf Mineral Corporation (No Personal Liability) at a meeting duly called and held on the 12th day of December 1955, and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders of the said company present at a special general meeting called for considering the said by-law and held on the 27th day of December 1955.

Dated at Montreal this 18th day of January 1956.  
(Seal) A. P. GRIGG,  
41732-o Secretary-Treasurer.

Avis est donné que, par une résolution dûment adoptée à cette fin, la liquidation volontaire et la dissolution du syndicat coopératif "Le Garage Coopératif de Granby", dont le siège social est situé à Granby, comté de Shefford, a été décrétée, et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 290, et modifications) et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social (S.R.Q. 1941, chap. 278).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt janvier 1956.  
Le Sous-secrétaire de la province,  
41741-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, by a resolution duly adopted to this effect, the affairs of the cooperative syndicate "Le Garage Coopératif de Granby", whose head office is situated at Granby, county of Shefford, be wound up voluntarily and that is be dissolved, in conformity with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act, (R.S.Q. 1941, chap. 290 and amendments) and Winding-up Act, (R.S.Q. 1941, chap. 278).

Given at the office of the Provincial Secretary, on January 20th, 1956.  
JEAN BRUCHÉSI,  
41741 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Incorporée des Employés de Woodhouse et la Cie Légaré Ltée (Québec)", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le premier février 1956.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.  
Le Sous-secrétaire de la province,  
41747-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Incorporée des Employés de Woodhouse et la Cie Légaré Ltée (Québec), for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February first 1956.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Quebec, judicial district of Quebec.  
JEAN BRUCHÉSI,  
41747 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Pontiac Farmer's Co-operative", en date du 11 novembre 1955, dont le siège social est situé à Shawville, comté de Pontiac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 19 janvier 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,  
41731-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 2 février 1956, les règlements numérotés de 1 à 45 inclusivement de "St. Lambert Curling Club", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 2e jour de février 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,  
41748 JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 13301-55)

ST. LAMBERT CURLING CLUB

Extrait des règlements de la corporation ci-dessus nommée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 14 janvier 1956, concernant une augmentation dans son bureau de direction de quatre (4) à douze (12).

"31. Directeurs et officiers — Les affaires du club seront administrées par un bureau de direction de douze directeurs, comprenant le Président, deux Vice-président, un Trésoriers, un Secrétaire et sept autres directeurs. . ."

Certifié vrai copie.

(Sceau) Le Pro-secrétaire,  
41748 E. D. HARDY.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Pontiac Farmer's Co-Operative" under date November 11, 1955, whereof the head office is at Shawville, county of Pontiac, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of January, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,  
41731 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-laws numbered from 1 to 45 inclusive, of "St. Lambert Curling Club" were approved on February 2nd, 1956, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of February, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,  
41748-o Under-Secretary of the Province.

(A.G. 13301-55)

ST. LAMBERT CURLING CLUB

Extract of the By-laws of the above named corporation, as adopted at the Special General Meeting held on January 14th, 1956, concerning an increase in the directorate thereof from four (4) to twelve (12).

"31. Directors and officers — The affairs of the Club shall be managed by a Board of twelve Directors consisting of the President, two Vice-Presidents, a Treasurer, a Secretary and seven other Directors. . ."

Certified a true copy.

(Seal) E. D. HARDY,  
41748-o Pro Secretary.

## Chartes — Abandon de

ACHILLE LAFOND INC.

Prenez avis conformément à la Loi des Compagnies que la compagnie "Achille Lafond Inc." va demander la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 24 janvier 1956.  
(Sceau) Le Secrétaire,  
41705-o JACQUES MORENCY.

Avis est donné que la compagnie Dobridge Ladies Wear Ltd., constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 3 mars 1944, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 30 janvier 1956.  
Le Procureur de Dobridge Ladies Wear Ltd.,  
41729 H. ERIC FEIGELSON.

Avis est donné que la corporation Real Need of Happiness Toy Shops Inc., constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 26 janvier 1956.  
Le Secrétaire-trésorier honoraire,  
41730 ERWIN J. TSCHUDIN.

## Charters — Surrender of

ACHILLE LAFOND INC.

Take notice that, in conformity with the Quebec Companies' Act, the company "Achille Lafond Inc.", shall apply for permission to surrender its charter.

Québec, January 24th, 1956.  
(Seal) JACQUES MORENCY,  
41705 Secretary.

Notice is hereby given that Dobridge Ladies Wear Ltd., incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated the 3rd of March, 1944 will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, January 30, 1956.  
H. ERIC FEIGELSON,  
41729-o Attorney for Dobridge Ladies Wear Ltd.

Notice is hereby given that the Real Need of Happiness Toy Shops Inc., a corporation constituted under the Quebec Companies' Act, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, January 26th, 1956.  
ERWIN J. TSCHUDIN,  
41730-o Honorary Secretary-Treasurer.

**Demandes à la Législature**

**Applications to Legislature**

Avis est par les présentes donné que la cité de Ste-Foy a l'intention de présenter à l'Assemblée Législative, lors de la présente session, un projet de bill dont l'objet sera de demander les pouvoirs additionnels suivants: une pension annuelle de \$3,600.00 au greffier de la cité de Ste-Foy et advenant son décès, une pension annuelle de \$1,800.00 à sa veuve; le réajustement du rôle d'évaluation au moment d'une transaction immobilière; la définition des termes "officier municipal" pour désigner le trésorier; la consolidation de certaines dépenses capitales; l'abrogation des articles 110 et 111 de la Loi des cités et villes pour la cité de Ste-Foy; le remplacement du paragraphe 3 de l'article 520 de la Loi des cités et villes; l'imposition d'une taxe spéciale sur certaines transactions immobilières; la remise d'un certificat d'hypothèque en remettant le bulletin de présentation; la répartition des taxes entre la municipalité et les propriétaires riverains pour la construction et l'entretien des trottoirs; le pouvoir de conclure des ententes avec le gouvernement de Sa Majesté la Reine pour les fins de services publics; la formation d'un commission d'urbanisme.

Ste-Foy, le 25 octobre 1955.

Le Procureur de la cité de Ste-Foy,  
41534-2-4-o ROBERT B. LAFRENIÈRE.

Avis public est par les présentes donné que Monsieur Conrad Laverdure, Ing.P., demeurant à 2525 est, rue Sherbrooke, app. 45., à Montréal, demandera aux Corps législatif de la province de Québec, à leur présente session, l'adoption d'une loi tendant à radier une servitude consistant en un droit de passage pour aller puiser de l'eau à la rivière et établie sur le lot originaire numéro 27 du cadastre hypothécaire de la paroisse de St-Laurent, comté de Jacques-Cartier, et actuellement connu et désigné comme étant les subdivisions 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 du lot originaire numéro 27 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, en vertu d'un acte de vente passé devant Me J. Henri Olivier, notaire, en date du 6 avril 1892, par lequel Dame Malvina Duckett, épouse contractuellement séparée de biens de Henri P. Pepin-Ecuier, notaire, a vendu à Hormisdas Meunier dit Lagacé une partie du lot de terre comme étant partie du lot numéro 26 du cadastre hypothécaire de la paroisse de St-Laurent, comté de Jacques-Cartier, et enregistré sous le numéro 42,504 du bureau de la division d'enregistrement d'Hochelega et de Jacques-Cartier.

Montréal, le 4 janvier 1956.

Le Procureur du pétitionnaire,  
JEAN ARCHAMBAULT, C.R.,  
370 ouest, rue Craig,  
Montréal, P. Qué. 41532-2-4-o

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs", corps politique et incorporé, ayant son siège social à ville St-Laurent, dans le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi lui conférant la pleine propriété avec droit d'en disposer, des biens de la Succession de feu Marie-Ida Grenier, en religion Sœur Marie de St-David.

Montréal, le 9 janvier 1956.

Les Procureurs de la requérante,  
PATENAUDE & PATENAUDE.  
41564-2-4-o

Notice is hereby given that the city of St. Foy intends submitting a draft bill to the Legislative Assembly, at its present session, with the object of requesting the following additional powers: to grant annual pension of \$3,600.00 to the Clerk of the city of St. Foy, and in the event of his death, an annual pension of \$1,800.00 to his widow; to readjust the valuation roll at the time of a real estate transaction; define the term "Municipal Officer" to designate the treasurer; consolidate capital expenditures; to repeal section 110 and 111 of the Cities and Towns Act for the city of St. Foy; replace paragraph 3 of section 520 fo the Cities and Towns Act; levy a special tax on certain real estate transactions; hand over a mortgage certificate when nomination-paper is returned; assessment of taxes between the municipality and riverside property owners for the building and maintenance of sidewalks; the power to enter into agreements with Her Majesty's Government respecting public services; establish a town-planning commission.

St. Foy, October 25th, 1955.

ROBERT B. LAFRENIÈRE,  
41534-2-4-o Attorney for the city of St. Foy.

Public notice is hereby given that Mr. Conrad Laverdure, P. Eng., residing at 2525 Sherbrooke Street East, Apt. 45, Montreal, will petition the Legislative Bodies of the Province of Quebec, at their present session, for an Act purporting to radiate a servitude consisting in a right of way to draw water from the river and established on the original lot number 27 of the hypothecary cadastre of the parish of St-Laurent, county of Jacques-Cartier, and actually known and designated as subdivisions 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 and 21 of the original lot number 27 of the official plan and book of reference of the parish of St-Laurent, in virtue of a deed of sale executed before Me J. Henri Olivier, notary, dated April 6th 1892, by which Dame Malvina Duckett of the city of Montreal, wife duly separate as to property in virtue of her marriage contract with her husband Henri P. Pepin-Ecuier, notary, sold to Hormisdas Meunier dit Lagacé a part of lot known and designated as lot number 26 of the hypothecary cadastre of the parish of St-Laurent, county of Jacques-Cartier, and registered under number 42,504 in the office of the registration of Hochelega and Jacques-Cartier.

Montreal, January 4th, 1956.

JEAN ARCHAMBAULT, Q.C.,  
Attorney for the petitioner.  
370 Craig Street West,  
Montreal, P. Que. 41532-2-4-o

Public notice is hereby given that "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs", a body politic and corporate, having its Head Office in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply at the present session of the Quebec Legislature for an act giving full ownership and full right of disposal of the assets of the late Marie-Ida Grenier, in religion Sister Marie de St. David.

Montreal, January 9th, 1956.

PATENAUDE & PATENAUDE,  
Solicitors for Applicant.  
41564-2-4-o

Avis est par les présentes donné que "Pierre Otto Oscar Marie de Charmant", étudiant, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins de faire reconnaître l'équivalence de sa première année d'études de droit faite à l'Université de Genève, en Suisse, et pour d'autres fins.

Montréal, le 5 janvier 1956.

Les Procureurs du Requérent  
HUGESSEN, MACKLAIER,  
CHISHOLM, SMITH

41563-2-4-o

& DAVIS.

Notice is hereby given that "Pierre Otto Oscar Marie de Charmant", law student, of the city and district of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to recognize the equivalence of his first year of law studies at the University of Geneva, Switzerland, and for other purposes.

Montreal, January 5th, 1956.

HUGESSEN, MACKLAIER,  
CHISHOLM, SMITH  
& DAVIS,

41563-2-4-o

Attorneys for Applicant.

## Département des Terres et Forêts

## Department of Lands and Forests

### AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (Ville de Charlesbourg) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 677-13 à 677-16, 677-36 à 677-41, 677-46 à 677-49 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 janvier 1956.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

41702-o

### AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (Municipalité de Notre-Dame-des-Laurentides) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 626-1, 626-1-1 à 626-1-42 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 janvier 1956.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

41702-o

### AVIS

Cadastre officiel révisé de la ville de St-Germain-de-Rimouski division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que le lot 333-8-1-2 est annulé; une partie du lot 333 est annulé; le lot 334 est corrigé; une partie du lot 333-8 est annulée; une partie du lot 333-8-1 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 décembre 1955.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

41702-o

### AVIS

Cadastre officiel du canton de Tessier division d'enregistrement de Matane.

Avis est par la présente donné que les lots 1 et 2 du rang V, les lots 1-a et 1-b du rang VI sont annulés et les lots 1-a, 1-b, 2-a, 2-b du rang V

### NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (Town of Charlesbourg) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 677-13 to 677-16, 677-36 to 677-41, 677-46 to 677-49 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 16th, 1956.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

41702-o

### NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (Municipality of Notre-Dame-des-Laurentides) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 626-1 and 626-1-1 to 626-1-42 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 13th, 1956.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

41702-o

### NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Germain-de-Rimouski registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lot 333-8-1-2 is cancelled; part of lot 333 is cancelled; lot 334 is corrected; part of lot 333-8 is cancelled; part of lot 333-8-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, December the 22nd, 1955.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

41702-o

### NOTICE

Official cadastre of the township of Tessier registration division of Matane.

Notice is hereby given that lots 1 and 2 range V, lots 1-a and 1-b range VI are cancelled and lots 1-a, 1-b, 2-a, 2-b range V and lot 1 range VI

et le lot 1 du rang VI sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 janvier 1956.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

41702-o

have been added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 25th, 1956.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

41702-o

**Département de l'Instruction Publique**

N° 1184-55.

Québec, le 27 janvier 1956.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire catholique de Lennoxville, dans le comté de Sherbrooke, en celui de "La municipalité scolaire catholique de St-Antoine-de-Lennoxville, dans le comté de Sherbrooke".

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
41734-5-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

**Department of Education**

No. 1184-55.

Quebec, January 27, 1956.

Application is made to change the name of the Catholic School Municipality of Lennoxville, in the county of Sherbrooke, to that of "The Catholic School Municipality of St. Antoine-de-Lennoxville, in the county of Sherbrooke".

41734-5-2 O. J. DÉSAULNIERS,  
Under Secretary of Education.

**Lettres patentes**

(P.G. 13301-55)

**St. Lambert Curling Club**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier décembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Cecil Brown, administrateur, Lucien Robert Houde, marchand de bois, Lawrence William Oughtred, retraité et Earl Drysdale Hardy, comptable, tous de St-Lambert, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager, pratiquer le jeu de "Curling" et autres activités athlétiques, récréatives et sociales, et, en général, poursuivre les buts d'un club de "Curling" et social, sous le nom de "St-Lambert Curling Club".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$250,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1955.

41701 L'Assistant-procureur général,  
C. E. CANTIN.

**Letters Patent**

(A.G. 13301-55)

**St. Lambert Curling Club**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Robert Cecil Brown, executive, Lucien Robert Houde, lumber merchant, Lawrence William Oughtred, retired, and Earl Drysdale Hardy, accountant, all of St. Lambert, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, encourage and carry on the game of curling and other athletic, recreational and social activities, and generally to carry out the objects of a curling and social club, under the name of "St. Lambert Curling Club".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$250,000.

The head office of the corporation will be at St. Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1955.

41701-o C. E. CANTIN,  
Deputy Attorney General.

**Ministère des Finances  
Assurances**

LA PRÉVOYANCE COMPAGNIE D'ASSURANCES

*Règlement "AA-6"*

Il est décrété comme règlement "AA-6" de la compagnie:

1. Le nombre des directeurs de la Compagnie est augmenté de treize à seize;

2. Le règlement "7" de la Compagnie tel qu'amendé par le règlement "XX" est, par les présentes, amendé en remplaçant le mot treize par le mot seize.

Le Président,  
(Signé) ALPHONSE RAYMOND,  
Le Secrétaire,  
(Signé) PIERRE MONGEON.

**Department of Finance  
Insurances**

LA PRÉVOYANCE COMPAGNIE D'ASSURANCES

*By-law "AA-6"*

It is enacted as by-law "AA-6" of the company:

1. The number of the directors of the company is increased from thirteen to sixteen;

2. By-law "7" of the Company, as amended by by-law "XX" is, by these presents, amended by replacing the word thirteen by the word sixteen.

(Signed) ALPHONSE RAYMOND,  
President.  
(Signed) PIERRE MONGEON,  
Secretary.

## CERTIFICAT DU SECRÉTAIRE

Je, soussigné, secrétaire de La Prévoyance Compagnie d'Assurances, certifie que:

1. Le règlement "AA-6" a été adopté par les administrateurs à leur assemblée tenue à Montréal, mardi le 29 novembre 1955;

2. Le règlement "AA-6" a été approuvé par les actionnaires réunis en une assemblée générale spéciale tenue mardi, le 29 novembre 1955;

3. A cette assemblée d'actionnaires, il était détenu ou représenté par les actionnaires présents 45596 actions du capital de la compagnie et les actionnaires qui ont voté en faveur de l'approbation du règlement détenaient ou représentaient 45,596 actions, vu que ledit règlement fut approuvé à l'unanimité.

Montréal, ce 29 novembre 1955.

(Seau)  
41720-o

Le Secrétaire,  
PIERRE MONGEON.

## CERTIFICATE OF THE SECRETARY

I, the undersigned, Secretary of "La Prévoyance Compagnie d'Assurances," certify that:

1. The by-law "AA-6" was adopted by the administrators at their meeting held at Montreal, Tuesday, November 29, 1955;

2. The by-law "AA-6" was approved by the shareholders gathered together at a special general assembly held on Tuesday, November 29, 1955;

3. At this assembly of shareholders, were withheld or represented by the shareholders present, 45596 shares of the capital stock of the company and the shareholders who voted in favor of the approval of the by-law withheld or represented 45,596 shares, in view of the fact that the said by-law was unanimously approved.

Montreal, November 29, 1955.

(Seal)  
41720

PIERRE MONGEON,  
Secretary.

## Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 décembre 1955 et ayant son bureau principal à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 25 est, rue St-Jacques, suite 205, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 3ième jour de janvier 1956.

41706-o

Le Président,  
LÉO DAVIGNON.

Notice is hereby given that "Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd.", incorporated by letters patent on the 22nd day of December 1955 has established its head office in Montreal, district of Montreal, at 25 St. James Street, East, Room 205, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, this 3rd day of January 1956.

41706-o

LÉO DAVIGNON,  
President.

Avis est donné que la compagnie "Ménard & Frère Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 15 décembre 1955 et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Granby, a établi son bureau chef à 322 rue Principale.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Granby, ce 20ième jour de décembre 1955.

(Seau)  
41707-o

Le Président,  
ÉMILIE MÉNARD.

Notice is hereby given that "Ménard & Frère Inc.", company incorporated by letters patent issued under the part 1st of the Quebec Company's Act, on the 15th day of December 1955 and, having his Head Office in the city of Granby, district of Bedford, has established his office at 322 Main St.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the Head Office.

Dated at Granby, this 20th day of December, 1955.

(Seal)  
41707-o

ÉMILIE MÉNARD,  
President.

(P.G. 13046-55)

"ORCHIDÉE INC."

Avis est donné que la compagnie "Orchidée Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la partie 1 de la Loi des compagnies de Québec, le 12 novembre 1955 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi ce bureau au numéro 1068 de l'Avenue Cartier.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme son bureau principal.

Le présent avis est fait en conformité de l'art. 30 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Québec, ce 19 décembre 1955.

41711-o

Le Secrétaire-trésorier,  
ANDRÉ COULOMBE.

(A.G. 13046-55)

"ORCHIDÉE INC."

Notice is hereby given that the company "Orchidée Inc." incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act, on November 12th, 1955, and having its main office in the city of Québec, has established this office at number 1068 Cartier Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

The present notice is made in conformity with Section 30, of the Quebec Companies' Act.

Given at Québec, December 19th, 1955.

41711

ANDRÉ COULOMBE,  
Secretary-Treasurer.

Avis est donné que "Bergeron & Fils (Macamic) Ltée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 novembre 1955, et ayant son siège social à Macamic, a établi son bureau dans ladite cité.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Rouyn, ce 1er décembre 1955.

41721-o Le Secrétaire-trésorier,  
BERNARD BERGERON.

(P.G. 13262-54)  
WEISSHUHN PAPER CONVERTING CO. LTD.

Règlement N° 3-A

"Un règlement est décrété à l'effet que le siège social et l'usine de la Compagnie soient transférés avec effet immédiat de Sayabec, comté Matapédia, à Brucy, Ile Perrot, comté Vaudreuil."

Certifié vraie copie du règlement N° 3-A, adopté par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 3 janvier 1956.

(Seau) La Secrétaire,  
41722-o MME THEA GRITZ WEISSHUHN

HUSBAND TRANSPORT (QUEBEC) LIMITED

Avis est donné que la compagnie Husband Transport (Quebec) Limited, constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 20 avril 1954, a établi son siège social à 6850 chemin Upper Lachine, Montréal, province de Québec.

Donné à Montréal, province de Québec, ce 30e jour de janvier 1956.

41724 Le Secrétaire-trésorier,  
R. G. WOODS.

THETFORD AUTOMOBILES LTD.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Thetford Automobiles Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 décembre 1955 et ayant son siège social en la cité de Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska, a établi son bureau au numéro 447 rue St-Nazaire.

A compter de la date des présentes ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Thetford Mines, ce quinzième jour de décembre mil neuf cent cinquante-cinq.

(Seau) Le Secrétaire,  
41727-o MARIKA BEY SMITH.

Avis est donné que la compagnie "Fernand Fortin Inc.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 26 août 1955, ayant son principal bureau en la cité de Granby, district de Bedford, a établi son bureau au N° 17 de la rue St-Charles Nord, en la cité de Granby.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son principal bureau.

Daté à Granby, ce 30 janvier 1956.

41742-o Le Président,  
FERNAND FORTIN.

Notice is hereby given that "Bergeron & Fils (Macamic) Ltée" incorporated by letters patent on the 9th day of November 1955, and having its head office in Macamic, has established its office therein.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Rouyn, this 1st day of December 1955.

41721-o BERNARD BERGERON,  
Secretary-Treasurer.

(A. G. 13262-54)  
WEISSHUHN PAPER CONVERTING CO. LTD.

By-law No. 3-A

"That a By-law be enacted to the effect of transferring, as from this day, the head office and the factory of the company from Sayabec, county of Matapédia, to Brucy, Ile Perrot, county of Vaudreuil."

Certified true copy of By-law No. 3-A, adopted by the directors and approved by the shareholders on January 3rd, 1956.

(Seal) MRS. THEA GRITZ WEISSHUHN,  
41722 Secretary.

HUSBAND TRANSPORT (QUEBEC) LIMITED

Notice is given that Husband Transport (Quebec) Limited, incorporated by letters patent issued pursuant to Part I of the Quebec Companies' Act and bearing date the 20th day of April, 1954, has established its head office at 6850 Upper Lachine Road, Montreal, Province of Quebec.

Given at Montreal, Province of Quebec, this 30th day of January, 1956.

41724-o R. G. WOODS,  
Secretary-Treasurer.

THETFORD AUTOMOBILES LTD.

Notice is hereby given that the company "Thetford Automobiles Ltd." constituted as a corporation by letters patent dated December 7, 1955 and having its head office in the city of Thetford Mines, in the district of Arthabaska, has established its office at number 447 St. Nazaire Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Thetford Mines, this fifteenth day of December, one thousand nine hundred and fifty-five.

(Seal) MARIKA BEY SMITH,  
41727 Secretary.

Notice is hereby given that the company "Fernand Fortin Inc.", incorporated by letters patent, dated August 26th, 1955, having its main office in the city of Granby, district of Bedford, has established its office at N° 17, St. Charles Street North, in the city of Granby.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company, as being its main office.

Dated at Granby, this 30th day of January, 1956.

41742 FERNAND FORTIN,  
President.

Avis est donné que la compagnie "M. S. McCuaig Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16ième jour de novembre 1955, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 438 rue Ste Hélène, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 31ième jour de janvier, 1956.

41743-o

Le Secrétaire,  
E. McCUAIG.

Notice is hereby given that "M. S. McCuaig Ltd.", incorporated by letters patent on the 16th day of November 1955, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 438 St. Helen Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 31st day of January 1956.

41743-o

E. McCUAIG,  
Secretary.

## Soumissions

### Province of Quebec

#### LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-MARTIN (Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Gratton, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures p.m., à 10 rue St-Michel, St-Martin, comté de Laval, ou jusqu'à 7.30 heures p.m., à l'école Notre-Dame-du-Cap, rue St-Michel, St-Martin, comté de Laval, mercredi, le 22 février 1956, pour l'achat de \$531,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Martin, comté de Laval, datées du 1er mars 1956 et remboursables par séries du 1er mars 1957 au 1er mars 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement le 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 4 juin 1955; telle que modifiée — \$116,000 — construction d'une école de 8 classes; résolution en date du 19 septembre 1955, tel que modifiée — \$304,000, agrandissement de l'école Leblanc; et résolution en date du 19 septembre 1955, telle que modifiée — \$111,500 — construction d'une nouvelle école dans l'arrondissement du village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1956.

Le Tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$531,500.00 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1957	x\$69,500.00
1er mars 1958	x 72,000.00
1er mars 1959	x 75,000.00
1er mars 1960	x 56,500.00
1er mars 1961	x 59,500.00
1er mars 1962	10,000.00
1er mars 1963	10,500.00
1er mars 1964	11,000.00
1er mars 1965	11,000.00
1er mars 1966	11,500.00
1er mars 1967	12,000.00
1er mars 1968	13,000.00
1er mars 1969	13,000.00
1er mars 1970	13,500.00
1er mars 1971	14,000.00
1er mars 1972	14,500.00
1er mars 1973	15,500.00
1er mars 1974	15,500.00
1er mars 1975	16,500.00
1er mars 1976	17,500.00

## Tenders

### Province of Quebec

#### THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-MARTIN (County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Gratton, Secretary-Treasurer, until 7.00 o'clock p.m., at 10 St. Michel Street, St. Martin, county of Laval, or at the Notre-Dame-du-Cap School, St. Michel Street, St. Martin county of Laval, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, February 22nd, 1956, for the purchase of an issue of \$531,500 of bonds of the School commissioners for the municipality of the village of St. Martin, county of Laval, dated March 1st, 1956 and redeemable serially from March 1st, 1957 to March 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st, and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated June 4th, 1955, as modified — \$116,000, erection of a school of 8 classes; resolution dated September 19th, 1955, as modified — \$304,000, extension to Lablanc School; and resolution dated September 19th, 1955, as modified — \$111,500 — erection of a new school in the village ward.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from March 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$531,500.00 — 20 years

Year	Capital
March 1st, 1957	x\$69,500.00
March 1st, 1958	x 72,000.00
March 1st, 1959	x 75,000.00
March 1st, 1960	x 56,500.00
March 1st, 1961	x 59,500.00
March 1st, 1962	10,000.00
March 1st, 1963	10,500.00
March 1st, 1964	11,000.00
March 1st, 1965	11,000.00
March 1st, 1966	11,500.00
March 1st, 1967	12,000.00
March 1st, 1968	13,000.00
March 1st, 1969	13,000.00
March 1st, 1970	13,500.00
March 1st, 1971	14,000.00
March 1st, 1972	14,500.00
March 1st, 1973	15,500.00
March 1st, 1974	15,500.00
March 1st, 1975	16,500.00
March 1st, 1976	17,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$322,524.75, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$72,958.75 chacun et deux versements de \$51,824.25 chacun, de 1957 à 1961 inclusivement, reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Martin, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunts, ainsi qu'à la succursale de la même banque à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 22 février 1956, à 7.30 heures p.m., à l'école Notre-Dame-du-Cap, rue St-Michel, St-Martin, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Martin, (Comté de Laval), de 1er février 1956.

Le Secrétaire-trésorier,  
J.-A. GRATTON.

Adresse postale: 10, rue St-Michel,  
St-Martin, (comté de Laval), P.Q. 41745-0

Province de Québec

VILLAGE DE TADOUSSAC  
(Comté de Saguenay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, François Lapointe, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, B.P. 97, Tadoussac, comté de Saguenay, jusqu'à 7 heures p.m., lundi, le 20 février 1956, pour l'achat de \$15,000 d'obligations du village de Tadoussac, comté de Saguenay, datées du 1er mars 1956 et remboursables par séries du 1er mars 1957 au 1er mars 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4 1/2% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 78 — Travaux d'électricité.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$15,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er mars 1957	\$ 500.00
1er mars 1958	500.00
1er mars 1959	500.00
1er mars 1960	500.00
1er mars 1961	500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$322,524.75 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$72,958.75 each, and two of \$51,824.25 each, from 1957 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at p.r at St.Martin, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the branch of said bank in Toronto.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners, to be held on Wednesday, February 22nd, 1956, at 7.30 o'clock p.m., at Notre-Dame-du-Cap School, St. Michel Street, St. Martin, county of Laval.

The School commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Martin, (County of Laval), this February 1st, 1956.

J.-A. GRATTON,  
Secretary-Treasurer.

Postal address: 10 St. Michel Street,  
St. Martin, (county of Laval), P.Q. 41745

Province of Quebec

VILLAGE OF TADOUSSAC  
(County of Saguenay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned François Lapointe, Secretary-Treasurer, city Hall, P.B. 97, Tadoussac, county of Saguenay, until 7 o'clock p.m., Monday, February 20, 1956, for the purchase of an issue of \$15,000 of bonds of the Village of Tadoussac, county of Saguenay, dated March 1st, 1956 and redeemable serially from March 1st, 1957 to March 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4 1/2% per annum, payable semi-annually on March 1st, and September 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 78 — Electric work.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from March 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$15,000.00 — 20 years.

Year	Capital
March 1st, 1957	\$ 500.00
March 1st, 1958	500.00
March 1st, 1959	500.00
March 1st, 1960	500.00
March 1st, 1961	500.00

1er mars 1962	500.00	March 1st, 1962	500.00
1er mars 1963	500.00	March 1st, 1963	500.00
1er mars 1964	500.00	March 1st, 1964	500.00
1er mars 1965	500.00	March 1st, 1965	500.00
1er mars 1966	500.00	March 1st, 1966	500.00
1er mars 1967	1,000.00	March 1st, 1967	1,000.00
1er mars 1968	1,000.00	March 1st, 1968	1,000.00
1er mars 1969	1,000.00	March 1st, 1969	1,000.00
1er mars 1970	1,000.00	March 1st, 1970	1,000.00
1er mars 1971	1,000.00	March 1st, 1971	1,000.00
1er mars 1972	1,000.00	March 1st, 1972	1,000.00
1er mars 1973	1,000.00	March 1st, 1973	1,000.00
1er mars 1974	1,000.00	March 1st, 1974	1,000.00
1er mars 1975	1,000.00	March 1st, 1975	1,000.00
1er mars 1976	1,000.00	March 1st, 1976	1,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Tadoussac, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 février 1956, à 7 heures p.m., en la salle du conseil, Hôtel de Ville, Tadoussac, comté de Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tadoussac, (Comté de Saguenay), ce 31 janvier 1956.

Le Secrétaire-trésorier,  
FRANÇOIS LAPOINTE.

Hôtel de Ville, B.P. 97,

Tadoussac, (Comté de Saguenay), P.Q. 41733-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ SCOLAIRE CATHOLIQUE DE VILLE DE LEMOYNE  
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, O. Thérout, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures p.m., à 85, rue Charron, ville de LeMoine, comté de Chambly, ou jusqu'à 8 heures p.m., à l'école du Sacré-Cœur, ville de LeMoine, comté de Chambly, mardi, le 21 février 1956, pour l'achat de \$425,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de ville de LeMoine, comté de Chambly, datées du 1er mars 1956 et remboursables par séries du 1er mars 1957 au 1er mars 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Tadoussac, county of Saguenay.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, February 20, 1956, at 7 o'clock p.m., in the Council-room, city hall, Tadoussac, county of Saguenay.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Tadoussac, (County of Saguenay), this January 31, 1956.

FRANÇOIS LAPOINTE,  
Secretary-Treasurer.

City Hall, P.B. 97,\*

Tadoussac, (County of Saguenay), P.Q. 41733

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE CATHOLIC SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF LEMOYNE  
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, O. Thérout, Secretary-Treasurer, up to 7.30 p.m. at 85 Charron Street, Town of LeMoine, county of Chambly, or at the Sacred-Heart School, Town of LeMoine, county of Chambly, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, February 21, 1956, for the purchase of an issue of \$425,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Catholic School Municipality of the Town of LeMoine, county of Chambly, dated March 1st, 1956 and redeemable serially from March 1st 1957 to March 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be

même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 20 décembre 1955 — Agrandissement et restauration de l'école St-Josaphat; restauration de l'école St-Maxime.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$425,000.00 — 20 ans.

Année	Année
1er mars 1957.....	x \$51,500.00
1er mars 1958.....	x 54,000.00
1er mars 1959.....	x 56,500.00
1er mars 1960.....	x 59,000.00
1er mars 1961.....	x 61,500.00
1er mars 1962.....	7,000.00
1er mars 1963.....	7,000.00
1er mars 1964.....	7,500.00
1er mars 1965.....	8,000.00
1er mars 1966.....	8,000.00
1er mars 1967.....	8,500.00
1er mars 1968.....	9,000.00
1er mars 1969.....	9,500.00
1er mars 1970.....	10,000.00
1er mars 1971.....	10,500.00
1er mars 1972.....	10,500.00
1er mars 1973.....	11,000.00
1er mars 1974.....	11,500.00
1er mars 1975.....	12,000.00
1er mars 1976.....	12,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$287,320.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$57,464.00 chacun, de 1956 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Lambert, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 21 février 1956, à 8 heures p.m., en l'école du Sacré-Cœur, ville de LeMoyne, comté de Chambly.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de LeMoyne, (Comté de Chambly), ce 2 février 1956.

Le Secrétaire-trésorier,  
O. THÉROUX.

Adresse postale: 85, rue Charron,  
ville de LeMoyne,  
(Comté de Chambly), P.Q.

41749-0

the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated December 20, 1955, Enlargement and restoration of the St. Josaphat School; restoration of the St. Maxime School.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from March 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$425,000.00 — 20 years

Year	Capital
March 1st, 1957.....	x\$51,500.00
March 1st, 1958.....	x 54,000.00
March 1st, 1959.....	x 56,500.00
March 1st, 1960.....	x 59,000.00
March 1st, 1961.....	x 61,500.00
March 1st, 1962.....	7,000.00
March 1st, 1963.....	7,000.00
March 1st, 1964.....	7,500.00
March 1st, 1965.....	8,000.00
March 1st, 1966.....	8,000.00
March 1st, 1967.....	8,500.00
March 1st, 1968.....	9,000.00
March 1st, 1969.....	9,500.00
March 1st, 1970.....	10,000.00
March 1st, 1971.....	10,500.00
March 1st, 1972.....	10,500.00
March 1st, 1973.....	11,000.00
March 1st, 1974.....	11,500.00
March 1st, 1975.....	12,000.00
March 1st, 1976.....	12,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$287,320.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments, of \$57,464.00 each, from 1956 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St. Lambert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St. Lambert, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on February 21, 1956, at 8 o'clock p.m. at The Sacred-Heart School, town of LeMoyne, county of Chambly.

The School Commissioners, do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Town of LeMoyne, (County of Chambly), February 2, 1956.

O. THÉROUX,  
Secretary-Treasurer.

P.O. address: 85 Charron Street,  
Town of LeMoyne,  
(County of Chambly), P.Q.

41749

## Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1955, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue St-Jacques, ouest, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, mercredi, le 7 mars 1956, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 17 janvier 1956.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY

Le Gérant du service des Postes & Bagages.  
41636-3-6-o J. E. TWEEDY.

## Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1955, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, March 7th, 1956, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 17th, 1956.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY

per J. E. TWEEDY.  
41636-3-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic.

## Vente — Loi de faillite

Canada Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (En matière de faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Émile Morin, vendeur d'automobiles, Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, Co. Frontenac, débiteur;

## AVIS DE VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présente donné que: VENDREDI, le VINGT QUATRE FÉVRIER 1956, à ONZE heures a.m. seront vendus par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Guadeloupe, Co. Frontenac, les immeubles décrits ci-après:

Item A1) Un emplacement de terrain à la Guadeloupe faisant partie du lot N° vingt-six-B du cadastre officiel pour le rang B du canton Forsyth, Co. Frontenac, contenant cent quarante-cinq pieds environ plus ou moins, sur le chemin public appelé Chemin Dallaire par la profondeur qu'il y a à partir du chemin à aller au ruisseau appelé Ruisseau de la Station, borné en front par ledit chemin, d'un côté par le ruisseau, à l'ouest par autrefois un petit cours d'eau, aujourd'hui le terrain ci-après décrit, et à l'est au terrain de Thomas Boulé ou représentants, tel qu'acquis de dame Marie Chabot par acte devant Me. J. W. Gilbert, N.P. le 29 juillet 1937; enregistré à Frontenac, sous le N° 34439; cet immeuble est aujourd'hui connu comme étant une partie du lot quarante-deux de la subdivision dudit lot vingt-six-B (26B-42) du rang B de Forsyth.

A2) Une autre pointe de terre dont la base mesure environ quinze pieds sans garantie de mesure précise, touchant au terrain plus haut décrit par la longueur qu'il y a à partir du terrain en premier lieu décrit à aller à un ponceau qui existe actuellement sur le ruisseau de la Station, borné d'un côté par le chemin Dallaire, d'un autre côté par le ruisseau de la Station, du troisième côté au terrain plus haut indiqué et du quatrième côté au reste du terrain appartenant au vendeur soit au ponceau actuellement existant; cet immeuble fait aussi partie du lot quarante-deux de la subdivision dudit lot vingt-six-B du rang B de Forsyth et fait partie du terrain acquis sur plus grande étendue de dame J. A. Dallaire par acte devant Me. J. W. Gilbert le 16 août 1938, enregistré à Frontenac sous le N° 35821. Avec le garage dessus construit, circonstances et dépendances. L'acquéreur devant respecter les ser-

## Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of Bankruptcy of: Émile Morin, automobile salesman, Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, county of Frontenac, debtor;

## NOTICE OF AUCTION SALE

Notice is hereby given that: FRIDAY, the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon there shall be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Notre-Dame-de-la-Guadeloupe, county of Frontenac, the immovables hereinafter described:

Item A1. An emplacement of land at Guadeloupe forming part of lot No. twenty-six-B of the official cadastre for range B of the Forsyth township, county of Frontenac, containing about one hundred and forty-five feet, more or less, on the public highway called Dallaire Road by the depth there is starting from the road going to the brook called "Ruisseau de la Station", bounded in front by the said road, on one side by the brook, on the west by at one time a small water-course, today the land hereinafter described, and on the east, by the land of Thomas Boulé or representatives, as acquired from Dame Marie Chabot by deed before Me. J. W. Gilbert, N.P., on July 29th, 1937; registered at Frontenac, under No. 34439; this immovable is today known as being a part of lot forty-two of the subdivision of the said lot twenty-six-B (26B-42) of range B Forsyth.

A2. Another point of land, the base of which measures about fifteen feet, without guarantee of precise measurement, touching the land above described by the length there is starting from the land described in the first place going to a culvert which presently exists on the "Ruisseau de la Station", bounded on the one side by the Dallaire Road, on the other side, by the "Ruisseau de la Station", on the third side, by the land above indicated and on the fourth side by the remainder of the land belonging to the seller, that is by the present culvert; this immovable also forms part of lot forty-two of the subdivision of the said lot twenty-six-B of range B of Forsyth and forms part of the land acquired to a greater extent of Dame J. A. Dallaire by deed before M. J. W. Gilbert on August 16th, 1938, registered at Frontenac under No. 35821. With the garage herein-

vitudes passives pouvant affecter ledit immeuble quitte à profiter des servitudes actives s'il en existe.

Item B) Un terrain à St-Évariste Station, faisant partie du lot N° vingt-six-B (Ptie 26B) du cadastre pour le rang B du canton Forsyth, Co. Frontenac, mesurant ledit terrain, cent cinquante pieds de profondeur, environ, prenant pour profondeur le sens de la route Lambton sur cent cinq pieds de largeur environ, borné ledit terrain d'un côté au terrain de J. B. W. Jolicœur, de l'autre côté au terrain de Émile Hardy, d'un troisième côté au terrain de Pampalon Grégoire, et enfin du quatrième côté au terrain de Joseph Bisson, Georges E. Quirion et Louis Brousseau avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances. L'acquéreur devant respecter les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes affectant ledit terrain et tous droits de passage existant sur ledit terrain, quitte à profiter des servitudes actives s'il en existe.

Item C) Un morceau de terrain à La Guadeloupe, faisant partie des lots originaires vingt-cinq B et vingt-six A (Ptie 25B-26A) du cadastre, pour le rang B du canton Forsyth, Co. Frontenac, mesurant soixante-quinze pieds de largeur sur cent cinq pieds de profondeur, borné en front au sud par la route St-Jean Baptiste à la profondeur au nord, à partir des mêmes lots restant au vendeur, d'un côté au lot vingt-cinq B-17 et de l'autre côté partie au lot 25B-7 et partie 26A-41; ce dit terrain vendu est aujourd'hui connu comme étant une partie de la subdivision du lot six dudit lot vingt-cinq B (Ptie 25B-6) et partie du lot quarante de la subdivision du lot vingt-six A (26A-40) dudit rang B de Forsyth. Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement.

Item D) La moitié sud-est du lot N° vingt-huit A du cadastre pour le rang quatre du canton de Marlow, conté de Frontenac, avec bâtisses.

Ces items seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'église pouvant exister ainsi qu'aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du C.P.C. et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.  
Québec, ce 13 janvier 1956.

Les Syndics,  
R. ERNEST LEFAIVRE, JOSEPH  
MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE,  
41616-3-2-o 111, Côte de la Montagne, Québec.

above erected, circumstances and dependencies. The purchaser must respect the passive servitudes which may affect the said immovable, free to take advantage of the active servitudes, should any exist.

Item B. A plot of land at St-Evariste Station, forming part of lot No. twenty-six-B (Pt. 26B) of the cadastre for range B of the Forsyth township, county of Frontenac, measuring the said land, about one hundred and fifty-feet in depth, taking for depth along the Lambton road by about one hundred and five feet in width, the said land bounded on one side by the land of J. B. W. Jolicœur, on the other side, by the land of Émile Hardy, on a third side, by the land of Pampalon Grégoire, and finally, on the fourth side, by the land of Joseph Bisson, Georges E. Quirion and Louis Brousseau with the house thereon erected, circumstances and dependencies. The purchaser shall respect the active and passive, apparent or unapparent servitudes of the said land and all rights of way which exist upon the said land, free to take advantage of the active servitudes, should any exist.

Item C. A plot of land at Guadeloupe, forming part of the original lots twenty-five B and twenty-six A (Pt. 25B-26A) of the cadastre, for range B of the Forsyth township, county of Frontenac, measuring seventy-five feet in width by one hundred and five feet in depth, bounded in front on the south by the St. Jean Baptiste road, by the depth, on the north, starting from the same lots remaining to the seller, on one side by lot twenty-five B-17 and on the other side, partly by lot 25B-7 and partly 26A-41; this said sold land is today known as being part of the subdivision of lot six of the said lot twenty-five B (Pt. 25B-6) and part of lot forty of the subdivision of lot twenty-six A (26A-40) of the said range B of Forsyth. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as the whole is presently.

Item D. The southeast half of lot No. twenty-eight A of the cadastre for range four of the Marlow township, county of Frontenac, with buildings.

These items shall be sold to the highest and last bidder, subject to the rents and church distribution, existing thereof as well as to the active and passive servitudes.

Titles and certificates may be inspected at all times by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the C.P.C., and also with section 55 of the Bankruptcy Act, 1949. This sale will have the effect of a sale by Sheriff.

Conditions of payment: cash.  
Québec, January 13th, 1956.

R. ERNEST LEFAIVRE, JOSEPH  
MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE,  
111, Mountain Hill, Québec. Trustees.  
41616-3-2

## Vente par licitation

## Sale by Licitiation

Canada, Province de Québec, district de Québec, dans la Cour Supérieur, N° 66,526. Édouard Boivin, industriel, de la cité de Sillery, Gabriel Boivin, industriel, de la cité de Québec, demandeurs, vs Dame Simone Boivin Prémont, de la cité de Québec, épouse séparée de biens de Robert Prémont, de la cité de Québec, Dame

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 66,526. Édouard Boivin, manufacturer, of the city of Sillery, Gabriel Boivin, manufacturer, of the city of Quebec, plaintiffs, vs Simone Boivin Prémont, of the city of Quebec, wife separated as to property of Robert Prémont, of the city of Quebec,

Marie-Paule Boivin Jolin, épouse séparée de corps et de biens de J. Émile Jolin, de la cité de Québec, Dame Vve. Germaine Boivin, Boutet, veuve de feu J. Antoine Boutet, de la cité de Québec, défendeurs.

Marie-Paule Boivin Jolin, wife separated as to bed and board of J. Émile Jolin, of the city of Québec, Germaine Boivin Boutet, widow of the late J. Antoine Boutet, of the city of Québec, and the said Robert Premont, to authorize his wife, defendants.

#### AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 17 janvier 1955, dans une cause dans laquelle Édouard Boivin, industriel, de la cité de Sillery, et Gabriel Boivin, industriel, de la cité de Québec, sont demandeurs et dames Simone Boivin Prémont, Marie-Paul Boivin Jolin et Germaine Boivin Boutet sont défenderesses, la cour a ordonné la vente par voie de licitation de tous les immeubles de la succession de feu Charles Édouard Boivin, en son vivant industriel, de la cité de Québec.

Avis est de plus donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Québec, district de Québec, le 9 décembre 1955, dans la cause ci-dessus, la cour a autorisé la vente desdits immeubles à des dates différentes.

Avis est donné que la vente par voie de licitation desdits immeubles aura lieu dans l'ordre et aux dates ci-dessous:

a) L'immeuble désigné comme suit, savoir:

"Le lot N° 2195 du cadastre officiel pour le quartier St-Pierre, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Sault-au-Matelot, mesurant 24.8 pieds de front sur 99.3 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; le lot 2196 du cadastre officiel pour le quartier St-Pierre, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec; la moitié ouest du lot N° 2197 du cadastre officiel pour le quartier St-Pierre, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et, notamment la bâtisse portant les numéros municipaux 49 et 51 rue Sault-au-Matelot, cité de Québec; et avec servitude de droit de passage sur la moitié est du lot 2197 en faveur de l'immeuble ci-dessus."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQ FÉVRIER, 1956, à DIX heures et TRENTE a.m., au bureau du protonotaire du district de Québec, au palais de justice, à Québec.

b) L'immeuble désigné comme suit, savoir:

"La subdivision numéro quarante-deux du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-huit (98-42) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la côté sud-ouest de l'Avenue des Érables, mesurant environ vingt pieds de front sur cent dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et notamment la maison portant le numéro municipal 1028 de l'Avenue des Érables, cité de Québec; avec l'usage en commun avec d'autres de la ruelle portant le numéro quarante-six des subdivisions dudit lot numéro quatre-vingt-dix-huit du même cadastre.

#### NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Québec, in the district of Québec, rendered on the 17th day of January 1955, in a case wherein Édouard Boivin, manufacturer, of the city of Sillery, and Gabriel Boivin, manufacturer, of the city of Québec, are plaintiffs and dame Simone Boivin Prémont, Marie-Paule Boivin Jolin and Germaine Boivin Boutet are defendants, the court has ordered the sale by licitation of all the immovables of the estate of the late Charles-Édouard Boivin, manufacturer of the city of Québec.

Notice is also given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Québec, in the district of Québec, the 9th day of December 1955, in the above case, the Court has authorized the sale of the said immovables at different dates.

Notice is given that the sale by licitation of the said immovables will take place in the sequence and dates hereafter:

a) The immovable described as follows to wit:

"Lot number two thousand one hundred and ninety-five (2195) of the official cadastral plan for ward St. Pierre, now ward Champlain, in the city of Québec, being a place situated on Sault-au-Matelot street, measuring 24.8 feet frontage by 99.3 feet in depth, english measure, more or less; lot number two thousand one hundred and ninety-six (2196) of the official cadastral plan for ward St. Pierre, now ward Champlain, in the city of Québec, the western half of lot number two thousand one hundred and ninety-seven (2197) of the official cadastral plan for ward St. Pierre, now ward Champlain, in the city of Québec; with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and particularly the building bearing civic numbers 49 and 51 of Sault-au-Matelot street, in the city of Québec; and with servitude of right of way across the eastern half of lot two thousand one hundred and ninety-seven (2197) in favour of the above immovable."

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY 1956, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, at the office of the Prothonotary for the district of Québec, at the Court House, in Québec.

b) The immovable described as follows, to wit:

"The subdivision number forty-two of the original lot number ninety-eight (98-42) of the official cadastral plan for Notre-Dame de Québec parish, vicinity, now ward Montcalm, of the city of Québec, being a ground situated on the south-western side of l'Avenue des Érables, measuring about twenty feet frontage by one hundred and eighteen feet in depth, english measure, more or less, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and particularly the house bearing civic number 1028 of l'Avenue des Érables, in the city of Québec; with common use with other people of a lane bearing number forty-six of the subdivisions of the said lot number ninety-eight of the same cadastral plan.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en-  
chère et adjugé au plus offrant et dernier enché-  
risseur, le TROIS MARS 1956, à DIX heures et  
TRENTE a.m., au bureau du protonotaire du  
district de Québec, au palais de justice, à Québec.

c) Les lots numéros 3906, 3907 et 3908 du  
cadastre officiel pour le quartier Montcalm,  
en la cité de Québec, avec bâtisses dessus con-  
struites, circonstances et dépendances, et notam-  
ment la maison portant les numéros municipaux  
423 et 425 de la rue St-Jean, cité de Québec,  
à distraire cependant du lot N° 3906 la lisière  
de terrain détachée de ce lot tel que décrit en  
un acte de conventions reçu par le notaire Alex-  
andre Gauvreau, à Québec, le 27 juillet 1894,  
enregistré au bureau d'enregistrement le 7 août  
de la même année sous le numéro 92528.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à  
l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier  
enchérisseur, le DIX MARS 1956, à DIX heures  
et TRENTE a.m., au bureau du protonotaire  
du district de Québec, au palais de justice, à  
Québec.

d) Un emplacement situé au quartier St-Jean  
de la cité de Québec, sur le côté nord de la rue  
St-Jean, étant le lot N° 3091 du cadastre officiel  
dudit quartier en la cité de Québec, contenant  
40 pieds de front, plus ou moins, sur 80 pieds  
de profondeur, plus ou moins, avec la maison  
et autres bâtisses dessus construites, circonstances  
et dépendances, et notamment la maison portant  
les numéros municipaux 348 et 354 rue St-Jean  
et connue sous le nom de Appartements Eatna,  
avec les droits et obligations de mitoyenneté  
y attachés et droit de drainage.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en-  
chère et adjugé au plus offrant et dernier enché-  
risseur, le DIX-SEPT MARS 1956, à DIX heures  
et TRENTE a.m., au bureau du protonotaire  
du district de Québec, au palais de justice, à  
Québec.

e) Les lots numéros 2198, 2198-A et 2199 des  
plan et livre de renvoi du cadastre officiel du  
quartier St-Pierre, de la cité de Québec, mainte-  
nant quartier Champlain, étant un emplacement  
situé sur la rue Sault-au-Matelot, avec les bâtisses  
dessus construites, circonstances et dépendances,  
et notamment les bâtisses portant les numéros  
municipaux 35, 37, 39, 39½ et 39¾ de la rue  
Sault-au-Matelot, ainsi que la moitié est du lot  
2197 du cadastre officiel du quartier St-Pierre,  
maintenant quartier Champlain, de la cité de  
Québec, avec droit de passage sur la moitié  
dudit lot 2197.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'en-  
chère et adjugé au plus offrant et dernier enché-  
risseur, le VINGT-QUATRE MARS 1956, à  
DIX heures et TRENTE a.m., au bureau du  
protonotaire du district de Québec, au palais  
de justice, à Québec.

Les immeubles ci-dessus désignés seront vendus  
sujets aux charges, clauses et conditions indi-  
quées dans le cahier des charges déposé au  
greffe du protonotaire de la Cour supérieure du

The above described immovable will be sold  
by auction and adjudged to the highest and last  
bidder, on the THIRD day of MARCH 1956,  
at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon,  
at the office of the Prothonotary for the district  
of Quebec, at the Court House, in Quebec.

c) Lots number three thousand nine hundred  
and six (3906) three thousand nine hundred and  
seven (3907) and three thousand nine hundred  
and eight (3908) of the official cadastral plan  
for ward Montcalm, in the city of Quebec, with  
buildings erected thereon, circumstances and  
dependencies, and particularly the house bearing  
the civic numbers 423 and 425 of St. Jean street,  
in the city of Quebec, subtracting however from  
lot number three thousand nine hundred and six  
(3906) the edge of ground detached from this  
lot as described in a deed of agreement received  
before notary Alexandre Gauvreau, in Quebec,  
on the twenty-seventh day of July 1894, regis-  
tered in the registry office on the seventh day of  
August, the same year, under number 92528.

The above described immovable will be sold  
by auction and adjudged to the highest and  
last bidder, on the TENTH day of MARCH  
1956, at HALF PAST TEN o'clock in the  
forenoon, at the office of the Prothonotary for  
the district of Quebec, at the Court House, in  
Quebec.

d) A place situated in ward St. Jean in the  
city of Quebec, on the northern side of St.  
Jean street, being lot number three thousand  
and ninety-one (3091) of the official cadastral  
plan for the said ward in the city of Quebec,  
comprising 40 feet frontage, more or less, by  
80 feet in depth, more or less, with the house  
and other buildings thereon erected, circum-  
stances and dependencies, and particularly the  
house bearing civic numbers 348 and 354 of  
St. Jean street and known as Eatna Building,  
with the rights and obligations of joint property  
attached thereto and right of drainage.

The above described immovable will be sold  
by auction and adjudged to the highest and  
last bidder, on the SEVENTEENTH day of  
MARCH 1956, at HALF PAST TEN o'clock  
in the forenoon, at the office of the Prothonotary  
for the district of Quebec, at the Court House,  
in Quebec.

e) Lots number two thousand one hundred and  
ninety-eight (2198) two thousand one hundred  
and ninety-eight-A (2198-A) and two thousand  
one hundred and ninety-nine (2199) of the plans  
and book of reference of the official cadastral  
plan for ward St. Pierre, in the city of Quebec,  
now ward Champlain, being a place situated  
on Sault-au-Matelot street, with the buildings  
erected thereon, circumstances and dependencies,  
and particularly the buildings bearing civic  
numbers 35, 37, 39, 39½ and 39¾ of Sault-au-  
Matelot street, and also the eastern half of lot  
two thousand one hundred and ninety-seven  
(2197) of the official cadastral plan for ward  
St. Pierre, now ward Champlain, in the city of  
Quebec, with right of way across the western  
half of the said lot two thousand one hundred  
and ninety-seven (2197).

The above described immovable will be sold  
by auction and adjudged to the highest and  
last bidder, on the TWENTY-FOURTH day  
of MARCH, 1956, at HALF PAST TEN o'clock  
in the forenoon, at the office of the Prothonotary  
for the district of Quebec, at the Court House,  
in Quebec.

The above described immovables will be sold  
subject to the charges, clauses and conditions  
indicated in the list of charges filed in the office  
of the Prothonotary of the Superior Court for

district de Québec. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la licitation de chacun des immeubles ci-dessus, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication de chacun desdits immeubles, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication de chacun desdits immeubles; à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forecloses du droit de le faire.

Québec, le 16 janvier, 1956.

LESAGE, TURGEON & BIENVENUE.

Les Procureurs de la défenderesse

MARIE-PAULE BOIVIN, JOLIN.

41622-3-2-0

the district of Quebec. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the licitation of each of the above immoveables, must be filed at the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sales and adjudication of each of the said immoveables, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication of each of the said immoveables; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, this 16th day of January, 1956.

LESAGE, TURGEON & BIENVENUE.

Attorneys for the defendant.

MARIE-PAULE BOIVIN, JOLIN.

41622-3-2-0

## Ventes pour taxes

Province de Québec

CITÉ DE CHICOUTIMI

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-sept janvier 1956, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessus désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Cité de Chicoutimi à la commission scolaire ainsi que les répartitions dues à la corporation des Syndics de la Paroisse St-François Xavier de Chicoutimi, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle de la Fanfare, à l'hôtel de ville, le VINGT-SEPT FÉVRIER 1956, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, pourront être exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales échues le ou avant le 31 décembre 1954 et les taxes scolaires échues le ou avant le 30 juin 1954, auront été payées avant le moment de la vente.

1. J. Aurèle Couturier.— Un lopin de terre à l'angle sud-ouest de l'avenue Labrecque et de la rue Price, mesurant 47 pieds de largeur du nord au sud, par 63 pieds de profondeur de l'est à l'ouest formé du lot 191-45, et borné comme suit: en front à l'est à l'avenue Labrecque; en profondeur, à l'ouest, au lot 191-46, du côté nord au terrain de Ernest Pagé ou représentants et du côté sud à la rue Price.

2. J.-Henri et J.-Roch Charron.— Les lots 1179-99, 1179-98 et 1179-86.

3. Hélène T. Gravel.— Un terrain ou emplacement étant formé de partie des lots 296 et 318, mesurant 45 pieds de largeur et est borné: en front, du côté nord, par la rue Racine, du côté est par la propriété de J.-O. Guay ou représentants; du côté sud, par la propriété de O. Demers Ltée ou représentants et du côté ouest, par la propriété du Cercle Colomb ou représentants. Ce terrain ainsi délimité contient une superficie d'environ 10,350 pieds carrés.

4. Jos. Perron.— Un terrain formé des lots 463-2 et 463-4.

5. Francis Tremblay.— Tout ce lopin de terre formant partie des lots 835 et 839, lequel terrain mesure 65 pieds de largeur du nord au sud, sur 90 pieds de profondeur, de l'est à l'ouest, et est borné: vers le nord, partie par le terrain de Augustin Fortin et partie par le terrain de Madame Lemieux ou représentants ou encore par une ligne parallèle à la rue Lorne et distante de 60 pieds de cette rue, vers l'est par une ruelle de 20 pieds de largeur avec droit pour les propriétaires du terrain maintenant décrit de se servir à perpétuité de cette ruelle pour la facilité de communiquer à la rue Lorne; vers le sud par le terrain de Joseph Desmeules représentant madame Edouard Lemieux; vers l'ouest, par le terrain de Henri Lavoie ou représentants.

## Sales for Taxes

Province of Quebec

CITY OF CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by a decree dated January twenty-seventh, 1956, has ordered the undersigned, in accordance with the provision of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207), to sell the immoveables hereinunder described for non-payment of taxation arrears owing to the city of Chicoutimi and the School Commission together with the assessments owing to the Corporation of Trustees of the parish of St. François Xavier de Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently the said immoveables shall be sold by public auction in the Band Hall, at the City Hall, the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immoveables on which municipal taxes due on or before December 31, 1954, and school taxes due on or before June 30, 1954, shall have been paid prior to the date of the sale.

1. J. Aurèle Couturier.— A plot of land at a south-west angle of Labrecque Avenue and Price Street, measuring 47 feet of width from north to south, by 63 feet of depth from east to west, formed from lot 191-45, and bounded as follows: in front to the east by Labrecque Avenue; in depth, westerly by lot 191-46, on the north side by the land of Ernest Pagé or representatives and on the south side, by Price Street.

2. J. Henri et J.-Roch Charron.— Lots 1179-99, 1179-98 and 1179-86.

3. Hélène T. Gravel.— A piece of land or emplacement comprising part of lots 296 and 318, measuring 45 feet in width and bounded: in front, on the north side, by Racine Street, on the east side by the property of J. O. Guay or representatives; on the south side, by the property of O. Demers Ltée or representatives and on the west side, by the property of "Cercle Colomb" or representatives. This land thus bounded contains an area of some 10,350 square feet.

4. Jos. Perron.— A piece of land comprising lots 463-2 and 463-4.

5. Francis Tremblay.— All that plot of land forming part of lots 835 and 839, which land measures 65 feet in width from north to south, by 90 feet of depth, from east to west and is bounded: northerly, partly by the land of Augustin Fortin and partly by the land of Madame Lemieux or representatives or by a line parallel to Lorne Street and at a distance of 60 feet from said street, easterly by a lane of 20 feet in width, with right-of-way in perpetuity for owners of the land presently described, in order that they may have access to Lorne Street; southerly by the land of Joseph Desmeules representing Mrs. Edouard Lemieux; westerly, by the land of Henri Lavoie or representatives.

6.—Inconnu.— Un terrain de figure irrégulière et comprenant des parties des lots 1079, 1080 et 1081 et borné comme suit: du côté sud-est par les terrains de MM. François Dufour, Louis-Hermel Villeneuve et Jean-Marie Tremblay ou leurs représentants; vers le sud-ouest, aux terrains de MM. Adélar Lavoie, Jos. Morency, Edouard Lamontagne, Joseph et Louis Lamontagne, Adrien Tremblay, Jean-Marie Tremblay, Arthur Doré ou leurs représentants; vers le nord-ouest, par le lot 1124; vers le nord-est, par partie des lots 1079, 1080 et 1081 suivant une parallèle à la limite sud-ouest du lot 1076 et distante de celle-ci vers le sud-ouest de 15 pieds et comprenant une superficie d'environ 52,950 pieds carrés.

7. Inconnu.— Une certaine ruelle faisant partie du lot 821 mesurant environ 15 pieds de largeur sur une profondeur d'environ 92 pieds et bornée: en front, du côté sud, par la rue Le Dorée; du côté ouest par les terrains de MM. Johnny Lavoie et Charles Nepton ou représentants; du côté nord par le terrain de Charles Nepton ou représentants et du côté est, par le terrain de Alfred Boulay ou représentants. Ce terrain contient une superficie d'environ 1380 pieds carrés.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Lesdits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujet à tous les droits acquis par la Cité de Chicoutimi et à toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce trentième jour de janvier 1956.

41572-5-2-o

Le Greffier,  
GASTON CARRIER.

6. Unknown.— A piece of land of irregular shape and comprising parts of lots 1079, 1080 and 1081, bounded as follows: on the southeast side by the land of Messrs François Dufour, Louis Hermel Villeneuve and Jean Marie Tremblay or their representatives; southwesterly, by the land of Messrs Adélar Lavoie, Jos. Morency, Edouard Lamontagne, Joseph and Louis Lamontagne, Adrien Tremblay, Jean-Marie Tremblay, Arthur Doré or their representatives; northwesterly, by lot 1124, northeasterly partly by lots 1079, 1080 and 1081 running parallel to the southwest boundary of lot 1076 at a southwesterly distance therefrom of 15 feet and comprising an area of some 52,950 square feet.

7. Unknown.— A certain lane forming part of lot 821 measuring some 15 feet in width by a depth of some 92 feet and bounded: in front, on the south side, by Le Dorée Street; on the west side by the land of Messrs Johnny Lavoie and Charles Nepton or representatives; on the north side by the land of Charles Nepton or representatives and on that of the east by the land of Alfred Boulay or representatives. This land contains an area of some 1380 square feet.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The said lots and parts of lots are of the official cadastre of the town of Chicoutimi.

They shall be sold with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, if any, subject to all the acquired rights of the city of Chicoutimi and any servitudes both active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The sale moreover, shall be subject to the rights of redemption and order provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, this thirtieth day of January, 1956.

41572-5-2

GASTON CARRIER,  
City Clerk.

P.S. L'avis de vente pour taxes de cette municipalité publié dans la *Gazette officielle de Québec* les 14 et 28 janvier 1956 est de nul effet.

P.S. The notice of sale for taxes for this municipality published in the *Quebec Official Gazette* on the 14th and 28th of January, 1956, is null and void.

ERRATUM

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE CHAMPLAIN

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle de Québec* les 21 et 28 janvier 1956, aux pages 234 et 408, à la municipalité de la paroisse de St-Prospér, dans la colonne des numéros de cadastre, au nom de Arthur O. Gagnon, on devra lire: "245 du cadastre de St-Prospér".

41614-x-o

ERRATUM

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF CHAMPLAIN

In the notice of sale for taxes published in the *Quebec Official Gazette*, on January 21 and 28, 1956, on pages 234 and 408, in the municipality of the parish of St. Prosper, in the column for numbers of the cadastre, in the name of Arthur O. Gagnon, one should read: "245 of the cadastre of St. Prosper".

41614-x

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE RIMOUSKI

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 21 et 28 janvier 1956, il faudra lire: aux pages 196 et 377, dans la municipalité de Sainte-Blandine: ajouter un "e" au mot rang dans le texte anglais, au lot N° 15. Écrire "Hudon" Martial au lieu de "Huron" martial au lot N° 62., aux pages 197 et 378, dans la municipalité du village du Bic: dans les bornes ajouter le mot "partie" après les mots "au nord-est" et rayer un "l" dans les mots Sainte Cécile dans les deux langues.

Dans la municipalité de Saint-Simon: corriger les fautes dans le texte anglais, "In the municipality of the parish of Saint-Simon", et ajouter le mot "of" dans le texte anglais après les mots "distraction to be made".

41589-X-o

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RIMOUSKI

In the notice of sale for taxes published in the *Quebec Official Gazette* on January 21st and 28th, one should read: on pages 196 and 377, in the municipality of Sainte-Blandine: add an "e" to the word ranges in the English text, to lot No. 15th, write "Hudon" Martial instead of "Huron" Martial to lot No. 62. On pages 197 and 378, in the municipality of the village of Bic: in the boundaries, add the word "part" after the words "on the north-east", and strike out a "l" in the words Sainte-Cécile in both languages.

In the municipality of Saint-Simon: correct the mistake in the English text "In the municipality of the parish of Saint-Simon", and add the word "of" in the English text after the words "distraction to be made".

41589-X

## MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LABELLE

Dans l'avis de vente pour taxes publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 21 et 28 janvier 1956, aux pages 222 et 414, au canton Turgeon (Mty de Sainte-Véronique) on devra lire: "Armand Landry" au lieu de "Marcel Landry".  
41744-o

Province de Québec

## CORPORATION DU COMTÉ DE SAGUENAY

Avis public est par le présent, donné par le soussigné, que les immeubles ci-après décrits, seront vendus par encan public le HUITIÈME jour du mois de MARS 1956, à DIX heures de l'avant-midi à la salle du Conseil, Hôtel de Ville, Tadoussac, pour les taxes municipales, scolaires et autres redevances dues aux municipalités intéressées icieux à moins qu'elles soient payées avec les frais avant la vente.

## LA CORPORATION MUNICIPALE DE SAULT-AU-MOUTON "VILLAGE"

Propriété de René Dubé, restaurateur, canton Iberville, rang IV, partie lot 47, Sault-au-Mouton. Montant des taxes dues: \$147.71.

Propriété d'Henri Chouinard, bûcheron, canton Iberville, rang IV, partie lot 46, Sault-au-Mouton. Montant des taxes dues: \$94.11.

Propriété de Léonce Dugas, menuisier, canton Iberville, rang IV, partie lot 41, Sault-au-Mouton. Montant des taxes dues: \$43.36.

Propriété de Mme Antoine St-Gelais, couturière, canton Iberville, rang IV, partie lot 48, Sault-au-Mouton. Montant taxes dues: \$82.84.

## LA CORPORATION MUNICIPALE DE COLOMBIER

Propriété de Mme Vve Marius Brisson, rentière, canton Latour, rang sud, lot 11, Latour. Montant des taxes dues: \$174.25.

Propriété de Clément Deschênes, journalier, canton Betsiamites, rang VII, lot 44, Ste-Thérèse de Colombier. Montant des taxes dues: \$109.50.

Propriété d'Ernest Dumont, menuisier, canton Betsiamites, rang V, lot 30, Ste-Thérèse de Colombier. Montant des taxes dues: \$88.71.

Propriété de Mme Vve Honoré Tremblay, Canton Betsiamites, Anse à Norbert, Ste-Thérèse de Colombier. Montant des taxes dues: \$16.59.

Propriété de Succ. Placide Talbot, canton Betsiamites, rang VI, lot 52, Ste-Thérèse de Colombier. Montant des taxes dues: \$83.48.

Donné à mon bureau à Tadoussac, comté de Saguenay, ce 18ième jour de janvier, mil neuf cent cinquante-six.

Le Secrétaire-trésorier,  
Conseil de comté de Saguenay,  
FRANÇOIS LAPOINTE.

41700-4-2-o

## MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LABELLE

In the notice of sale for taxes published in the *Quebec Official Gazette* of January 21st and 28th, 1956, on pages 222 and 414, township of Turgeon (Mty. of Saint Véronique) one should read: "Armand Landry" in lieu of: "Marcel Landry".  
41744

Province of Quebec

## CORPORATION OF THE COUNTY OF SAGUENAY

Public notice is hereby given by these presents, given by the undersigned, that the immoveables hereinafter described shall be sold by public auction on the EIGHTH day of the month of MARCH, 1956, at TEN o'clock in the forenoon, in the Council Hall, Town Hall, Tadoussac, for the municipal, and school taxes, and other taxes or rents due to the interested municipalities concerned, unless they be paid, with costs, before the sale.

## THE MUNICIPAL CORPORATION OF SAULT-AU-MOUTON "VILLAGE"

Property of René Dubé, restaurant-keeper, township of Iberville, range IV, part of lot 47, Sault-au-Mouton. Amount of taxes dues: \$147.71.

Property of Henri Chouinard, lumberjack, township of Iberville, range IV, part of lot 46, Sault-au-Mouton. Amount of taxes dues: \$94.11.

Property of Léonce Dugas, joiner, township of Iberville, range IV, part of lot 41, Sault-au-Mouton. Amount of taxes dues: \$43.36.

Property of Mrs Antoine St-Gelais, seamstress, township of Iberville, range IV, part of lot 48, Sault-au-Mouton. Amount of taxes dues: \$82.84.

## THE MUNICIPAL CORPORATION OF COLOMBIER

Property of Mrs. widow Marius Brisson, annuitant, township of Latour, range South, lot 11, Latour. Amount of taxes dues: \$174.25.

Property of Clément Deschênes, laborer, township of Betsiamites, range VII, lot 44, Ste-Thérèse of Colombier. Amount of taxes dues: \$109.50.

Property of Ernest Dumont, joiner, township Betsiamites, range V, lot 30, Ste-Thérèse of Colombier. Amount of taxes dues: \$88.71.

Property of Mrs. widow Honoré Tremblay, township of Betsiamites, Anse à Norbert, Ste-Thérèse of Colombier. Amount of taxes dues: \$16.59.

Property estate of Placide Talbot, township of Betsiamites, range VI, lot 52, Ste-Thérèse of Colombier. Amount of taxes due: \$83.48.

Given at my office at Tadoussac, county of Saguenay, this eighteenth day of January, one thousand nine hundred and fifty-six.

FRANÇOIS LAPOINTE,  
Secretary-Treasurer,  
County Council of Saguenay.

41700-4-2

## VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ABITIBI**

Canada — Province de Québec  
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { INDUSTRIEL ACCEP-  
N° 3861. } ANCE CORPORATION  
LIMITED, demanderesse vs  
RENÉ MORIN défendeur.

“Les droits acquis sur le lot 55, rang X (10), canton Hébécourt, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.”

Pour être vendus à la porte de l'église de Traverse St-Laurent, le MARDI, SIXIÈME jour de MARS 1956 à UNE heure de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, MARCEL GERVAIS.  
Amos, le 18 janvier 1956. 41737-5-2-0

**ABITIBI**

Canada — Province of Quebec  
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { INDUSTRIEL ACCEP-  
No. 3861. } ANCE CORPORATION  
LIMITED, plaintiff, vs RE-  
RENÉ MORIN, defendant.

“The rights acquired on lot 55, range X (10), township of Hébécourt, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.”

To be sold at the door of the church of Traverse St-Laurent, TUESDAY, the SIXTH day of MARCH, 1956, at ONE o'clock in the afternoon.

MARCEL GERVAIS,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Amos, January 18, 1956. 41737-5-2

**ARTHABASKA**

Canada — Province de Québec  
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { DAME ROSE ANNA  
District de Québec, } MARION, demeu-  
N° 76-672. } rant à Sainte-Croix, comté  
Lotbinière, épouse contractuellement séparée de biens de Maurice Picard, mécanicien du même lieu et MAURICE PICARD, pour assister son épouse et l'autoriser aux fins des présentes, demandeurs; vs HECTOR BRODEUR, garagiste, Sainte-Clothilde de Horton, comté d'Arthabaska, défendeur.

Un terrain situé sur le côté sud-ouest de la route régionale, au village de Sainte-Clothilde de Horton, dans le comté d'Arthabaska, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Horton comme étant une partie du lot numéro deux cent trois (p. 203), avec toutes les bâtisses dessus érigées, ce terrain mesurant cent quatre-vingts pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, mesures anglaises, et étant borné en front, à la route régionale, en profondeur, aux héritiers de Napoléon Rousseau ou leurs représentants, du côté nord-est, à Dieudonné Lacerte et de l'autre côté à Norbert Fortier, ou leurs représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde de Horton, comté d'Arthabaska, le JEUDI, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.  
Arthabaska, ce 10 janvier 1956. 41582-2-2-0

**ARTHABASKA**

Canada — Province of Quebec  
District of Arthabaska

Superior Court, { DAME ROSE ANNA  
District of Québec, } MARION, residing  
No. 76-672. } at St. Croix, county of  
Lotbinière, wife contractually separate as to property of Maurice Picard, mechanic of same locality and MAURICE PICARD, to assist his wife and authorize her for the purposes herein, plaintiffs; vs HECTOR BRODEUR, garage-keeper, St. Clothilde de Horton, county of Arthabaska, defendant.

A piece of land situated on the southwest side of the regional route, in the village of St. Clothilde de Horton, in the county of Arthabaska, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Horton, as being a part of lot number two hundred and three (p. 203), with all buildings erected thereon, said land measuring one hundred and eighty feet in width by a depth of ninety feet, English measure, and being bounded in front, by the regional route, in depth, by the heirs of Napoléon Rousseau or representatives, on the northeast side by Dieudonné Lacerte and on the other side by Norbert Fortier, or representatives.

To be sold at the door of the Parochial Church of St. Clothilde de Horton, county of Arthabaska, THURSDAY the SIXTEENTH day of FEBRUARY 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

FÉLIX HOULE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, this January 10, 1956. 41582-2-2

Canada — Province de Québec  
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { J. COME DORÉ, de la cité  
N° 10,570. } de Drummondville, dis-  
trict d'Arthabaska, deman-  
deur; vs DUBREUIL PONTBRIAND, de la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Une terre avec toutes les bâtisses dessus construites, connue et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comme portant les numéros mille soixante (1,060) et l'arpent et demi sud-ouest par la profondeur du lot mille cinquante-neuf (ptie 1,059), avec en plus, adjacent au dernier terrain ci-dessus, un autre terrain de quatre-vingt-dix pieds de largeur par deux cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, faisant partie du même lot mille cinquante-neuf (ptie 1,059), ci-dessus, avec toutes les bâtisses.

Canada — Province of Quebec  
District of Arthabaska

Superior Court, { J. COME DORÉ, of the city  
No. 10,570, } of Drummondville, dis-  
trict of Arthabaska, plaintiff;  
vs DUBREUIL PONTBRIAND, of the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

A farm with all the buildings thereon erected, known and designated on the official plan and in the book of reference on the cadastre of the township of Grantham, as bearing numbers one thousand and sixty (1,060) and the arpent and one-half south-west by the depth of lot one thousand and fifty-nine (Pt. 1,059), with, moreover, adjacent to the latter plot of ground hereinabove, another plot of ground of ninety feet in width, by two hundred and twenty feet in depth, English measure, more or less, forming part of the same lot one thousand and fifty-nine (Pt. 1,059), hereinabove, with all the buildings.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Germain de Grantham, le JEUDI, le SEIZE FÉVRIER 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Arthabaska, ce 10 janvier 1956. FÉLIX HOULE.  
41581-2-2-0

Canada, Province de Québec  
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, } J. COME DORÉ, de la cité  
N° 10,570. } de Drummondville, dis-  
trict d'Arthabaska, deman-  
deur vs DUBREUIL PONTBRIAND, de la cité  
de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Un immeuble sis à St-Simon de Drummond, rue Jean de Brébeuf, comprenant:

Un lot de terre composé:

1° d'un emplacement à distraire du lot numéro deux cent seize de la subdivision du lot numéro cent trente-huit (Ptie 138-216) au cadastre officiel du canton de Grantham, comté de Drummond, mesurant trente-trois pieds de largeur en front sur la rue Jean de Brébeuf, soixante et un pieds et demi dans sa limite sud-ouest, mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front au sud-est, la rue Jean Brébeuf; en arrière au nord-ouest une partie du dit lot deux cent seize appartenant à Philippe Matton ou représentants; d'un côté au sud-ouest, le lot numéro deux cent quinze de la même subdivision appartenant à MM. Nault et Bergeron; et de l'autre côté au nord-est l'emplacement ci-après décrit:

2° d'un emplacement à distraire du lot numéro deux cent dix-sept de la subdivision du lot numéro cent trente-huit (Ptie 138-217) au cadastre officiel du canton de Grantham, comté de Drummond, mesurant vingt-deux pieds de largeur en front sur la rue Jean de Brébeuf, cinquante-six pieds dans sa limite nord-est, mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front au sud-est de la rue Jean de Brébeuf, en arrière au nord-ouest et d'un côté au nord-est une partie du dit lot deux cent dix-sept et de l'autre côté au sud-ouest l'emplacement ci-dessus décrit et une maison à trois logis (Nos. 35, 35A, et 37), rue Jean de Brébeuf, circonstances et dépendances, ainsi que tous les droits inhérents selon les titres du Défendeur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Simon de Drummond, le JEUDI, le SEIZE FÉVRIER 1956 à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Arthabaska, ce 10 janvier 1956. FÉLIX HOULE.  
41581-2-2-0

### BEAUCE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Dans la Cour Supérieure — District de Beauce  
St-Joseph de Beauce, } J. WILFRID CLICHE,  
à savoir: } agent de Vallée-Jone-  
N° 24,408. } tion, contre JEAN-THO-  
MAS BOURRET, gara-  
giste de St-Joseph de Beauce, à savoir:

Un certain terrain ou emplacement situé en le village de St-Joseph de Beauce avec toutes les bâtisses dessus construites et dépendances, et maintenant connu comme étant le lot numéro

As the whole now stands, with active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immovable.

To be sold at the parochial church door of St. Germain of Grantham, THURSDAY, FEBRUARY SIXTEENTH, 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Le Shérif,  
Arthabaska, January 10, 1956. FÉLIX HOULE.  
41581-2-2

Canada, Province of Quebec  
District of Arthabaska

Superior Court, } J. COME DORÉ, of the city  
No. 10,570. } of Drummondville, dis-  
trict of Arthabaska, plaintiff  
vs DUBREUIL PONTBRIAND, of the city of  
Montreal, district of Montreal, defendant.

An Immovable situated at St-Simon de Drummond, Jean de Brébeuf Street, comprising:

A lot of land composed of:

1. An emplacement to be deducted from lot number two hundred and sixteen of lot subdivision number one hundred and thirty-eight (P. 138-216) on the Official Cadastre of Grantham township, county of Drummond, measuring thirty-three feet in width in front on Jean de Brébeuf Street, sixty-one feet and half in its southwesterly boundary, english measure, more or less, and bounded in front to the southeast by Jean Brébeuf Street; in rear to the north west part of said lot two hundred and sixteen belonging to Philippe Matton or representatives; on one side to the southwest, lot number two hundred and fifteen of same subdivision belonging to MM. Nault and Bergeron and on the other side to the northeast the emplacement hereinafter described;

2. An emplacement to be deducted from lot number two hundred and seventeen of lot subdivision number one hundred and thirty-eight (P. 138-217) on the Official Cadastre of Grantham township, county of Drummond, measuring twenty-two feet in width in front on Jean de Brébeuf Street, fifty-six feet in its northeasterly boundary, english measure, more or less, and bounded in front to the southeast by Jean de Brébeuf Street, in rear northwesterly and one side northeasterly part of said lot two hundred and seventeen and on the other side southwesterly said emplacement herein above described and a house including three apartments (Nos 35, 35A, and 37), Jean de Brébeuf Street, circumstances and dependencies, together with all inherent rights according to defendant's titles.

To be sold at the parochial church door of St-Simon de Drummond, THURSDAY, FEBRUARY SIXTEENTH, 1956, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Le Shérif,  
Arthabaska, January 10, 1956. FÉLIX HOULE.  
41581-2-2

### BEAUCE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

In the Superior Court — District of Beauce  
St-Joseph of Beauce, } J. WILFRID CLICHE,  
to wit: } agent of Valley-Junc-  
No. 24,408. } tion, against JEAN-THO-  
MAS BOURRET, gara-  
ge-keeper of St-Joseph of Beauce, to wit:

A certain plot of land or emplacement situated in the village of St-Joseph of Beauce, with all the buildings thereon erected and dependencies and presently known as being lot number six

six cent seize "A" (616 A) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Joseph de Beauce, borné au nord-est de l'Avenue du Palais de Justice tel qu'il est situé actuellement, le tout suivant le Procès-Verbal de bornage, dressé par l'Arpenteur Garneau dans le cours du mois de juin 1924, lequel est actuellement en la possession de Jean-Thomas Bourret, défendeur, garagiste de St-Joseph de Beauce, comme lui appartenant, tel que le tout est actuellement avec les servitudes actives et passives, sans exception ni réserve.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Joseph de Beauce, le DEUXIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.  
St-Joseph de Beauce, 18 janvier 1956. 41659-3-2-0  
[Première insertion: 21 janvier 1956].  
[Seconde insertion: 4 février 1956].

**CHICOUTIMI**

*Fieri Facias*  
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT  
N° 20,470. { AGRICOLE DU QUÉ-  
BEC, corps politique et incor-  
poré ayant son siège social à Québec, demandeur; vs JOSEPH BOUDREAUULT de St-Honoré, et LOUIS PHILIPPE BOUDREAUULT, autrefois de St-Honoré, comté de Chicoutimi, maintenant de lieux inconnus, défendeurs, et R. Ernest Lefavre, P. E. Laberge, Jos Marmette et René Lefavre, syndics, de Chicoutimi, et y faisant affaires sous les noms et raison sociale de Lefavre, Laberge, Marmette & Lefavre, mis-en-cause.

Contre les défendeurs:  
Les lots numéros soixante-et-cinq et soixante-et-dix (65 et 70), dans le rang dix (10), au cadastre officiel du canton Tremblay, avec bâtisses et dépendances.  
Sauf à distraire du lot numéro soixante-et-dix (70), du rang dix (10), Tremblay, l'emplacement de la Commission Scolaire de St-Honoré, tel que réservé dans une vente par le Shérif du district de Chicoutimi, déposée le douze de novembre mil neuf cent vingt-cinq (1925), sous le N° 6673, sur le lot N° 70, du rang dix (10), au cadastre officiel du canton Tremblay.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église de St-Honoré, JEUDI, le HUITIÈME jour du mois de MARS 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.  
Chicoutimi, le 30 janvier 1956. 41735-5-2-0

**HULL**

District de Hull

Cour Supérieure, { JOSEPH DUSSAULT, cul-  
N° 3485. { tivateur, de l'endroit ap-  
pelé Low, district de Hull,  
demandeur, vs AMERICAN POLO ASSOCIA-  
TION INC., corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires à 14K N.W. Washington, district de Columbia, dans les États-Unis d'Amérique, et William Todd, actuellement de lieux inconnus, défendeurs.

"Un morceau ou parcelle de terrain situé dans le canton de Low, comté de Gatineau, province

hundred and sixteen "A" (616 A) of the official cadastre for the parish of St-Joseph of Beauce, bounded on the northeast by the avenue of the Court House, as it is presently situated, the whole according the minutes of the survey, drawn up by Surveyor Garneau, during the course of the month of June, 1924, which is presently in the possession of Jean-Thomas Bourret, defendant, garage-keeper, of St-Joseph of Beauce, as belonging to him, as the whole now stands, with the active and passive servitudes, without exception nor reserve.

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Joseph of Beauce, on the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
St-Joseph of Beauce, January 18, 1956. 41659-3-2  
[First insertion: January 21, 1956].  
[Second insertion: February 4, 1956].

**CHICOUTIMI**

*Fieri Facias*  
District of Chicoutimi

Superior Court, { THE QUEBEC FARM  
No. 20,470. { CREDIT BUREAU, a  
body politic and corporate  
having its head office in Quebec, plaintiff vs JOSEPH BOUDREAUULT of St. Honoré, and LOUIS PHILIPPE BOUDREAUULT, formerly of St. Honoré, county of Chicoutimi, presently of unknown whereabouts, defendants, and R. Ernest Lefavre, P. E. Laberge, Jos Marmette and René Lefavre, trustees, of Chicoutimi, and carrying on business there under the names and style of Lefavre, Laberge, Marmette & Lefavre, mis-en-cause.

Against the defendants:  
Lots number sixty-five and seventy (65 and 70), in range ten (10) of the official cadastre of the township of Tremblay, with buildings and dependencies.  
Save to be deducted from lot number seventy (70), range ten (10), Tremblay, the emplacement of the School Commission of St. Honoré, such as it was reserved in a sale by Sheriff of the district of Chicoutimi, deposited the twelfth day of November, one thousand nine hundred and twenty-five (1925), under No. 6673, on lot No. 70, range ten (10), of the official cadastre of the township of Tremblay.

To be sold "en bloc" at the door of the church of St. Honoré, THURSDAY, the EIGHTH day of the month of MARCH 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, January 30, 1956. 41735-5-2

**HULL**

District of Hull

Superior Court, { JOSEPH DUSSAULT,  
No. 3485. { farmer, of a place called  
Low, district of Hull, plaintiff,  
vs AMERICAN POLO ASSOCIATION INC., a body politic and corporate, with head office and principal place of business at 14K N.W. Washington, district of Columbia, in the United States of America and William Todd, presently of unknown whereabouts, defendants.

"A piece or parcel of land situated in the township of Low, county of Gatineau, Province

de Québec, comme étant une partie du lot vingt-neuf (29), septième rang (R. VII) du canton de Low, conformément aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, ladite parcelle de terrain étant plus particulièrement décrite comme suit:

Commencant à un point marqué "A" situé sur la ligne séparative entre les lots trente et vingt-neuf (30 et 29) du septième rang (R. VII) dudit canton de Low; de là, dans une direction ouest sur une distance de neuf cent trente-sept pieds (937'), plus ou moins, le long d'un chemin municipal existant actuellement au point "B" situé sur la ligne séparative entre les lots vingt-neuf et vingt-huit (29 et 28) dans le septième rang (R. VII) dudit canton de Low; de là, dudit point "B" dans une direction sud sur une distance de six cent cinquante-cinq pieds (655') plus ou moins, le long d'un chemin municipal existant actuellement et la ligne séparative entre les lots vingt-neuf et vingt-huit (29 et 28) du septième rang (R. VII) dudit canton de Low, au point "C" situé sur ou près de la rive du Lac Rond; de là, dudit point "C" dans une direction est sur une distance de mille vingt-cinq pieds (1025'), plus ou moins le long de la rive dudit Lac Rond jusqu'au point "D" situé sur la ligne séparative entre les lots trente et vingt-neuf (30 et 29) du septième rang (R. VII) dudit canton de Low, de là, dudit point "D" jusqu'au point de départ "A" dans une direction nord sur une distance de cent soixante-deux pieds (162'), plus ou moins, le long de la ligne séparative entre les lots trente et vingt-neuf (30 et 29) dans le septième rang (R. VII) du canton de Low, le tout contenant une superficie de cinq (5) acres plus ou moins, avec toutes les améliorations y érigées, suivant acte de vente et plan enregistrés au bureau d'enregistrement, division Gatineau, le 25 janvier 1956 sous le N° 38166".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Camille, à Farrellton, district de Hull, le HUIT MARS, 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Hull, ce 28 janvier, 1956. Le Shérif, R. ST-PIERRE, 41736-5-2-0

### KAMOURASKA

*Fieri Facias de bonis et de Terris*  
Canada, Province de Québec  
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 783. ALPHONSE GAGNÉ, commerçant de Saint-Épiphane, demandeur vs OVIDE GAGNON de Saint-Arsène, défendeur.  
"La partie de lot numéro cent vingt-deux (122) de la paroisse de Saint-Arsène. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Arsène, JEUDI, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, 9 janvier 1956. Le Shérif, P.-E. MARTIN, 41561-2-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada, Province de Québec  
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 813. GÉRARD T. LEBEL, commis de Cabano, comté de Témiscouata, de-

of Quebec, as being part of lot twenty-nine (29), in the seventh range (R. VII), of the township of Low, according to the Official plan and book of reference of said township, said parcel of land being more particularly described as follows:

Commencing at a point marked "A" situated on the division line between lots thirty and twenty-nine (30 and 29), in the seventh range (R. VII), of the said township of Low; thence, in a westerly direction for a distance of nine hundred and thirty-seven feet, (937'), more or less, along a municipal road actually existing to point "B" situated on the division line between lots twenty-nine and twenty-eight (29 and 28), in the seventh range (R. VII) of the said township of Low; thence, from said point "B", in a southerly direction for a distance of six hundred and fifty-five feet (655'), more or less, along a municipal road actually existing and the division line between lots twenty-nine and twenty-eight (29 and 28), in the seventh range (R. VII), of the said township of Low, to point "C" situated on or near the shore of Round Lake; thence, from said point "C", in an easterly direction for a distance of one thousand and twenty-five feet (1025'), more or less, along the shore of said Round Lake to point "D" situated on the division line between lots thirty and twenty-nine (30 and 29), in the seventh range (R. VII), of said township of Low; thence, from said point "D" to point of commencement "A" in a northerly direction for a distance of one hundred and sixty-two feet (162'), more or less, along the division line between lots thirty and twenty-nine (30 and 29), in the seventh range (R. VII), of the township of Low, the whole containing an area of five (5) acres more or less and with all improvements thereon erected, according to deed of sale and plan registered at the Registry Office, Gatineau Division, on January 25th, 1956, under No. 38166".

To be sold at the parochial church door of St-Camille, at Farrellton, district of Hull on the EIGHTH day of MARCH 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, January 28, 1956. R. ST-PIERRE, Sheriff, 41736-5-2

### KAMOURASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada, Province of Quebec  
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 783. ALPHONSE GAGNÉ, merchant of Saint-Épiphane, plaintiff, vs OVIDE GAGNON, of Saint-Arsène, defendant.  
"Part of lot number one hundred and twenty-two (122) of the parish of Saint-Arsène. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Saint-Arsène, THURSDAY, the SIXTEENTH day of FEBRUARY, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, January 9, 1956. P.-E. MARTIN, Sheriff, 41561-2-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada, Province of Quebec  
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 813. GÉRARD T. LEBEL, clerk of Cabano, county of Témiscouata, de-

mandeur vs GEORGES LAGACÉ de Saint-Hubert, comté de Chambly, défendeur.

"Un terrain de 210 pieds carrés, situé sur le rang 2, à Notre-Dame du Lac, portant le numéro partie deux cent vingt-trois, (P. 223) du cadastre officiel de la paroisse Notre-Dame du Lac, avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame du Lac, MARDI, le QUATORZIÈME jour de FÉVRIER 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, 9 janvier 1956. 41560-2-2-0

Le Shérif, P.-E. MARTIN.

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: **MARIE-ROSE JUDITH STE-MARIE**, N° 373029. fille majeure et usant de ses droits de la cité de Longueuil, district de Montréal, demanderesse; vs Dame ARTHÉMISE ROBERGE, veuve non remariée de feu Adolphe Pierre Laforest, tent personnellement comme usufructière qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de feu Adolphe Laforest, et Demoiselle FLORIDA BOIS, en sa qualité de concillière judiciaire à ladite Dame Arthémise Roberge aux fins d'assister cette dernière aux présentes, et Dame ULRICA LAFOREST, veuve de feu Albert Tremblay, et Dame EVA LAFOREST, épouse de J. Arthur Tremblay et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, ces deux dernières autrefois des cité et district de Montréal et maintenant de lieux inconnus, défenderesses.

"Un emplacement situé sur la rue Parthenais en la cité de Montréal, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le N° deux cent soixante-huit de la subdivision officielle du lot originaire N° douze (12 ptie 268) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, mesurant ledit emplacement vingt pieds de largeur par toute la profondeur dudit lot et borné comme suit: en front, par ladite rue Parthenais en arrière par une ruelle, du côté nord-ouest, par le lot 12-269 et du côté sud-ouest par le résidu dudit lot 12-268 avec droit de passage dans la ruelle située en arrière dudit emplacement en commun avec ceux y ayant droit. Avec bâtisse en bois et brique à trois étages, de trois logements, portant les numéros civiques 4702 à 4706 inclusivement de ladite rue Parthenais et autres dépendances y érigées."

Pour être vendu, à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-SEPT FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, 11 janvier 1956. 41584-2-2-0

Le Shérif, CAISSE & HURTEAU.

**QUÉBEC**

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: **MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA PAROISSE DE ST-LÉONARD**, N° 80,072. comté de Portneuf contre: HENRI PAQUET, St-Léonard, comté de Portneuf, P.Q. Les lots numéros 323 (trois cent vingt-trois) et 325 (trois cent vingt-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Raymond, comté de

plaintiff vs GEORGES LAGACÉ, of Saint Hubert, county of Chambly, defendant.

"A piece of land of 210 square feet, situated in Range 2, at Notre-Dame du Lac, bearing number part two hundred and twenty-three, (P. 223) of the official cadastre of the parish of Notre-Dame du Lac, with house erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of Notre-Dame du Lac, TUESDAY, the FOURTEENTH day of FEBRUARY 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, January 9, 1956. 41560-2-2

P.-E. MARTIN, Sheriff.

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: **MARIE-ROSE JUDITH STE-MARIE**, No. 373029. age of majority making use of her rights, of the city of Longueuil, district of Montreal, plaintiff; vs Dame ARTHÉMISE ROBERGE, unremarried widow of the late Adolphe Pierre Laforest personally and as usufructuary as well as in her capacity of executrix of the estate of the late Adolphe Laforest, and Miss FLORIDA BOIS, in her capacity of judicial adviser to the said Dame Arthémise Roberge for the purposes herein, and Dame ULRICA LAFOREST, widow of the late Albert Tremblay, and Dame EVA LAFOREST, wife of J. Arthur Tremblay and the latter to authorize his wife for the purposes herein, the two latter formerly of the district of Montreal and presently of unknown whereabouts, defendants.

"An emplacement situated on Parthenais Street in the city of Montreal, forming part of lot of land known and designated under number two hundred and sixty-eight, of the official subdivision of original lot number twelve (12 part 268) of the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, the said emplacement measuring twenty feet in width by the whole of the depth of said lot and bounded as follows: in front, by said Parthenais Street, in the rear by a lane, on the northwest side by lot 12-269 and on the southwest side by the residue of said lot 12-268 with right-of-way to the lane situated in the back of said emplacement together with those having right thereto. With a three-storied building in wood and brick, of three tenements, bearing civic numbers 4702 to 4706 inclusive of the said Parthenais Street and other dependencies erected thereon."

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of FEBRUARY next at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Montreal, January 11, 1956. 41584-2-2

CAISSE & HURTEAU, Sheriff.

**QUEBEC**

*Fieri Facias*

Québec, to wit: **SCHOOL MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST. LÉONARD**, No. 80,072. county of Portneuf against: HENRI PAQUET, St. Léonard, county of Portneuf, P. Q. Lots numbers 323 (three hundred and twenty-three) and 325 (three hundred and twenty-five) of the official cadastre for the parish of St.

Portneuf, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Raymond, comté de Portneuf, le VINGT-CINQUIÈME jour de FÉVRIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,  
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE  
Québec, le 17 janvier 1956. 41641-3-2-0  
[Première insertion: 21 janvier 1956]  
[Deuxième insertion: 4 février 1956]

Raymond, county of Portneuf, with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Raymond, county of Portneuf, the TWENTY-FIFTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,  
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Québec, January 17, 1956. 41641-3-2  
[First insertion: January 21, 1956]  
[Second insertion: February 4, 1956]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { NORMAN STERNLIEB  
N° 76,686 { & MAX CLARFELD,  
tous deux de la cité de Québec, et y faisant affaires ensemble, sous les noms et raison sociale de: SERVICE FINANCE CO. REG'D, à 466, rue de la Couronne, en les cité et district de Québec, contre FERNAND TESSIER, domicilié à Ste-Catherine, comté de Portneuf, district de Québec.

"Un emplacement faisant partie du lot trois cent trente-six (Ptie 336) du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Catherine, comté de Portneuf, borné au nord en front vers le chemin public (VIème rang) vers l'est par un emplacement appartenant à Oscar Lemaire, ou succession, vers le sud par un terrain de la Donnacona Paper et vers l'ouest par un emplacement demeurant la propriété de M. André Drolet ou succession. Cet emplacement mesure en front cent pieds (100') mesure anglaise, circonstances et dépendances. Cet emplacement se trouve donc borné dans les trois dernières directions par d'autres parties du lot trois cent trente-six (Ptie 336).

Le lot trois cent trente-six a (336A) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Catherine, comté de Portneuf.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Raymond, comté de Portneuf, le VINGT-QUATRIÈME jour de FÉVRIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,  
ALBERT F. RACETTE.  
Québec, le 17 janvier 1956. 41642-3-2-0  
[Première insertion: 21 janvier 1956]  
[Deuxième insertion: 4 février 1956]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { VICTOR PARENT, entre-  
N° 76,586. { preneur-maçon, domicilié à 789 Royale, Beauport, comté de Québec-Montmorency, P.Q., contre PAUL E. LAVOIE, 50 rue Évangéline, Giffard, comté de Québec-Montmorency, P.Q.

1° Un emplacement situé à Giffard, à prendre et à détacher du lot numéro sept cent quarante-trois (743) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, en le comté de Québec, mesurant cinquante pieds (50') de largeur, par cent pieds (100') de profondeur, borné en front au nord par la rue Évangéline, à la profondeur au sud par un chemin privé appartenant à l'Hôpital St-Michel Archange, du côté à l'est par l'emplacement ci-après décrit et de l'autre côté à l'ouest, par une autre partie du même lot sept cent quarante-trois (743 P.) mesurant 50 pieds (50') de largeur et restant en la possession du vendeur. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

*Fieri Facias*

Québec, to wit: { NORMAN STERNLIEB  
No. 76,686 { & MAX CLARFELD,  
both of the city of Québec, carrying on business together, under the style and name of: SERVICE FINANCE CO. REG'D, at 466 Crown Street, in the city and district of Québec, against FERNAND TESSIER, domiciled at Ste. Catherine, county of Portneuf, district of Québec.

"An emplacement forming part of lot three hundred and thirty-six (Pt. 336) of the official cadastre for the parish of St. Catherine, county of Portneuf, bounded in front on the north towards the public road (VIth range) on the east by an emplacement belonging to Oscar Lemaire, or estate, on the south, by a parcel of land of the Donnacona Paper and on the west by an emplacement remaining the property of Mr. André Drolet, or estate. This emplacement measures in front one hundred feet (100') english measure, circumstances and dependencies. This emplacement is therefore found bounded in the las three directions by other parts of lot three hundred and thirty-six (Pt. 336).

Lot three hundred and thirty-six a (336A) of the official cadastre of the parish of St. Catherine, county of Portneuf.

To be sold in block at the parochial church door of St-Raymond, county of Portneuf, on the TWENTY-FOURTH day of FEBRUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,  
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Québec, January 17, 1956. 41642-3-2  
[First insertion: January 21, 1956]  
[Second insertion: February 4, 1956]

*Fieri Facias*

Québec, to wit: { VICTOR PARENT, con-  
No. 76,586. { tractor-mason, domicili-  
ed at 789 Royale, Beauport, county of Québec-Montmorency, P.Q.; against PAUL E. LAVOIE, 50 Évangéline street, Giffard, county of Québec-Montmorency, P.Q.

1. An emplacement situated at Giffard, to take and to detach from lot number seven hundred and forty-three (743) on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Beauport, in the county of Québec, measuring fifty feet (50') in width, by one hundred feet (100') in depth, bounded in front on the north by Évangéline Street, by the depth on the south by a private road belonging to the St-Michel Archange Hospital, on the east side, by the emplacement hereinafter described, and on the other side, on the west, by another part of the same lot seven hundred and forty-three (743 P.) measuring 50 feet (50') in width and remaining in the possession of the seller. With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° Un emplacement situé à Giffard, à prendre et à détacher du lot numéro sept cent quarante-trois (743 ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport en le comté de Québec, mesurant cinquante pieds (50') de largeur par cent pieds de profondeur (100'), borné en front au nord par la rue Évangéline, à la profondeur au sud par un chemin privé appartenant à l'Hôpital St-Michel Archange, du côté à l'est par une partie du même lot sept cent quarante-trois (743 ptie), mesurant cent pieds (100') de largeur et restant au vendeur et de l'autre côté à l'ouest, par l'emplacement en premier lieu décrit, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Giffard, comté de Québec-Montmorency, le HUITIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,  
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,  
Québec, le 31 janvier 1956. 41740-5-2-0  
[Première insertion: 4 février 1956.]  
[Deuxième insertion 18 février 1956.]

2. An emplacement situated at Giffard, to take and detach from lot number seven hundred and forty-three (743-Pt) from the official cadastre for the parish of Beauport in the county of Quebec, measuring fifty feet (50') in width by one hundred feet in depth (100'), bounded in front on the north, by Évangéline street, by the depth on the south, by a private road belonging to the St. Michel Archange Hospital, on the east side by a part of the same lot seven hundred and forty-three (743 Pt.), measuring one hundred feet (100') in width and remaining to the seller and on the other side, on the west, by the emplacement described in the first place, with building thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Giffard, county of Quebec-Montmorency, on the EIGHTH day of MARCH, next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,  
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Quebec, January 31, 1956. 41740-5-2  
[First insertion: February 4, 1956.]  
[Second insertion: February 18, 1956.]

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: { LA CAISSE POPULAIRE  
N° 81,059 { DE DONNACONA,  
société régie par la Loi des  
Syndicats Coopératifs de Québec (S.R.Q. 1941,  
chapitre 290), ayant son siège social à Donnacona,  
comté de Portneuf dans le district de Québec;  
contre GUILLAUME LAQUERRE, résidant à Donnacona,  
comté de Portneuf, district de Québec.

"Un terrain emplacement avec maison dessus construites situé à Donnacona, comté de Portneuf, mesurant cinquante pieds (50') de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quinze pieds (95'), mesure anglaise, connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-six de la subdivision officielle du lot numéro soixante-quatorze (74-136) aux plan et livre de renvois du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Baptiste, les Écureuils, comté de Portneuf avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sauf à distraire la partie appartenant à la Ville de Donnacona suivant titre enregistré à Cap-Santé, sous le numéro 128-952".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Donnacona, comté de Portneuf, le NEUVIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,  
Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE,  
Québec, le 31 janvier 1956. 41739-5-2-0  
[Première insertion: 4 février 1956]  
[Deuxième insertion: 18 février 1956]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Rimouski

Cour Supérieure, { LÉONIDAS GERMAIN,  
N° 16,506 { marchand, de Sayabec,  
comté de Matapédia, district  
de Rimouski, demandeur vs ALFRED DUBÉ,  
de Sayabec, comté de Matapédia, district de  
Rimouski, défendeur.

Un terrain situé dans le village de Sayabec, faisant partie et distraire du lot connu et désigné sous le N° cent soixante-six quarante-cinq (P. 166-45) du cadastre officiel du village de Sayabec avec les bâtisses dessus construites, circonstan-

*Fieri Facias*

Québec, to wit: { LA CAISSE POPULAIRE  
No. 81,059 { DE DONNACONA,  
{ an association governed by  
the Quebec Cooperative Syndicats Act (R.S.Q.  
1941, chapter 290), having its head office at  
Donnacona, county of Portneuf in the district  
of Québec; against GUILLAUME LAQUERRE,  
residing at Donnacona, county of Portneuf,  
district of Québec.

"A land emplacement with house erected thereon, situated at Donnacona, county of Portneuf, measuring fifty feet (50') in width and ninety-five feet (95') in depth; English measure, known and designated as lot number one hundred and thirty-six of the official subdivision of lot number seventy-four (74-136) on the plan and book of reference of the official cadastre for the parish of St. Jean Baptiste, Les Écureuils, county of Portneuf, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies; save and except that part belonging to the town of Donnacona according to title registered at Cap Santé, under number 128-952".

To be sold at the door of the parochial church of Donnacona, county of Portneuf, the NINTH day of MARCH next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, January 31, 1956. 41739-5-2  
[First insertion: February 4, 1956]  
[Second insertion: February 18, 1956.]

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Rimouski

Superior Court, { LÉONIDAS GERMAIN,  
No. 16,506 { merchant, of Sayabec,  
county of Matapédia, dis-  
trict of Rimouski, plaintiff vs ALFRED DUBÉ,  
of Sayabec, county of Matapédia, district of  
Rimouski, defendant.

A piece of land situated in the village of Sayabec, forming part of and to be deducted from lot known and designated under number one hundred and sixty-six forty-five (P.-166-45) of the official cadastre of the village of Sayabec with

ces et dépendances, ledit terrain borné au sud à la rue St-Antoine, au nord par le terrain de Joseph Carroll, à l'ouest à Joseph Paquet et à l'est par Léonidas Germain, ledit terrain mesurant quatre-vingt-dix pieds (90) de profondeur à partir de la rue St-Antoine jusqu'au terrain de Joseph Carroll, et de la largeur qu'il y a à partir du terrain de Joseph Paquet jusqu'à une ligne droite partant de la rue St-Antoine et allant jusqu'au terrain de Joseph Carroll et longeant la bâtisse magasin sur le terrain de Léonidas Germain, à une distance de dix pieds plus ou moins de ladite bâtisse-magasin, laquelle ligne longera la bâtisse sur le terrain décrit ci-haut. Cette vente est faite de plus à la charge par l'acquéreur de payer la rente ou loyer dudit terrain à la Fabrique de Sayabec.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sayabec, le SEIZIÈME jour de FÉVRIER, 1956, à TROIS heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député Shérif,  
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.  
Rimouski, 10 janvier 1956. 41583-2-2-0

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province de Québec  
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { LOUIS TURCOTTE,  
N° 25,436. { marchand, Saint-Robert, district de Rimouski,

demandeur vs ROGER MERCIER, ci-devant de la paroisse de Saint-Robert, maintenant domicilié à 4006 Ethel, Verdun, Montréal, défendeur.

Le lot N° cent trente-cinq (135) de la subdivision officielle du lot N° deux cent onze (135-211) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Robert de Rimouski, maintenant compris dans les limites de la ville de Rimouski, à charge d'une rente foncière de \$14.00 par année à Julien Ouellet ou représentant, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Shérif, le QUATORZIÈME jour de FÉVRIER, 1956, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure de l'Atlantique).

Le Député-Shérif,  
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.  
Rimouski, 10 janvier 1956. 41562-2-2-0

## ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*  
Canada, Province de Québec  
District de Roberval

Cour Supérieure, { LA SOCIÉTÉ DES ARTI-  
N° 16308. { TISANS société mutuel-

le d'assurance, corporation légalement constituée, ayant son siège social en les cité et district de Montréal demanderesse, vs J. EUGÈNE LAROUCHE, manufacturier de chaussures, de Hébertville-Station, comté Lac St-Jean, district de Roberval, défendeur.

Un emplacement connu comme étant une partie du lot 6-a-13 du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton Labarre, laquelle est bornée comme il suit: vers le nord par la rue Saint-Louis; vers l'ouest par une partie du même lot 6-a-13; vers le sud par la rue Saint-Paul et vers l'est par le terrain d'Aimé Maltais ou représentant, et mesure 40 pieds de largeur sur une profondeur de 100 pieds, avec bâtisses et dépendances et une servitude de passage du côté est avec Aimé Maltais et du côté ouest avec Antoine Simard ou leur représentant respectif.

buildings erected thereon, circumstances and dependencies, the said land bounded southerly by St. Antoine Street, northerly by the land of Joseph Carroll, westerly by Joseph Paquet and easterly by Léonidas Germain, the said land measuring ninety (90) feet in depth from St. Antoine Street as far as the land of Joseph Carroll, and the width that exists between the land of Joseph Paquet and a straight line commencing at St. Antoine Street and running as far as the land of Joseph Carroll, and bordering the store building on the land of Léonidas Germain, at a distance of ten feet more or less from the said Store-building, which line bordering the building the described land hereinabove; moreover the purchaser in this sale is subject to paying the rent or rental of said land to the Fabrique of Sayabec.

To be sold at the door of the Church of the parish of Sayabec, the SIXTEENTH day of FEBRUARY, 1956, at THREE o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Rimouski, January 10, 1956. 41583-2-2-0

*Fieri Facias de Terris*  
Canada — Province of Quebec  
District of Rimouski

Magistrate's Court, { LOUIS TURCOTTE,  
No. 25,436. { merchant, St. Robert, district of Rimouski, plain-

tiff vs ROGER MERCIER, heretofore of the parish of St. Robert, presently domiciled at 4006 Ethel, Verdun, Montreal, defendant.

Lot No. one hundred and thirty-five (135) of the official subdivision of lot No. two hundred and eleven (135-211) in the official cadastre of the parish of St. Robert of Rimouski, presently comprised within the limits of the town of Rimouski, encumbered with a ground rent of \$14.00 per year to Julien Ouellet or representative, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Atlantic Time.)

JACQUES MARTIN,  
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.  
Rimouski, January 10, 1956. 41562-2-2-0

## ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*  
Canada, Province of Quebec  
District of Roberval

Superior Court, { LA SOCIÉTÉ DES ARTI-  
No. 16308. { SANS, mutual insurance

society, corporation legally incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, vs J. EUGÈNE LAROUCHE, shoe manufacturer, of Hébertville-Station, county of Lake St. John, district of Roberval, defendant.

An emplacement known as being a part of lot 6-a-13 of the official cadastre for the second range west of the township of Labarre, which is bounded as follows: on the North, by Saint-Louis Street; on the West, by a part of the same lot 6-a-1; on the South, by Saint-Paul Street, and on the East, by the land of Aimé Maltais or representative, and measuring 40 feet in width by a depth of 100 feet, with buildings and dependencies and a servitude of right-of-way on the East side with Aimé Maltais and on the West side, with Antoine Simard or their respective representative.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, à Hébertville-Station, comté et district de Roberval, province de Québec, le VINGT-NEUVIÈME (29) jour de FÉVRIER 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the parochial church door, at Hébertville-Station, county and district of Roberval, Province of Quebec, on the TWENTYNINTH (29) day of FEBRUARY, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, LÉON MAURICE LAVOIE,  
Palais de Justice de Roberval,  
District de Roberval,  
ce 10 janvier 1956. 41569-2-2-0

LÉON MAURICE LAVOIE,  
Sheriff's Office,  
Court House of Roberval,  
District of Roberval,  
January 10th, 1956. 41569-2-2

*Fieri Facias de Terris*  
Canada, Province de Québec  
District de Roberval

*Fieri Facias de Terris*  
Canada, Province of Quebec  
District of Roberval

Cour Supérieure, { PHILIPPE GUY, marchand, de St-Prime, demandeur, vs GÉRARD BOLDUC, de Roberval, défendeur.

Superior Court, { PHILIPPE GUY, merchant, of Saint Prime, plaintiff, vs GÉRARD BOLDUC, of Roberval, defendant.

Une maison d'habitation et tout autre bâtiment en dépendant érigés sur une partie du lot numéro 89 du cadastre officiel pour le canton Roberval, laquelle partie est de forme triangulaire et bornée: vers le nord-est par l'ancien chemin de front dudit lot; vers le nord-ouest par le chemin qui sépare ledit canton du canton Ouïatchouan; vers le sud-ouest et le sud-est par un chemin public faisant partie de la route régionale et pavé en asphalte.

A dwelling-house and any other dependency erected on a part of lot number 89 of the official cadastre for the township of Roberval, which part is of triangular shape and bounded: to the northeast by the former front road of said lot; northwesterly by the road dividing the said township from that of Ouïatchouan; southwesterly and southeasterly by public highway forming part of the regional route paved in asphalt.

Pour être vendue à mon bureau, au Palais de Justice de Roberval, comté et district de Roberval, province de Québec, le VINGT-HUITIÈME (28) jour de FÉVRIER 1956 à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at my office, at the Court House of Roberval, County and District of Roberval, province of Quebec, the TWENTYEIGHTH (28) day of FEBRUARY 1956 at TEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, LÉON MAURICE LAVOIE,  
Palais de Justice de Roberval,  
district de Roberval,  
ce 10 janvier 1956. 41570-2-2-0

LÉON MAURICE LAVOIE,  
Sheriff's Office,  
Court House of Roberval,  
District of Roberval,  
this January 10th, 1956. 41570-2-2

ERRATUM

ERRATUM

Dans cet avis publié à la page 177 de la Gazette officielle de Québec, du 14 janvier 1956, veuillez lire: PHILIPPE GUY, au lieu de: PHILIPPE ROY.

In this notice published on page 177 of the Quebec Official Gazette of January 14th, 1956, please read: PHILIPPE GUY, instead of: PHILIPPE ROY.

ROUYN-NORANDA

ROUYN-NORANDA

*Fieri Facias de Terris*  
District de Témiscamingue  
Cour Supérieure

*Fieri Facias de Terris*  
District of Témiscamingue  
Superior Court

Ville-Marie, { ROMUALD RENAUD, marchand de Rouliers, dans le N° 851. { district de Rouyn-Noranda, demandeur, vs AUREL PREVOST, du même lieu, mais actuellement de Sturgeon Falls, Ont., ou de lieux inconnus, défendeur

Ville-Marie, { ROMUALD RENAUD, merchant to wit: { No. 851. { district of Rouyn-Noranda, plaintiff, vs AUREL PREVOST, of the same place, but actually of Sturgeon Falls, Ont., or of unknown abode, defendant.

Saisis comme appartenant audit défendeur: Les droits acquis sur le lot N° 17 rang II, canton Montreuil, district de Rouyn-Noranda, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Seized as belonging to the defendant: The acquired rights on lot No. 17 range II, Montreuil township, district of Rouyn-Noranda, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St. Vincent de Paul de Montreuil, P.Q. le SEIZIÈME jour de FÉVRIER 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the church door of St. Vincent de Paul de Montreuil, P.Q., on the SIXTEENTH day of FEBRUARY, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU,  
Rouyn, le 9 janvier 1956. 41558-2-2-0  
[1ère insertion le 14 janvier 1956]

J. H. CHARBONNEAU,  
Sheriff's Office,  
Rouyn, January 9th, 1956. 41558-2-2-0  
[1st insertion January 14th, 1956]

TROIS-RIVIÈRES

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec  
District de Trois-Rivières

Canada — Province of Quebec  
District of Trois-Rivières

Cour Supérieure, { PAUL CADORETTE, manufacturier de la cité de Grand'Mère, y faisant affai-

Superior Court, { PAUL CADORETTE, manufacturer of the city of Grand'Mère, carrying on bu-

res sous la raison sociale de Cadorette et Cie, demandeur, vs BONAVENTURE LAPLANTE, cidevant de St-Théophile du Lac à la Tortue et résidant actuellement à Grand'Mère, district des Trois-Rivières, défendeur.

Un immeuble situé dans la paroisse de St-Théophile du Lac à la Tortue, étant la subdivision numéro quatorze (14) du lot originaire numéro onze (11) du rang XIII, canton Radnor, étant anciennement une subdivision du lot numéro vingt-cinq (25) du Block B, du cadastre officiel du comté de Champlain, canton Radnor, et contenant trois cent cinquante pieds (350') de largeur au front et en arrière sur la profondeur de cent pieds (100'), mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Théophile du Lac à la Tortue, le QUATORZIÈME jour du mois de MARS mil neuf cent cinquante-six, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, MERCIER & PELLERIN.

Trois-Rivières, le 31 janvier 1956. 41738-5-2-o

siness under the style of Cadorette and Cie., plaintiff, vs BONAVENTURE LAPLANTE, heretofore of St. Théophile du Lac à la Tortue and residing presently at Grand'Mère, district of Trois-Rivières, defendant.

An immoveable situated in the parish of St. Théophile du Lac à la Tortue, being subdivision number fourteen (14) of the original number eleven (11) of range XIII, township Radnor, being formerly a subdivision of lot number twenty-five (25) of Block B, of the official cadastre of the county of Champlain, township of Radnor, and containing three hundred and fifty feet (350') in width in front and in rear upon the depth of one hundred feet (100'), English measure, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Théophile du Lac à la Tortue, on the FOURTEENTH day of the month of MARCH, nineteen hundred and fifty-six, at THREE o'clock in the afternoon.

MERCIER & PELLERIN,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Trois-Rivières, January 31st, 1956. 41738-5-2

## Soumission

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, H.-P. Émond, greffier, Hôtel de Ville, Sherbrooke, jusqu'à 4.00 heures p.m., lundi, le 20 février 1956, pour l'achat de \$2,724,000 d'obligations de la cité de Sherbrooke, datées du 1er mars 1956 et remboursables par séries du 1er mars 1957 au 1er mars 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% pour les échéances de 1957 à 1961 inclusivement, non inférieur à 3½% pour les échéances de 1962 à 1976 inclusivement et non supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 834 — \$610,000.00 pavages et égouts; 835 — \$650,000.00, électricité; 852-866—\$370,000.00, marché public; 851—\$100,000.00, achat d'équipement pour fins industrielles; 859—\$14,000.00, construction d'immeuble pour fins industrielles et 865—\$980,000.00 construction d'une bâtisse municipale, achat d'équipement et de terrain et divers travaux.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$2,724,000.00—20 ans

Année	Capital
1er mars 1957	\$103,000.00
1er mars 1958	107,000.00
1er mars 1959	111,000.00
1er mars 1960	114,000.00
1er mars 1961	119,000.00
1er mars 1962	124,000.00
1er mars 1963	129,000.00
1er mars 1964	134,000.00
1er mars 1965	139,000.00
1er mars 1966	143,000.00
1er mars 1967	129,000.00
1er mars 1968	135,000.00

## Tender

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned H. P. Émond, clerk, City Hall, Sherbrooke, until 4.00 o'clock p.m., Monday, February 20, 1956 for the purchase of an issue of \$2,724,000.00 of bonds of the City of Sherbrooke, dated March 1st, 1956 and redeemable serially from March 1st, 1957 to March 1st, 1976 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% for those maturing from 1957 to 1961 inclusive, not less than 3½% for those maturing from 1962 to 1976 inclusive, and not over 4½% per annum payable semi-annually on March 1st and September 1st. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-laws Nos 834—\$610,000.00, pavings and sewers; 835—\$650,000.00, for electricity; 852-866—\$370,000.00, public market; 851—\$100,000.00, purchasing of equipment for industrial purposes; 859—\$14,000.00, erection of building for industrial purposes; and 865—\$980,000.00, erection of municipal building, purchasing of equipment, land and various operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from March 1st 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$2,724,000.00—20 years

Year	Capital
March 1st, 1957	\$103,000.00
March 1st, 1958	107,000.00
March 1st, 1959	111,000.00
March 1st, 1960	114,000.00
March 1st, 1961	119,000.00
March 1st, 1962	124,000.00
March 1st, 1963	129,000.00
March 1st, 1964	134,000.00
March 1st, 1965	139,000.00
March 1st, 1966	143,000.00
March 1st, 1967	129,000.00
March 1st, 1968	135,000.00

1er mars 1969.....	141,000.00
1er mars 1970.....	147,000.00
1er mars 1971.....	143,000.00
1er mars 1972.....	149,000.00
1er mars 1973.....	155,000.00
1er mars 1974.....	160,000.00
1er mars 1975.....	169,000.00
1er mars 1976.....	173,000.00

March 1st, 1969.....	141,000.00
March 1st, 1970.....	147,000.00
March 1st, 1971.....	143,000.00
March 1st, 1972.....	149,000.00
March 1st, 1973.....	155,000.00
March 1st, 1974.....	160,000.00
March 1st, 1975.....	169,000.00
March 1st, 1976.....	173,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Sherbrooke ou à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 20 février 1956, à 4 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Sherbrooke.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sherbrooke, ce 1er février 1956.

Le Greffier,  
H. P. ÉMOND.

Hôtel de Ville,  
Sherbrooke, P.Q.

41746

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, et Montreal, Quebec, Sherbrooke or Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, February 20, 1956, at 4.00 o'clock p.m., at the City Hall, Sherbrooke.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke, this February 1st, 1956.

H. P. ÉMOND,  
Clerk.

City Hall,  
Sherbrooke, P.Q.

41746

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 5

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Dugré vs Fréchette.....	521
Leblanc vs Lambert.....	522
Ostiguy vs Boucher.....	521
Prost vs Baudoin.....	522

### ARRÊTÉS EN CONSEIL:

65-E—Fabrication en métal en feuilles.....	522
65-F—Fabrication des produits de métal en feuilles, Montréal.....	522

### AVIS AUX INTÉRESSÉS:

485

### AVIS DIVERS:

Caisse populaire St-David de Lévis (nom changé).....	524
Charles Duranceau Limitée—Charles Duranceau Limited (directeurs).....	525
Eastern Canada Gas & Oil Ltd (directeurs).....	524
Edouard Gohier Limitée (directeurs).....	523
Gordon & Son Inc., (directeurs).....	525
La Caisse d'Économie des Employés de Radio et Télévision de Montréal—Montreal Radio and Television Employees Credit Union (nom changé).....	525

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 5

### ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dugré vs Fréchette.....	521
Leblanc vs Lambert.....	522
Ostiguy vs Boucher.....	521
Prost vs Baudoin.....	522

### ORDERS IN COUNCIL:

65-E—Sheet metal fabricating.....	522
65-F—Sheet metal products fabricating, Montreal.....	522

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

485

### MISCELLANEOUS NOTICES:

Caisse populaire St-David de Lévis (name changed).....	524
Charles Duranceau Limited — Charles Duranceau Limitée (directors).....	525
Eastern Canada Gas & Oil Ltd (directors).....	524
Edouard Gohier Limitée (directors).....	523
Gordon & Son Inc. (directors).....	525
La Caisse d'Économie des Employés de Radio et Télévision de Montréal—Montreal Radio and Television Employees Credit Union (name changed).....	525

L'Association Incorporée des Employés de Woodhouse et La Cie Légaré (Québec) (formation).....	527	L'Association Incorporée des Employés de Woodhouse et La Cie Légaré (Québec), (formation).....	527
Le Garage Coopératif de Granby (liquidation).....	527	Le Garage Coopératif de Granby (liquidation).....	527
Parent, village (barrage).....	523	Parent, village (dam).....	523
Pontiac Farmer's Co-operative (fondation).....	528	Pontiac Farmer's Co-operative (foundation).....	528
Portneuf Mineral Corporation (directeurs).....	527	Portneuf Mineral Corporation (directors).....	527
Quick Flame Gas Ltd. (directeurs).....	525	Quick Flame Gas Ltd. (directors).....	525
Radio Alleghanys Inc. (directeurs).....	526	Radio Alleghanys Inc., (directors).....	526
Richmond, ville (barrage).....	526	Richmond, town (dam).....	526
St-Lambert Curling Club (directeurs) ..	528	St. Lambert Curling Club (directors) ..	528
St-Lambert Curling Club (règlement) ..	528	St. Lambert Curling Club (by-laws) ..	528
Saint-Placide-de-Béarn, munic. (nom changé).....	523	Saint-Placide-de-Béarn, munic. (name changed).....	523
Sternthal Realty Company (directeurs) ..	526	Sternthal Realty Company (directors) ..	526
Syndicat Catholique Féminin des Services Hospitaliers Inc. (nom changé) ..	524	Syndicat Catholique Féminin des Services Hospitaliers Inc. (name changed) ..	524
<b>CHARTES — ABANDON DE:</b>		<b>CHARTERS — SURRENDER OF:</b>	
Achille Lafond Inc.....	528	Achille Lafond Inc.....	528
Dobridge Ladies Wear Ltd.....	528	Dobridge Ladies Wear Ltd.....	528
The Real Need of Happiness Toy Shops Inc.....	528	The Real Need of Happiness Toy Shops Inc.....	528
<b>DEMANDES À LA LÉGISLATURE:</b>		<b>APPLICATIONS TO LEGISLATURE:</b>	
de Charmant, Pierre.....	530	de Charmant, Pierre.....	530
La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs.....	529	La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs.....	529
Laverdure, Conrad.....	529	Laverdure, Conrad.....	529
Ste-Foy, cité.....	529	Ste-Foy, city.....	529
<b>DÉPARTEMENTS — AVIS DES:</b>		<b>DEPARTMENTAL NOTICES:</b>	
<b>INSTRUCTION PUBLIQUE:</b>		<b>EDUCATION:</b>	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
St-Antoine-de-Lennoxville (catholique) ..	531	St-Antoine-de-Lennoxville (catholic).....	531
<b>TERRES ET FORÊTS:</b>		<b>LANDS AND FOREST:</b>	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Charlesbourg, paroisse.....	530	Charlesbourg, parish.....	530
St-Germain-de-Rimouski, ville.....	530	St-Germain-de-Rimouski, town.....	530
Tessier, canton.....	530	Tessier, township.....	530
<b>TRAVAIL:</b>		<b>LABOUR:</b>	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Traders of:</i>	
Automobile de Montréal (prélèvement) ..	509	Automobile of Montreal (levy).....	509
Chapellerie pour dames et enfants, Province (prélèvement).....	512	Millinery and women's and child ren headwear, Province (levy).....	512
Construction de Montréal (avis).....	514	Construction of Montreal (notice).....	514
Convention collective relative à l'industrie de la sacoche, Province.....	514	Collective agreement relating to the handbag industry, Province.....	514
Verres, district Québec (Prélèvement) ..	511	Glass, district of Quebec (levy).....	511
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Admiral Utilities Inc.....	486	Admiral Utilities Inc.....	486
Aird Equipment Limited.....	487	Aird Equipment Limited.....	487
Albert Therrien & Fils Limitée.....	487	Albert Therrien & Fils Limitée.....	487
Allen Plastics Company.....	487	Allen Plastics Company.....	487
A. & L. Pelletier Limitée.....	488	A. & L. Pelletier Limitée.....	488
Arcand & Arcand Inc.....	488	Arcand & Arcand Inc.....	488
Association des Marchands d'Automobiles de l'Ouest du Québec — Western Quebec Automobile Dealers Association.....	488	Association des Marchands d'Automobiles de l'Ouest du Québec — Western Quebec Automobile Dealers Association.....	488
Atlas Trunk & Luggage Manufacturing Co. Inc.....	489	Atlas Trunk & Luggage Manufacturing Co. Inc.....	489
Beaulieu Holding Inc.....	489	Beaulieu Holding Inc.....	489
Bel-Air Fuels Company Limited.....	490	Bel-Air Fuels Company Limited.....	490
Blocs de Ciment de Ste-Anne, Inc. —		Blocs de Ciment de Ste-Anne, Inc. —	

Ste-Anne Concrete Blocks, Inc. ....	490	Ste-Anne Concrete Blocks, Inc. ....	490
Brossard Automobile Limitée .....	490	Brossard Automobile Limitée .....	490
Bruneau & Fils Inc. ....	491	Bruneau & Fils Inc. ....	491
Canadian Progress Club (Ville de Québec) .....	491	Canadian Progress Club (Ville de Québec) .....	491
Caven Circle Homes Inc. ....	491	Caven Circle Homes Inc. ....	491
Cosma Limited. ....	492	Cosma Limited. ....	492
Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.—Excelsior Accessoires de Bureau et Imprimerie Ltée. ....	492	Excelsior Office Supplies and Printing Ltd.—Excelsior Accessoires de Bureau et Imprimerie Ltée. ....	492
Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd. ....	493	Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd. ....	493
Hamel Construction Ltée—Hamel Construction Ltd. ....	493	Hamel Construction Ltée—Hamel Construction Ltd. ....	493
H. Marcotte Ltée. ....	493	H. Marcotte Ltée. ....	493
Isle View Development Corp. ....	494	Isle View Development Corp. ....	494
J.-B. Maltais Inc. ....	494	J.-B. Maltais Inc. ....	494
Kass Bros. Ltd. ....	494	Kass Bros. Ltd. ....	494
L'Association Forestière de la Côte Nord Inc. ....	494	L'Association Forestière de la Côte Nord Inc. ....	494
Les Éditions Laurentiennes Limitée.—Laurentian Publishing Limited. ....	495	Les Éditions Laurentiennes Limitée.—Laurentian Publishing Limited. ....	495
Les Sables St-Maurice Sand Inc. ....	495	Les Sables St-Maurice Sand Inc. ....	495
Magasin à Rayons Shier, Ltée. ....	496	Magasin à Rayons Shier, Ltée. ....	496
Magazine Printing Co. Ltd. ....	496	Magazine Printing Co. Ltd. ....	496
Majestic Jewellers Ltd. ....	496	Majestic Jewellers Ltd. ....	496
Marchand Petroleum Co., Ltd. ....	497	Marchand Petroleum Co., Ltd. ....	497
Marguerite Florists Ltd. ....	497	Marguerite Florists Ltd. ....	497
Maurice Thibault Ltd. ....	497	Maurice Thibault Ltd. ....	497
Maxam Company Limited—Compagnie Maxam Limitée. ....	498	Maxam Company Limited—Compagnie Maxam Limitée. ....	498
Melcar, Inc. ....	498	Melcar, Inc. ....	498
Melrose Building Corp. ....	498	Melrose Building Corp. ....	498
Ménard & Frère Incorporé. ....	499	Ménard & Frère Incorporé. ....	499
Model Housing Development Corp. ....	499	Model Housing Development Corp. ....	499
Montreal Diffusion Inc. ....	499	Montreal Diffusion Inc. ....	499
Oligny Publishing Co. Limited. ....	500	Oligny Publishing Co. Limited. ....	500
O'Neill Paints Inc. ....	500	O'Neill Paints Inc. ....	500
Outremont Refrigerating & Storage Co. P. A. Beaudoin, Inc. ....	501	Outremont Refrigerating & Storage Co. P. A. Beaudoin, Inc. ....	501
Papineau-Gilford Motors Ltd. ....	501	Papineau-Gilford Motors Ltd. ....	501
Peoples Shoes Sales Inc. ....	501	Peoples Shoes Sales Inc. ....	501
Portneuf Construction Ltd. ....	502	Portneuf Construction Ltd. ....	502
Premiums Inc. ....	502	Premiums Inc. ....	502
Raymond Lapointe, Inc. ....	502	Raymond Lapointe, Inc. ....	502
Riverside Shopping Centre Ltd. ....	503	Riverside Shopping Centre Ltd. ....	503
Robert Decelles Incorporée. ....	503	Robert Decelles Incorporée. ....	503
Roland Leblanc & Co. Ltd. ....	503	Roland Leblanc & Co. Ltd. ....	503
Scierie Gallichan Inc. ....	504	Scierie Gallichan Inc. ....	504
Seaway Cartage Ltd. ....	504	Seaway Cartage Ltd. ....	504
S. Edgar Dussault & Fils Inc. ....	504	S. Edgar Dussault & Fils Inc. ....	504
Sherbrooke Enterprises Inc. ....	505	Sherbrooke Enterprises Inc. ....	505
Safeguard Investments Inc. ....	505	Safeguard Investments Inc. ....	505
Star Novelty Incorporated. ....	505	Star Novelty Incorporated. ....	505
Ste-Geneviève Highlands Inc. ....	506	Ste-Geneviève Highlands Inc. ....	506
St-Jérôme County Realty Inc. ....	506	St-Jérôme County Realty Inc. ....	506
St-Lambert Curling Club. ....	531	St-Lambert Curling Club. ....	531
The Cedars, Home for Elderly People. ....	506	The Cedars, Home for Elderly People. ....	506
The Romark Building Inc. ....	507	The Romark Building Inc. ....	507
The Valleyfield Figure Skating Club Incorporated. ....	507	The Valleyfield Figure Skating Club Incorporated. ....	507
Tower Mines Co. Limited. ....	508	Tower Mines Co. Limited. ....	508
Universal Radiators Ltd. ....	508	Universal Radiators Ltd. ....	508
Wulston Le Blanc Inc. ....	509	Wulston Le Blanc Inc. ....	509

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

La Prévoyance Compagnie d'assurances (directeurs) .....	531
---	-----

SIÈGES SOCIAUX:

Bergeron & Fils (Macamic) Ltée. ....	533
Fernand Fortin Inc. ....	533
Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd. ....	532
Husband Transport (Quebec) Limited	533

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

La Prévoyance Compagnie d'Assurances (directors) .....	531
--	-----

HEAD OFFICES:

Bergeron & Fils (Macamic) Ltée. ....	533
Fernand Fortin Inc. ....	533
Greater Montreal Enterprises & Real Estate Ltd. ....	532
Husband Transport (Quebec) Limited.	533

# Page(s) intervertie(s)

558 GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC, Québec, 4 février 1956, Tome 88, N° 5

Ménard & Frère Incorporé.....	532	Ménard & Frère Incorporé.....	532
M. S. McCuaig Ltd.....	533	M. S. McCuaig Ltd.....	533
Orchidée Inc.....	532	Orchidée Inc.....	532
Thetford Automobiles Ltd.....	533	Thetford Automobiles Ltd.....	533
Weissshuhn Paper Converting Co. Ltd..	533	Weissshuhn Paper Converting Co. Ltd..	533
<b>SOUSSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
LeMoyne, Com. scol. cath.....	536	LeMoyne, Cath. School Comm.....	536
St-Martin, Comm. scolaire.....	534	St. Martin, School Comm.....	534
Sherbrooke, ville.....	554	Sherbrooke, town.....	554
Tadoussac, village.....	535	Tadoussac, village.....	535
<b>VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:</b>		<b>SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:</b>	
Canadian Pacific Railway Company...	538	Canadian Pacific Railway Company...	538
<b>VENTE, LOI DE FAILLITE:</b>		<b>SALE, BANKRUPTCY ACT:</b>	
Morin, Émile.....	538	Morin, Émile.....	538
<b>VENTE PAR LICITATION:</b>		<b>SALE BY LICITATION:</b>	
Boivin <i>et al</i> vs Boivin <i>et al</i> .....	539	Boivin <i>et al</i> vs Boivin <i>et al</i> .....	539
<b>VENTES POUR TAXES:</b>		<b>SALES FOR TAXES:</b>	
Champlain, comté (corrections).....	543	Champlain, county (corrections).....	543
Chicoutimi, cité.....	542	Chicoutimi, city.....	542
Labelle, comté (correction).....	544	Labelle, county (correction).....	544
Rimouski, comté (corrections).....	543	Rimouski, county (corrections).....	543
Saguenay, comté de.....	544	Saguenay, county of.....	544
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>ABITIBI:</b>		<b>ABITIBI:</b>	
Industrial Acceptance Corporation Limited vs Morin.....	545	Industrial Acceptance Corporation Limited vs Morin.....	545
<b>ARTHABASKA:</b>		<b>ARTHABASKA:</b>	
Doré vs Pontbriand.....	545	Doré vs Pontbriand.....	545
Doré vs Pontbriand.....	546	Doré vs Pontbriand.....	546
Marion <i>et vir</i> vs Brodeur.....	545	Marion <i>et vir</i> vs Brodeur.....	545
<b>BEAUCE:</b>		<b>BEAUCE:</b>	
Cliche vs Bourret.....	546	Cliche vs Bourret.....	546
<b>CHICOUTIMI:</b>		<b>CHICOUTIMI:</b>	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Boudreault <i>et al</i> .....	547	Quebec Farm Credit Bureau vs Boudreault <i>et al</i> .....	547
<b>HULL:</b>		<b>HULL:</b>	
Dussault vs American Polo Association Inc. <i>et al</i> .....	547	Dussault vs American Polo Association Inc. <i>et al</i> .....	547
<b>KAMOURASKA:</b>		<b>KAMOURASKA:</b>	
Gagné vs Gagnon.....	548	Gagné vs Gagnon.....	548
Lebel vs Lagacé.....	548	Lebel vs Lagacé.....	548
<b>MONTREAL:</b>		<b>MONTREAL:</b>	
Ste-Marie vs Roberge <i>et al</i> .....	549	Ste-Marie vs Roberge <i>et al</i> .....	549
<b>QUÉBEC:</b>		<b>QUÉBEC:</b>	
Municipalité scolaire de la paroisse de St-Léonard vs Paquet.....	549	School Municipality of the parish of St-Léonard vs Paquet.....	549
Sternlieb <i>et al</i> vs Tessier <i>et al</i> .....	550	Sternlieb <i>et al</i> vs Tessier <i>et al</i> .....	550
La Caisse populaire de Donnacona vs Laquerre.....	551	La Caisse populaire de Donnacona vs Laquerre.....	551
Parent vs Lavoie.....	550	Parent vs Lavoie.....	550

RIMOUSKI:

Germain vs Dubé.....	551
Turcotte vs Mercier.....	552

ROBERVAL:

La Société des Artisans vs Larouche...	552
Guy vs Bolduc.....	553

ROUYN-NORANDA:

Renaud vs Prévost.....	553
------------------------	-----

TROIS-RIVIÈRES:

Cadorette vs Laplante.....	554
----------------------------	-----

41701-o

RIMOUSKI:

Germain vs Dubé.....	551
Turcotte vs Mercier.....	552

ROBERVAL:

La Société des Artisans vs Larouche...	552
Guy vs Bolduc.....	553

ROUYN-NORANDA:

Renaud vs Prévost.....	553
------------------------	-----

TROIS-RIVIÈRES:

Cadorette vs Laplante.....	554
----------------------------	-----

41701-o

